



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 7390

Projet de loi portant approbation

1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;

2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;

3° de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;

4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

Date de dépôt : 04-12-2018

Date de l'avis du Conseil d'État : 27-03-2019

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
30-08-2019	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
04-12-2018	Déposé	7390/00	<u>6</u>
14-03-2019	Avis de la Chambre de Commerce (4.3.2019)	7390/01	<u>103</u>
27-03-2019	Avis du Conseil d'État (26.3.2019)	7390/02	<u>118</u>
02-04-2019	Avis de la Chambre des Salariés (28.3.2019)	7390/03	<u>121</u>
11-04-2019	Avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (4.4.2019)	7390/04	<u>132</u>
18-06-2019	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) :	7390/05	<u>137</u>
02-07-2019	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°30 Une demande de dispense du second vote a été introduite	7390	<u>144</u>
17-07-2019	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (17-07-2019) Evacué par dispense du second vote (17-07-2019)	7390/06	<u>146</u>
18-06-2019	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (39) de la reunion du 18 juin 2019	39	<u>149</u>
03-06-2019	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (38) de la reunion du 3 juin 2019	38	<u>153</u>
12-07-2019	Publié au Mémorial A n°495 en page 1	7390	<u>160</u>

Résumé

Projet de loi portant approbation

1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;

2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;

3° de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;

4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la ratification des Conventions fiscales avec la France et le Kosovo, de l'Avenant avec la Belgique et du Protocole avec l'Ouzbékistan.

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans les efforts continus du Gouvernement luxembourgeois au fil des dernières années de compléter, moderniser et améliorer son réseau de conventions fiscales. À la lumière de l'évolution des exigences et standards internationaux récents en la matière, entre autres ceux découlant du plan d'action BEPS (« Base erosion and profit shifting ») de l'OCDE, une adaptation fondamentale de certaines conventions fiscales s'est avérée incontournable. Ainsi la Convention avec la France, dont la première version date du 1^{er} avril 1958, et qui fut modifiée subséquemment à plusieurs reprises, a été soumise à une modernisation générale et prend en compte les standards minima en matière de fiscalité internationale qui résultent des travaux BEPS de l'OCDE.

Comme le précisent les auteurs du projet de loi dans l'exposé des motifs, les négociations avec un partenaire économique important du Grand-Duché, comme la France, s'avèrent souvent complexes afin de tenir compte des positions spécifiques en matière de politique conventionnelle des deux Etats. Le texte final constitue donc un compromis entre les positions du Luxembourg et de la France.

La conclusion d'une convention fiscale avec le Kosovo marque la suite logique pour les relations bilatérales. Suite au conflit de 1999, le Luxembourg a mis en place, dans un premier temps, des programmes d'assistance humanitaire et de reconstruction, pour, par la suite, lancer des programmes de coopération au développement. Ainsi, la conclusion d'une convention contre la double imposition entre le Luxembourg et le Kosovo permet d'approfondir davantage la coopération entre les deux pays.

En ce qui concerne l'Avenant avec la Belgique, le paragraphe 8 du Protocole final de la Convention est remplacé pour inclure dans la Convention l'accord amiable du 16 mars 2015, conclu sur base du paragraphe 3 de l'article 25 de la Convention fiscale belgo-luxembourgeoise et concernant le traitement fiscal des professions dépendantes.

Finalement, le Protocole avec l'Ouzbékistan adapte la Convention fiscale ouzbéko-luxembourgeoise aux exigences de l'OCDE en matière d'échange de renseignements et aux standards minima prévus par les travaux BEPS concernant les conventions fiscales.

7390/00

N° 7390

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

- 1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;
- 2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;
- 3° de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;
- 4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

* * *

(Dépôt: le 4.12.2018)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (27.11.2018)	2
2) Texte du projet de loi	2
3) Exposé des motifs	3
4) Commentaire des articles	4
5) Fiche d'évaluation d'impact.....	17
6) Fiche financière	20
7) Texte des accords	20

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons

Article unique. Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation

- 1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;
- 2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;
- 3° de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;
- 4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018.

Palais de Luxembourg, le 27 novembre 2018

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,*

Jean ASSELBORN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. Est approuvé le Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997.

Art. 2. Est approuvé l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009.

Art. 3. Sont approuvés la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017.

Art. 4. Sont approuvés la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir

l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018.

*

EXPOSE DES MOTIFS

L'objet du présent projet de loi est d'approuver les Conventions fiscales avec la France et le Kosovo, ainsi que l'Avenant avec la Belgique et le Protocole avec l'Ouzbékistan.

L'objet d'une convention fiscale est l'élimination de la double imposition juridique et la conclusion d'un tel accord est indispensable au bon développement des relations économiques bilatérales et favorise l'échange de biens et de services ainsi que les mouvements de capitaux, de technologies et de personnes.

Le projet de loi confirme les efforts effectués ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois en vue de compléter, d'améliorer et de moderniser progressivement son réseau de conventions fiscales.

Une première convention contre les doubles impositions avait été signée avec la France le 1^{er} avril 1958. Après plusieurs modifications ponctuelles par des avenants de certaines dispositions de la convention, une modernisation générale s'imposait afin de tenir compte de l'évolution des standards de la fiscalité internationale qui résultent des travaux de l'OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices («BEPS»). Cette Convention prend en compte les standards minima en matière de fiscalité internationale qui résultent des travaux BEPS de l'OCDE, comme l'intitulé et le préambule de la Convention ainsi que la règle des objets principaux.

Même si les négociations avec un État voisin, qui est à la fois un partenaire économique important, s'avèrent souvent très complexes, l'accord trouvé et documenté par le texte final tient compte des positions spécifiques en matière de politique conventionnelle de chacun des deux États. Dans un tel contexte, des compromis de part et d'autre étaient indispensables afin de tenir compte des positions respectives en vue d'un possible accord. Le Luxembourg a ainsi accepté certaines dispositions qui vont au-delà de sa position acceptée dans le cadre de la Convention multilatérale pour la mise en oeuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir le BEPS, en particulier celle concernant la définition de l'établissement stable. En contrepartie, la France a fait une ouverture en matière des organismes de placement collectif et a accepté notamment l'approche du Luxembourg en ce qui concerne les pensions payées en application de la législation sur la sécurité sociale.

Le Kosovo est le premier bénéficiaire du soutien de la coopération luxembourgeoise dans les Balkans. Après le conflit de 1999, le Luxembourg s'y est, dans un premier temps, focalisé sur l'aide humanitaire et la reconstruction, qui ont ensuite, à partir de 2001, laissé la place à des programmes de coopération au développement. La conclusion d'une convention contre les doubles impositions avec le Kosovo n'est donc que la conséquence logique de l'engagement du Luxembourg depuis 1999.

Bien que le Kosovo ne soit pas membre de l'OCDE, la convention modèle de l'OCDE dans sa dernière version a servi de base pour les discussions. L'accord trouvé constitue le compromis qui tient compte de la politique fiscale de chacun des deux États.

Quant à l'Avenant avec la Belgique, il a pour but de remplacer le paragraphe 8 du Protocole final de la Convention de sorte que l'accord amiable du 16 mars 2015 conclu sur base du paragraphe 3 de l'article 25 de la Convention fiscale belgo-luxembourgeoise et concernant le traitement fiscal des professions dépendantes fait désormais partie intégrante de la Convention fiscale.

Le Protocole avec l'Ouzbékistan a pour objet de mettre la Convention fiscale en conformité avec les exigences de l'OCDE en matière d'échange de renseignements et les standards minima prévus par les travaux BEPS relatifs aux conventions fiscales.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

I) Ouzbékistan

L'article 1^{er} remplace le préambule de la Convention pour mieux le mettre en conformité avec l'Action 6 des travaux BEPS.

L'article 2 remplace le paragraphe 1^{er} de l'article 25 relatif à la procédure amiable de sorte que le contribuable peut désormais introduire une procédure amiable auprès de l'autorité compétente de l'un ou l'autre État contractant.

L'article 3 supprime l'ancien article 26 concernant l'échange de renseignements pour le remplacer par un nouvel article 26 correspondant à la version actuelle du modèle de l'OCDE et permettant ainsi d'échanger également des renseignements détenus par des banques, autres établissements financiers, mandataires, agents et fiduciaires, ainsi que des renseignements concernant la propriété.

L'article 4 ajoute un nouvel article 26A dans la Convention fiscale qui régit l'assistance en matière de recouvrement des impôts. L'article est conforme au modèle de l'OCDE sauf qu'il n'est applicable qu'aux impôts visés par la Convention.

L'article 5 introduit un nouvel article 27A concernant le droit aux avantages à la Convention. Il adopte la règle des objets principaux, une règle anti-abus de portée générale, destinée à combattre les situations de chalandage fiscal.

L'article reflète donc l'approche adoptée dans l'Action 6 des travaux BEPS, selon laquelle les avantages de la Convention fiscale ne devraient pas être accordés lorsqu'un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction est de bénéficier d'un avantage d'une disposition conventionnelle et que l'octroi de cet avantage serait contraire à l'objet et au but des dispositions de la Convention fiscale. L'article permet aux États de s'attaquer aux cas d'utilisation abusive de la Convention.

L'article 6 prévoit les modalités pour la mise en vigueur du Protocole.

II) Belgique

L'article I de l'Avenant remplace le paragraphe 8 du Protocole final de la Convention qui est en relation avec l'article 15 de la Convention fiscale concernant le traitement fiscal des professions dépendantes.

Le nouveau paragraphe 8 stipule au point 1^o que les principes figurant dans les commentaires relatifs à l'article 15 du modèle de l'OCDE s'appliquent. Il en résulte qu'au sens des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 15 de la Convention fiscale, un emploi salarié est exercé dans l'autre État contractant lorsque l'activité en raison de laquelle les salaires, traitements et autres rémunérations sont payés est effectivement exercée dans cet autre État, c'est-à-dire lorsque le salarié est physiquement présent dans cet autre État pour y exercer cette activité. Le critère de la présence physique figurait déjà dans l'ancienne version et fait également partie des principes développés dans les commentaires du modèle de l'OCDE.

Cependant, le point 2^o déroge à ce principe en stipulant qu'un résident d'un État contractant qui exerce un emploi dans l'autre État contractant et qui, au cours d'une période imposable, est physiquement présent dans le premier État et/ou dans un État tiers pour y exercer un emploi durant une ou des périodes n'excédant pas au total 24 jours ouvrables, est considéré comme exerçant effectivement son emploi dans l'autre État contractant durant toute la période imposable. Cette disposition ne s'applique pas lorsqu'une convention préventive de la double imposition conclue par un des deux États contractants avec un État tiers permet à cet État tiers d'imposer les rémunérations que le résident reçoit au titre de l'emploi exercé dans cet État tiers.

Par conséquent, un résident de la Belgique qui travaille pour un employeur luxembourgeois et qui exerce son activité salariale partiellement en dehors du Luxembourg c'est-à-dire soit en Belgique, soit dans un État tiers, pour une période n'excédant pas au total 24 jours au cours d'une année d'imposition reste imposable au Luxembourg sur l'intégralité de son salaire reçu pour l'année en question.

L'article II stipule que l'Avenant est applicable aux salaires, traitements et autres rémunérations relatifs à des périodes imposables prenant cours à partir du 1^{er} janvier 2015.

III) Kosovo

La Convention reprend le titre et le préambule préconisés par l'Action 6 des travaux BEPS. L'objectif est de mettre en évidence dans le titre de la Convention, le rôle des conventions dans la prévention de l'utilisation abusive des conventions fiscales.

Au préambule, il est précisé qu'il s'agit d'éliminer la double imposition, et ce, sans créer des possibilités de double non-imposition ou d'imposition réduite par l'évasion ou la fraude fiscale, en particulier par des mécanismes de chalandage fiscal.

Le paragraphe 1^{er} de l'*article 1^{er}* dispose que la Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents de l'un des deux États contractants ou de ces deux États. L'article délimite ainsi le champ d'application de la Convention. La notion de la résidence est plus amplement définie par l'article 4.

Le paragraphe 2 examine la situation du revenu d'entités ou de dispositifs qu'un des États contractants ou les deux traitent comme étant totalement ou partiellement transparent à des fins fiscales. Il met en oeuvre les principes énoncés dans le rapport sur l'application du modèle de convention de l'OCDE aux sociétés de personnes publié en 1999. Il garantit non seulement que les avantages prévus par la Convention sont accordés dans des cas précis mais aussi qu'ils ne sont pas accordés lorsqu'aucun des États contractants ne traite, selon sa législation nationale, le revenu d'une entité ou d'un dispositif comme étant le revenu de l'un de ses résidents. Ce paragraphe a une incidence pratique pour le Luxembourg, étant donné que notamment les sociétés de personnes sont considérées au Luxembourg comme étant des entités transparentes.

Le paragraphe 3 de l'*article 2* de la Convention fournit une liste des impôts actuels auxquels la Convention s'appliquera. Du côté luxembourgeois, il s'agit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de l'impôt sur le revenu des collectivités, de l'impôt sur la fortune et de l'impôt commercial communal. Du côté du Kosovo sont visés l'impôt sur le revenu des personnes physiques et l'impôt sur le revenu des collectivités. Le paragraphe 4 de l'*article 2* prévoit l'application de la Convention aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis dans un État contractant après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou les remplaceraient.

L'*article 3* réunit un certain nombre de définitions générales nécessaires à l'interprétation des termes et expressions utilisés dans la Convention.

L'*article 4* donne une définition de l'expression «résident d'un État contractant». Cette notion est importante, étant donné que la Convention ne s'applique qu'aux personnes qui sont des résidents d'un État contractant ou des deux États contractants. Elle permet de résoudre les cas de double résidence et constitue le critère essentiel de répartition du droit d'imposer entre les deux États.

En cas de double résidence d'une personne physique, la situation sera réglée en fonction des critères de résidence successifs suivants: le foyer d'habitation permanent, le centre des intérêts vitaux, le lieu de séjour habituel et la nationalité. Si une solution n'est pas trouvée au moyen des critères précités, les autorités compétentes doivent trancher la question d'un commun accord.

Pour ce qui est de la résidence des sociétés, le critère du siège de direction effective en tant que critère de préférence a été retenu.

Le Protocole de la Convention relatif à l'*article 4* confirme de façon explicite que les organismes de placement collectif établis dans un État contractant sont considérés comme des résidents de cet État. Ainsi, les organismes de placement collectif peuvent, en vertu des dispositions retenues au point I, numéros 1 et 2 du Protocole, explicitement bénéficier des avantages de la présente Convention.

L'*article 5* donne une définition de l'établissement stable. En effet, les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables dans l'autre État contractant que si cette entreprise exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. L'établissement stable représente le critère qui sert de base à la répartition du droit d'imposition du revenu et du capital des entreprises et mérite donc une attention particulière. La notion d'établissement stable vise à partager la base imposable entre deux États dans l'hypothèse où un résident maintient une certaine présence physique sur le territoire de l'autre État.

L'*article 5* est conforme au modèle de convention de l'OCDE dans sa version 2014 à l'exception du paragraphe 3 qui reprend la version du modèle des Nations Unies en prévoyant que la fourniture de services dans un État par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé à cette fin constitue un établissement stable mais seulement lorsque ces activités se poursuivent

pendant une période ou des périodes de plus de 183 jours au cours d'une période quelconque de douze mois commençant ou se terminant durant l'année fiscale concernée.

Les dispositions du point II. du Protocole de la Convention relatif à l'article 5 ne font que confirmer l'interprétation de cet article.

Les *articles 6 à 20* concernent les différentes catégories de revenus visées par la Convention et déterminent les compétences fiscales respectives de l'État de la source ou du situs et de l'État de résidence du bénéficiaire.

L'*article 6* traite de l'imposition des revenus immobiliers. Le paragraphe 1^{er} accorde le droit d'imposer le revenu des biens immobiliers à l'État de la source, c'est-à-dire à l'État dans lequel est situé le bien immobilier qui produit ce revenu. Le paragraphe 2 définit la notion de biens immobiliers par référence au droit de l'État où le bien est situé. Le paragraphe 3 précise que la règle générale s'applique quelle que soit la forme d'exploitation des biens immobiliers. Le paragraphe 4 retient que les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus de biens immobiliers des entreprises industrielles, commerciales ou autres.

L'*article 7* concernant l'imposition des bénéfices des entreprises reprend l'approche classique adoptée au modèle de l'OCDE dans la version de juillet 2008 selon lequel une entreprise n'est imposable dans le pays de la source que si elle y dispose d'un établissement stable.

L'*article 8* concerne l'imposition des bénéfices d'une entreprise d'un État contractant provenant de l'exploitation en trafic international de navires et d'aéronefs ainsi que de l'exploitation de bateaux servant à la navigation intérieure. Il attribue le droit d'imposition de ces bénéfices à l'État où se trouve le siège de direction effective de l'entreprise.

L'*article 9* permet à un État d'opérer des ajustements de bénéfices à des fins fiscales lorsque des transactions ont été conclues entre des entreprises associées dans des conditions autres que celles de pleine concurrence. La rectification de la comptabilité des transactions entre entreprises associées peut entraîner une double imposition économique. Le paragraphe 2 vise à supprimer ces doubles impositions.

L'*article 10* concernant l'imposition des dividendes accorde sous certaines conditions un droit d'imposition exclusif des dividendes à l'État de résidence du bénéficiaire.

En effet, d'après les dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 2, les dividendes ne sont pas imposables dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident si le bénéficiaire effectif des dividendes est une société qui est un résident de l'autre État contractant et qui détient directement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes.

Dans les autres cas, la retenue maximale s'élève à 10 pour cent du montant brut des dividendes.

Le paragraphe 3 a pour objet la définition des dividendes.

L'*article 11* concernant l'imposition des intérêts réserve un droit d'imposition des intérêts à l'État de la source, tout en limitant l'exercice de ce droit en fixant un plafond à l'imposition qui ne peut pas dépasser 5 pour cent du montant brut des intérêts.

Le paragraphe 3 prévoit sous certaines conditions une exemption de la retenue à la source sur les intérêts. Il s'agit des intérêts qui sont payés à un État contractant, à l'une de ses collectivités locales ou à sa banque centrale.

Il en est de même des intérêts payés

- au titre d'une dette résultant de la vente à crédit d'un équipement, de marchandises ou de services,
- au titre d'un prêt de n'importe quelle nature accordé par une banque,
- à un organisme de placement collectif, ou
- au titre d'un prêt intragroupe.

L'*article 12* concernant l'imposition des redevances prévoit conformément à la disposition du modèle de l'OCDE qu'une imposition dans l'État de résidence du bénéficiaire des redevances.

L'*article 13* traite les gains en capital. Le paragraphe 4 du modèle de convention de l'OCDE concernant l'aliénation d'actions de sociétés à prépondérance immobilière n'a pas été repris.

L'*article 14* pose la règle générale applicable en matière d'imposition des revenus provenant d'activités salariées.

L'article 14 s'écarte du modèle de l'OCDE dans la mesure où, au paragraphe 3, le transport routier a été ajouté au domaine du trafic international. Les rémunérations reçues pour l'exercice d'un emploi salarié à bord d'un navire, d'un aéronef ou d'un véhicule routier exploité en trafic international, ou à bord d'un bateau servant à la navigation intérieure, sont donc imposables dans l'État où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

L'article 15 qui vise les rémunérations perçues par un résident d'un État, en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre État, dispose que ces services sont imposables dans l'État dont la société concernée est un résident.

L'article 16 relatif aux artistes et aux sportifs attribue à l'État où se produisent les intéressés le droit d'imposer les revenus provenant des services rendus dans cet État.

En ce qui concerne les pensions du secteur privé, payées en vertu d'un emploi antérieur, visées au paragraphe 1^{er} de l'article 17, un droit d'imposition exclusif est attribué à l'État de résidence du bénéficiaire.

Le paragraphe 2 de l'article 17 déroge à cette règle prévue au paragraphe 1^{er}, en stipulant que les pensions et autres sommes payées en application d'un régime public qui fait partie de la législation sur la sécurité sociale ne sont imposables que dans l'État de la source. Cette mesure est motivée par le fait que les prestations sociales sont fortement budgétisées et fiscalisées au Luxembourg.

Le paragraphe 3 de l'article 17 dispose que les pensions et autres rémunérations similaires provenant d'un État contractant et payées à un résident de l'autre État contractant en vertu d'un régime de pension complémentaire ou résultant de dotations faites par l'employeur à un régime interne, ne sont pas imposables dans l'autre État contractant dans la mesure où les cotisations, allocations, primes d'assurances ou dotations dont découlent les pensions et autres rémunérations visées sous rubrique ont été soumises à une imposition «à l'entrée» dans le premier État.

L'article 18 définit le régime d'imposition des rémunérations et pensions se rapportant aux fonctions publiques.

L'article 19 règle le régime d'imposition applicable aux étudiants.

L'article 20 régit le droit d'imposition des revenus qui ne sont pas traités dans les articles 6 à 19. Ces revenus ne sont, en principe, imposables que dans l'État dont le bénéficiaire est un résident.

L'article 21 reprend les règles habituelles relatives à l'imposition de la fortune.

L'article 22 contient les dispositions pour éliminer la double imposition. Le Luxembourg a choisi la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité pour éviter la double imposition. Cette méthode consiste à exonérer de l'impôt luxembourgeois les revenus et la fortune imposables au Kosovo, mais à en tenir compte pour calculer le taux d'impôt applicable aux revenus et à la fortune qui sont imposables au Luxembourg.

Par ailleurs, le Luxembourg applique pour certaines catégories de revenus la méthode de l'imputation. Il s'agit des revenus visés à l'article 10 (dividendes), à l'article 11 (intérêts) et à l'article 16 (artistes et sportifs).

Cette méthode consiste à intégrer ces revenus de source étrangère dans la base d'imposition luxembourgeoise, mais à déduire de l'impôt luxembourgeois l'impôt payé sur ces revenus au Kosovo. La déduction ne peut toutefois pas dépasser l'impôt luxembourgeois relatif à ces revenus.

Le Kosovo a opté d'une manière générale pour la méthode de l'imputation.

Les articles 23 à 29 contiennent certaines dispositions spéciales ainsi que les dispositions finales de la Convention.

L'article 23 comporte les clauses habituelles de non-discrimination.

L'article 24 règle les cas où une procédure amiable peut être engagée entre les autorités compétentes des deux États. Les paragraphes 1^{er} et 2 s'appliquent aux situations dans lesquelles une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

Le paragraphe 1^{er} dispose qu'une personne peut soumettre son cas à l'autorité compétente de l'un ou l'autre État contractant et remplit la norme *minima* de l'Action 14 de BEPS afin d'accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends.

La dernière phrase du paragraphe 2 précise que l'accord amiable est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des États contractants. Le paragraphe 3 couvre les questions d'interprétation ou d'application de la Convention.

Une clause d'arbitrage figure au paragraphe 5 de l'article 24.

L'article 25 régleme l'échange de renseignements entre les États contractants. L'article suit l'approche adoptée au modèle de convention de l'OCDE dans sa version 2014.

L'article 26 sur les membres des missions diplomatiques et postes consulaires a pour but de donner aux membres des missions diplomatiques et postes consulaires la garantie qu'en vertu des dispositions d'une convention contre les doubles impositions, ils bénéficieront d'un traitement au moins aussi favorable que celui auquel ils ont droit conformément au droit international ou à des accords internationaux particuliers.

L'article 27 reprend une disposition sur le droit aux avantages de la Convention. La disposition reprise est la règle des objets principaux stipulant qu'un avantage prévu par la Convention n'est pas accordé s'il est raisonnable de conclure que l'octroi de cet avantage était un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir.

Le paragraphe 2 reprend une disposition optionnelle figurant aux commentaires du modèle de convention de l'OCDE dans sa version 2017 qui met en place un processus de consultation entre les autorités compétentes. Ainsi, l'autorité compétente à laquelle la demande a été adressée consulte l'autorité compétente de l'autre État avant de rejeter une demande présentée par un résident de cet autre État.

L'article 28 établit les règles relatives à l'entrée en vigueur de la Convention dans les deux États contractants.

L'article 29 décrit la procédure à respecter en cas de dénonciation de la Convention par l'un des États contractants.

La Convention est complétée par un Protocole qui forme partie intégrante de la Convention.

La Convention et le Protocole ont été signés en langue anglaise.

IV) France

La Convention reprend le titre et le préambule préconisés par l'Action 6 des travaux BEPS. L'objectif est de mettre en évidence, dans le titre de la Convention, le rôle des conventions dans la prévention de l'utilisation abusive des conventions fiscales. Au préambule, il est précisé qu'il s'agit d'éliminer la double imposition, et ce, sans créer des possibilités de double non-imposition ou d'imposition réduite par l'évasion ou la fraude fiscale, en particulier par des mécanismes de chalandage fiscal.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} dispose que la Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents de l'un des deux États contractants ou de ces deux États.

Le premier alinéa du paragraphe 2 examine la situation du revenu perçu par ou via une société de personnes dotée ou non de la personnalité morale ou toute entité analogue dotée de la personnalité morale qu'un des États contractants ou les deux traitent comme étant totalement ou partiellement transparente à des fins fiscales. Il garantit non seulement que les avantages prévus par la Convention sont accordés dans des cas précis mais aussi qu'ils ne sont pas accordés lorsqu'aucun des États contractants ne traite, selon sa législation nationale, le revenu d'une telle entité comme étant le revenu de l'un de ses résidents.

Les sociétés de personnes luxembourgeoises tombent sous le champ d'application de cette disposition, étant donné qu'elles sont considérées comme étant des entités transparentes.

Par contre, la législation française ne connaît que deux types de sociétés transparentes tandis que les sociétés de personnes classiques comme la société civile sont considérées en France comme étant soit opaques, soit translucides. L'alinéa 3 stipule expressément que les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas aux sociétés translucides qui doivent être considérées comme des résidents de la France en vertu du paragraphe 4 de l'article 4.

L'alinéa 2 du paragraphe 2 concerne les sociétés de personnes qui sont établies dans un État tiers. Lorsqu'une société de personnes dotée ou non de la personnalité morale ou toute autre entité analogue dotée de la personnalité morale (y compris un groupement de personnes) est considérée comme totalement ou partiellement transparente sur le plan fiscal selon la législation fiscale de l'un des États contractants et est établie dans un État tiers, le revenu ne peut être considéré comme étant le revenu d'un résident d'un État contractant que si cet État tiers considère également comme totalement ou partiellement transparente sur le plan fiscal la société de personnes dotée ou non de la personnalité morale ou toute autre entité analogue.

D'autre part, les États ne doivent pas accorder les bénéfices de la Convention dans les cas où ils ne peuvent pas vérifier si une personne est véritablement habilitée à s'en prévaloir. Il faut donc que l'État tiers ait conclu avec l'État contractant d'où provient le revenu une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

L'article 2 énumère les impôts visés par la Convention. Le paragraphe 3 fournit une liste des impôts actuels auxquels la Convention s'appliquera. Du côté luxembourgeois, il s'agit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de l'impôt sur le revenu des collectivités, de l'impôt sur la fortune et de l'impôt commercial communal. Du côté de la France sont visés l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés, les contributions sur l'impôt sur les sociétés, les contributions sociales généralisées et les contributions pour le remboursement de la dette sociale, l'impôt sur la fortune ainsi que toutes retenues à la source et avances décomptées sur ces impôts. Le paragraphe 4 de l'article 2 prévoit l'application de la Convention aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis dans un État contractant après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou les remplaceraient.

L'article 3 énonce les définitions qui sont nécessaires à l'interprétation des termes et expressions utilisés dans la Convention. L'expression «trafic international» englobe également les véhicules ferroviaires. Cette inclusion a une répercussion sur les articles 8, 13, 14 et 21.

L'article 4 définit la notion de résidence. En donnant une définition de l'expression «résident d'un État contractant», l'article 4 permet de résoudre les cas de double résidence et constitue le critère essentiel de répartition du droit d'imposer entre les deux États.

Le paragraphe 1^{er} vise en principe les personnes qui sont assujetties à l'impôt dans un État contractant en vertu de la législation interne de cet État. Il précise donc que sont des résidents les personnes assujetties à l'impôt en raison de leur domicile, de leur résidence, de leur siège de direction, de leur lieu d'exploitation ou de tout autre critère de nature analogue. L'expression «résident d'un État contractant» couvre également les personnes morales de droit public des États contractants et de leurs collectivités locales ou territoriales.

Le paragraphe 2 clarifie les règles applicables aux personnes physiques en cas de double résidence. Conformément au modèle de l'OCDE, il reprend les critères habituels de foyer d'habitation permanent, de centre des intérêts vitaux, de séjour habituel et de nationalité. En dernier lieu, les autorités compétentes doivent trancher la question d'un commun accord.

Le paragraphe 3 retient le siège de direction effective comme critère de préférence pour les personnes autres que les personnes physiques afin de déterminer l'État de résidence de ces personnes.

Le paragraphe 4 stipule que les sociétés translucides françaises doivent être considérées comme des résidents de la France par le Luxembourg et la France pour l'application de la présente Convention.

Le paragraphe 5 est une mesure anti-abus stipulant qu'une personne ne doit pas être considérée comme résident d'un État contractant si elle n'est que le bénéficiaire apparent des revenus, lesdits revenus bénéficiant en réalité à une personne qui ne remplit pas les conditions pour être un résident de cet État.

L'article 5 définit la notion de l'établissement stable. Cette notion est importante, étant donné qu'une partie importante des relations bilatérales est assurée par les entreprises commerciales. Or, les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables dans l'autre État contractant que si cette entreprise exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé.

Le paragraphe 3 de l'article 5 reprend les modalités contenues dans la convention modèle de l'OCDE en fixant à douze mois la période à partir de laquelle un chantier de construction ou de montage constitue un établissement stable.

Le paragraphe 3.1 de l'article 5 constitue une mesure pour traiter les abus de fractionnements de contrats de manière spécifique. En effet, le seuil de douze mois peut donner lieu à des abus. Dans certains cas, il peut arriver que des entreprises fractionnent leurs contrats en plusieurs éléments portant chacun sur une durée inférieure à douze mois et qui par la suite sont attribués à une ou plusieurs sociétés différentes mais qui font partie du même groupe. Accorder le bénéfice de cette règle dans ces circonstances est contraire à l'objet et au but de ce paragraphe puisque, sinon, la limitation de temps de ce paragraphe n'a plus de sens.

Le paragraphe 4 de l'article 5 énumère un certain nombre d'activités qui sont considérées comme des exceptions à la définition générale. Ce paragraphe varie par rapport au modèle de convention de

l'OCDE dans la mesure où les deux États sont d'avis que les activités visées aux alinéas a) – d) ne devraient pas être soumises à la condition qu'elles revêtent un caractère préparatoire ou auxiliaire. Par conséquent, les activités constituent des exceptions *per se* c'est-à-dire indépendamment du fait qu'elles ont un caractère préparatoire ou auxiliaire.

Le paragraphe 4.1 de l'article 5 retient une règle anti-fragmentation pour les cas où des activités dans un État sont fragmentées afin de bénéficier des exceptions prévues au paragraphe 4. Il s'agit d'une mesure anti-abus pour empêcher le recours à des stratégies d'évasion fiscale pour contourner la définition de l'établissement stable. Concrètement, il s'agit d'empêcher une entreprise ou un groupe d'entreprises qui sont étroitement liées de fragmenter un ensemble cohérent d'activités d'entreprise en plusieurs opérations de sorte qu'elles seraient à considérer comme des activités tombant sous le champ d'application du paragraphe 4.

Cette disposition figure dans le modèle de convention fiscale dans sa version 2017. Elle constitue le résultat des travaux relatifs à l'action 7 du Plan d'action BEPS en apportant des modifications à la définition de l'expression «établissement stable».

Il en est de même des dispositions des paragraphes 5 et 6 de l'article 5. Ces nouveaux paragraphes qui visent à éviter les cas des accords de commissionnaire et des stratégies similaires qui avaient été mis en place en vue d'éroder la base d'imposition de l'État dans lequel des ventes ont eu lieu.

Le Plan d'action a appelé à une révision de cette définition afin d'empêcher le recours à certaines stratégies d'évasion fiscale qui sont actuellement utilisées pour contourner la définition existante de l'établissement stable, comme des accords par lesquels des contribuables remplacent des filiales qui interviennent traditionnellement comme distributeurs par des « accords de commissionnaire », entraînant un transfert de bénéfices en dehors du pays où les ventes ont lieu sans qu'il y ait modification substantielle des fonctions accomplies dans ce pays.

Le paragraphe 5 ne s'applique que sous réserve des dispositions du paragraphe 6 concernant les agents indépendants. Il stipule qu'une entreprise qui est un résident d'un État contractant a sous certaines conditions un établissement stable dans l'autre État contractant en raison des activités qui y sont exercées par un agent dépendant.

Le champ d'application du paragraphe 5 ne vise pas seulement les personnes agissant pour le compte d'une entreprise qui concluent des contrats au nom de l'entreprise mais également celles qui jouent habituellement le rôle principal menant à la conclusion des contrats incluant ainsi les cas où la conclusion des contrats est manifestement le résultat direct des activités exercées par l'agent dépendant.

Les contrats visés ne sont pas seulement les contrats établis au nom de l'entreprise mais également ceux qui prévoient le transfert de propriété ou la concession du droit d'utiliser les biens appartenant à cette entreprise ou que celle-ci a le droit d'utiliser, ou concernent la fourniture de services par l'entreprise. Ces changements visent en particulier l'utilisation abusive des accords de commissionnaire notamment les cas où les parties à un accord de commissionnaire sont étroitement liées mais concernent également d'autres modèles et stratégies.

L'alinéa a) du paragraphe 6 stipule que le paragraphe 5 ne s'applique pas lorsqu'une personne agit dans un État contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre État contractant en y exerçant une activité d'agent indépendant. L'alinéa a) exclut toutefois une personne qui agit exclusivement ou presque exclusivement pour le compte d'une ou de plusieurs entreprises auxquelles elle est étroitement liée, étant donné que le critère d'indépendance n'est plus rempli.

L'alinéa b) précise le sens à donner à l'expression «une personne étroitement liée à une entreprise».

L'article 6 traite l'imposition des revenus immobiliers. Il accorde le droit d'imposer le revenu des biens immobiliers à l'État de la source, c'est-à-dire à l'État sur le territoire duquel est situé le bien immobilier qui produit le revenu. Les biens immobiliers sont définis par rapport à la législation de l'État où ils sont situés.

L'article 7 concerne l'imposition des bénéfices des entreprises et reprend l'approche adoptée au modèle de l'OCDE dans la version de juillet 2010. Cet article dispose qu'une entreprise n'est imposable dans l'État de la source que si elle y dispose d'un établissement stable. Dans cette hypothèse, seuls les bénéfices qui sont attribuables à l'établissement stable conformément aux dispositions du paragraphe 2 sont imposables dans l'État de la source des revenus. Les bénéfices de professions libérales sont également visés par cet article.

L'article 8 pose le principe selon lequel les bénéfices d'une entreprise provenant de l'exploitation en trafic international d'aéronefs, de navires et de véhicules ferroviaires sont imposables exclusivement dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Le principe de pleine concurrence, exposé à l'article 9 du modèle de convention de l'OCDE concernant le revenu et la fortune, constitue la norme internationale adoptée par les pays membres de l'OCDE qui doit être utilisée pour la détermination des prix de transfert entre entreprises liées effectuant des transactions transfrontalières. Il permet à un État d'opérer des ajustements de bénéfices à des fins fiscales lorsque des transactions ont été conclues entre des entreprises associées dans des conditions autres que celles de pleine concurrence. Le paragraphe 2 vise à supprimer la double imposition économique provenant de la rectification de la comptabilité des transactions entre entreprises associées.

En droit fiscal national la loi du 15 décembre 2014 a modifié l'article 56 de la loi concernant l'impôt sur le revenu avec effet à partir du 1^{er} janvier 2015. Cet article traite du principe de pleine concurrence et permet d'ajuster les bénéfices déclarés si les prix de transfert diffèrent des prix qui auraient été convenus entre entreprises indépendantes pour des transactions comparables effectuées sur le marché libre dans des circonstances comparables. Pour déterminer si des transactions entre entreprises indépendantes sont comparables aux transactions entre entreprises liées, il faut procéder à une analyse de comparabilité.

L'article 56bis L.I.R., introduit par la loi du 23 décembre 2016 et qui est applicable à partir du 1^{er} janvier 2017, renferme les principes de base à respecter dans le cadre d'une analyse de prix de transfert concernant la technique à mettre en oeuvre et la méthodologie à retenir en vue de l'application du principe de pleine concurrence. Cet article est axé sur l'analyse de comparabilité.

L'article 8 de l'ancienne Convention prévoyait un taux de 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire des dividendes est une société de capitaux qui détient directement au moins 25 pour cent de la société de capitaux qui distribue les dividendes, et 15 pour cent dans tous les autres cas. L'article 10 de la nouvelle Convention régit le droit d'imposition des dividendes entre l'État de la source et l'État de résidence du bénéficiaire de la manière suivante.

L'alinéa a) du paragraphe 2 prévoit que l'impôt établi dans l'État de la source ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire est un résident de l'autre État. Par ailleurs, l'article 10 accorde sous certaines conditions un droit d'imposition exclusif des dividendes à l'État de résidence du bénéficiaire.

En effet, d'après l'alinéa b) du paragraphe 2, les dividendes ne sont pas imposables dans l'État contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, si le bénéficiaire effectif des dividendes est une société qui est un résident de l'autre État contractant et qui détient directement au moins 5 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes.

Ce bénéfice de l'exemption ne sera accordé pour les dividendes correspondant à une participation de 5 pour cent que si celle-ci a été détenue par la société bénéficiaire durant une certaine période minimale. La détention doit se faire pendant une période de 365 jours incluant le jour de paiement des dividendes. Cette condition de détention figure également à l'article 10 du modèle de convention de l'OCDE dans sa version de 2017. Le droit interne luxembourgeois suit aussi l'approche d'une période de détention pour bénéficier de l'exemption de la retenue à la source.

Le paragraphe 6 de l'article 10 prévoit une réglementation particulière pour les dividendes payés à partir de revenus ou gains tirés de biens immobiliers d'un véhicule d'investissement. Ces véhicules sont en principe exonérés d'impôts directs et se trouvent dans l'obligation de distribuer la plus grande partie de ces revenus annuellement. Ces dividendes sont imposables à raison de 15 pour cent du montant brut des dividendes en présence d'une participation représentant moins de 10 pour cent du capital de ce véhicule. Lorsque le bénéficiaire effectif de tels dividendes détient, directement ou indirectement, une participation représentant 10 pour cent ou plus du capital de ce véhicule, les dividendes sont imposables au taux prévu par la législation nationale de l'État contractant d'où ils proviennent.

Ce système vise principalement des sociétés avec de nombreux associés faisant de sorte que le capital est largement diffusé. D'où la distinction entre un taux de participation supérieur respectivement inférieur à 10 pour cent. En effet, il semble difficilement concevable qu'une participation supérieure à 10 pour cent soit à considérer comme étant largement diffusée. Il en résulte que les dividendes d'une participation supérieure à 10 pour cent sont soumis au taux prévu par la législation nationale.

Alors que l'article 9 de l'ancienne Convention relatif aux intérêts partageait le droit d'imposition entre l'État de la source et l'État de résidence en prévoyant une retenue maximale de 10 pour cent du

montant brut des intérêts dans l'État de la source, la nouvelle Convention ne prévoit à l'article 11 qu'une imposition exclusive des intérêts dans l'État de résidence du bénéficiaire et reflète ainsi la politique conventionnelle du Luxembourg.

Rappelons que la Convention franco-luxembourgeoise du 1^{er} avril 1958 ne s'appliquait pas aux fonds d'investissement. La nouvelle Convention propose au point 2 du Protocole, un système qui permet de prendre en considération le contexte particulier des organismes de placement collectif. Ainsi, il a été retenu qu'un organisme de placement collectif qui est établi dans un État contractant et qui est assimilé selon la législation de l'autre État contractant à ses propres organismes de placement collectif, peut bénéficier des avantages des dispositions des articles 10 et 11 de la Convention.

En d'autres termes, l'avantage conventionnel est accordé pour la fraction des revenus d'un organisme de placement collectif correspondant aux droits détenus

- par des personnes résidentes de l'un ou de l'autre des États contractants ou
- par des personnes résidentes de tout autre État avec lequel l'État contractant d'où proviennent les dividendes ou les intérêts a conclu une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

L'avantage est donc accordé à hauteur des personnes qui répondent à ces critères. Il s'agit donc des personnes qui sont un résident soit du Luxembourg soit de la France mais également aux résidents de tout autre État avec lequel l'État contractant d'où proviennent les dividendes ou les intérêts a conclu une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales. Dans ce contexte, il y a lieu de signaler que tant le Luxembourg (82 Conventions en vigueur) que la France (125 Conventions) disposent d'un réseau conventionnel très étendu. Par ailleurs, la Convention concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale et son protocole d'amendement sont également pris en considération dans ce contexte. L'impact pratique de cette disposition n'est donc pas négligeable.

L'article 12 fixe le régime applicable aux redevances. Contrairement à la disposition du modèle de l'OCDE qui ne prévoit qu'une imposition dans l'État de résidence du bénéficiaire des redevances, la présente Convention partage le droit d'imposition entre l'État de la source et l'État de résidence du bénéficiaire, mais elle limite l'exercice de ce droit en fixant un plafond à l'imposition qui ne peut pas dépasser 5 pour cent du montant brut des redevances. Cette possibilité d'une retenue à la source est pratique courante pour ce qui est de la politique conventionnelle française. L'ancienne Convention prévoyait une imposition exclusive dans l'État de résidence du bénéficiaire. Dans ce contexte, il y a lieu de relever que les articles 11 et 12 tiennent compte des intérêts nationaux et de la politique fiscale internationale respectifs et constituent donc le résultat du compromis trouvé.

L'article 13 traite des gains en capital. Le paragraphe 1 dispose que les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers sont imposables dans l'État de situation de ces biens immobiliers.

Le paragraphe 2 vise l'imposition des gains provenant de l'aliénation des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable. Ceux-ci sont imposables dans l'État où est situé l'établissement stable.

Le paragraphe 3 traite des gains provenant de l'aliénation de biens qui font partie de l'actif d'une entreprise et qui sont des navires, des aéronefs ou des véhicules ferroviaires exploités par cette entreprise en trafic international ou des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou véhicules ferroviaires. Ces gains ne sont imposables que dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

Le paragraphe 4 du modèle de l'OCDE concernant l'aliénation d'actions de sociétés à prépondérance immobilière a été intégré dans sa dernière version. Ce paragraphe vise l'imposition des gains en capital réalisés par un résident d'un État contractant et provenant de l'aliénation d'actions ou d'intérêts similaires qui tirent directement ou indirectement plus de 50 pour cent de leur valeur de biens immobiliers situés dans l'autre État. Par ailleurs, il est stipulé que le seuil de valeur doit être atteint à un moment donné au cours des 365 jours précédant l'aliénation. Pour l'application de cette disposition, ne sont pas pris en considération les biens immobiliers affectés par une telle société, fiducie ou entité à sa propre activité d'entreprise.

Le paragraphe 5 de la Convention déroge par rapport au modèle de convention de l'OCDE. Il permet d'imposer dans l'État de la source les plus-values de cession d'une participation substantielle. Une participation substantielle existe «lorsque le cédant, seul ou avec des personnes apparentées ou liées,

dispose directement ou indirectement d'actions, de parts ou autres droits dont l'ensemble ouvre droit à 25 % ou plus des bénéfices de la société». Ainsi, la France pourra imposer les plus-values réalisées par un résident luxembourgeois sur la cession d'une participation importante dans le capital d'une société résidente de France. Cependant, l'application de cette disposition se limite aux personnes physiques. Par ailleurs, ne sont visés que les gains réalisés par un résident d'un État contractant qui a été résident de l'autre État à un moment quelconque au cours des cinq années précédant ladite aliénation. Tous les autres gains ne sont d'après les dispositions du paragraphe 6 imposables que dans l'État de résidence du cédant.

L'article 14 reprend les lignes directrices préconisées par la convention modèle de l'OCDE pour l'imposition des revenus provenant d'activités salariées. Cet article retient tout d'abord au paragraphe 1^{er} que les revenus provenant d'activités salariées ne sont imposables que dans l'État de résidence du salarié. Toutefois, si l'activité salariée est exercée dans l'autre État ces revenus sont imposables dans cet autre État donc où l'emploi salarié est effectivement exercé.

Le paragraphe 2 comporte toutefois une exception générale à la règle posée au paragraphe 1^{er} en décrétant que, même si l'activité est exercée dans un État contractant, l'autre État, c'est-à-dire celui de la résidence, garde néanmoins le droit d'imposition pour les séjours de courte durée dans l'État de l'exercice.

Cependant, les dispositions reprises au point 3 du Protocole relatif à la Convention prévoient une différence majeure par rapport à la convention modèle de l'OCDE. En effet, les dispositions précitées introduisent un seuil de 29 jours par dérogation au paragraphe 1^{er} de l'article 14. L'État de résidence renonce à imposer des rémunérations qui sont liées à une activité exercée sur son territoire ou le territoire d'un État tiers.

En d'autres termes, un salarié qui est un résident de la France et qui exerce habituellement son activité salariée au Luxembourg pour un employeur du Luxembourg restera imposable au Luxembourg même si ce salarié sera amené à exercer son emploi ponctuellement en France ou dans un État tiers, mais ne dépassant pas le seuil de 29 jours. Le seuil de tolérance de 29 jours s'applique sous réserve de toute disposition contraire figurant dans une convention préventive de la double imposition conclue par un des deux États contractants avec un État tiers.

Lorsque le seuil des 29 jours est dépassé, seules les règles générales des paragraphes 1^{er} et 2 sont applicables.

Un tel seuil de tolérance s'élève à 19 jours dans le cadre de la convention conclue avec l'Allemagne et à 24 jours pour ce qui est de la convention conclue avec la Belgique.

L'article 15 qui vise les rémunérations perçues par un résident d'un État, en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre État, dispose que ces services sont imposables dans l'État dont la société concernée est un résident. Ces rémunérations peuvent donc faire l'objet d'une imposition dans l'État du débiteur des revenus.

S'agissant de l'article 16 ayant pour objet l'imposition des artistes du spectacle, des sportifs et des mannequins, celui-ci stipule que les revenus des artistes du spectacle tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien ainsi que des sportifs ou mannequins, sont imposables dans l'État contractant où ils exercent leurs activités, même si ces revenus sont attribués non pas à l'artiste, au sportif ou au mannequin lui-même, mais à une autre personne.

Par ailleurs, les revenus d'un artiste, d'un sportif ou d'un mannequin, résident d'un État contractant, correspondant à des prestations dépendantes de sa notoriété professionnelle qu'il tire de l'autre État contractant sont imposables dans cet autre État.

Contrairement aux règles de droit commun qui retiennent une imposition dans l'État de la source, une mesure de simplification prévoit que les revenus précités ne sont imposables que dans l'État de la résidence lorsque le montant brut de ces revenus ne dépasse pas 20.000 euros au titre de l'année d'imposition concernée.

Le paragraphe 3 prévoit les règles applicables en cas d'un financement principalement par des fonds publics. Dans ces cas, les revenus sont imposables dans l'État de résidence de l'artiste du spectacle, du sportif ou du mannequin.

L'article 17 régit le droit d'imposition des pensions. En ce qui concerne les pensions du secteur privé, payées en vertu d'un emploi antérieur, visées au paragraphe 1^{er} de l'article 17, un droit d'imposition exclusif est attribué à l'État de résidence du bénéficiaire.

Le paragraphe 2 de l'article 17 déroge à cette règle prévue au paragraphe 1^{er} en stipulant que les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale ne sont imposables que dans l'État de la source.

Dans ce contexte, il y a lieu de relever que la politique conventionnelle en matière d'imposition des pensions de la France est orientée vers une imposition dans l'État de la résidence. Contrairement à la position française, le Luxembourg revendique dans ses conventions une imposition dans l'État de la source. Dans le cadre du compromis trouvé, la France a accepté l'approche du Luxembourg. Au niveau de l'imposition des pensions payées en application de la législation sur la sécurité sociale, il n'y aura donc pas de changement par rapport à l'ancienne Convention.

L'article 18 définit le régime d'imposition des rémunérations et pensions se rapportant aux fonctions publiques. L'article déroge au paragraphe 1. b) par rapport au modèle de l'OCDE en stipulant que les salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre État contractant si les services sont rendus dans cet État et si la personne physique est un résident de cet État et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier État.

La même approche a été adoptée au paragraphe 2. b) par rapport aux pensions et autres rémunérations similaires en excluant les personnes ayant la double nationalité.

L'article 19 permet, conformément au modèle de l'OCDE, d'exonérer les étudiants, les apprentis et les stagiaires dans l'État où ils séjournent sous certaines conditions. Cet article prévoit donc de ne pas imposer dans l'État où séjournent les étudiants les sommes qu'ils reçoivent afin de couvrir leurs frais d'entretien, d'études ou de formation.

D'après les dispositions du point 4 du Protocole, le terme «apprenti» comprend en ce qui concerne le Luxembourg un service volontaire des jeunes tel que défini par la loi luxembourgeoise du 31 octobre 2007 modifiée, ou toute autre disposition identique ou analogue qui entrerait en vigueur après la date de signature de la présente Convention.

L'article 20 régit le critère d'imposition des revenus qui ne sont pas expressément visés dans les autres articles. Ces revenus ne sont donc imposables que dans l'État de résidence de leur bénéficiaire, à moins qu'ils ne soient rattachables à un établissement stable que le bénéficiaire possède dans l'autre État.

L'article 21 fixe les modalités d'imposition de la fortune. En effet, la présente Convention porte non seulement sur les impôts sur le revenu mais également sur l'impôt sur la fortune. La Convention suit donc l'approche adoptée au modèle de convention de l'OCDE et dans toutes les conventions conclues par le Luxembourg.

L'article 21 établit, en ce qui concerne l'impôt sur la fortune sur les différents biens, les mêmes critères quant au droit d'imposition que ceux applicables en matière d'imposition des revenus que ces biens engendrent. C'est ainsi par exemple que le paragraphe 1^{er} réserve le droit d'imposition des biens immobiliers à l'État où ces biens sont situés. Conformément au paragraphe 2, la fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable dont dispose un contribuable résident d'un État contractant dans l'autre État contractant est imposable dans cet autre État. La fortune constituée par des navires, des aéronefs et des véhicules ferroviaires exploités en trafic international, et des biens mobiliers affectés à l'exploitation de navires, aéronefs ou véhicules ferroviaires, n'est, d'après les dispositions du paragraphe 3, imposable que dans l'État où le siège de direction effective de l'entreprise est situé. Enfin pour tous les autres éléments de la fortune le droit d'imposition exclusif appartient à l'État de résidence du propriétaire.

L'article 22 de la Convention a pour objet principal de supprimer les doubles impositions possibles entre l'État de la résidence et l'État de la source. La convention modèle de l'OCDE propose à ce sujet deux méthodes pour l'élimination des doubles impositions. La première méthode est celle de l'exemption des revenus ou de la fortune et la deuxième est celle de l'imputation. Le Luxembourg applique dans ses conventions une combinaison des deux méthodes.

Au niveau des dispositions pour éliminer la double imposition, le Luxembourg a choisi la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité pour éviter la double imposition. Cette méthode consiste à exonérer de l'impôt luxembourgeois les revenus et la fortune imposables en France, mais à en tenir compte pour calculer le taux d'impôt applicable aux revenus et à la fortune qui sont imposables au Luxembourg.

En ce qui concerne les dividendes et les redevances dont le droit d'imposition est, aux termes des articles 10 et 12, partagé entre l'État d'où proviennent les revenus et l'État dont le bénéficiaire est un résident, le Luxembourg applique pour cette catégorie de revenus la méthode de l'imputation.

Il en est de même pour les revenus des artistes, sportifs et mannequins visés à l'article 16.

Cette méthode consiste à intégrer ces revenus de source étrangère dans la base d'imposition luxembourgeoise, mais à déduire de l'impôt luxembourgeois l'impôt payé sur ces revenus en France. La déduction ne peut toutefois pas dépasser l'impôt luxembourgeois relatif à ces revenus.

L'alinéa c) du paragraphe 2 reprend l'approche adoptée au modèle de l'OCDE. La disposition proposée par l'OCDE a pour objet d'éviter l'absence d'imposition qui résulterait de désaccords entre l'État de résidence et l'État de la source sur les faits d'un cas spécifique ou sur l'interprétation des dispositions de la Convention.

Le point 5 du Protocole concerne l'élimination de la double imposition par le Luxembourg quant aux revenus perçus par un résident du Luxembourg via une société mentionnée au paragraphe 4 de l'article 4 qui régit la résidence fiscale des sociétés translucides françaises. Le point 5 ne concerne pas les revenus touchés par la société translucide française elle-même mais se limite aux produits de participation que l'associé résident du Luxembourg peut percevoir ultérieurement de la part de la société translucide française et que le Luxembourg impose éventuellement en raison de la qualification qu'il confère à ces produits de participation en vertu de sa législation fiscale. Dans ce cas, le Luxembourg accorde sur l'impôt afférent à ce revenu une déduction d'un montant égal au montant de l'impôt payé en France afin d'éliminer la double imposition qui résulte d'une telle imposition.

La France a opté à l'alinéa a) du paragraphe 1^{er} pour la méthode de l'imputation en ce qui concerne le revenu reçu ou la fortune possédée par un résident de France qui est imposable au Luxembourg conformément aux dispositions de la présente Convention. La France déduit donc de l'impôt français le montant de l'impôt payé au Luxembourg. Ce crédit d'impôt ne peut toutefois excéder le montant de l'impôt français correspondant à ce revenu ou à cette fortune.

La France applique par contre la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité sous une autre forme pour le revenu reçu ou la fortune possédée par un résident de France qui n'est imposable qu'au Luxembourg conformément aux dispositions de la présente Convention.

Dans ce cas, l'alinéa b) du paragraphe 1^{er} prévoit que le revenu ou la fortune est également imposable en France mais la France doit accorder un crédit d'impôt qui est égal au montant de l'impôt français correspondant à ce revenu ou à cette fortune. Ce crédit d'impôt n'est cependant pas accordé lorsque le revenu ou la fortune n'est pas effectivement soumis à l'impôt au Luxembourg.

Les articles 23 à 31 contiennent certaines dispositions spéciales ainsi que les dispositions finales de la Convention.

L'article 23 comporte les clauses relatives à la non-discrimination. Le principe de non-discrimination à l'égard des personnes physiques est prévu au paragraphe 1^{er} de cet article. En effet, la France a émis une réserve au modèle de convention de l'OCDE de n'appliquer les dispositions du paragraphe 1^{er} qu'aux personnes physiques. Le paragraphe 2 vise la situation relative aux apatrides. La situation des entreprises est visée aux paragraphes 3, 4 et 5. Par ailleurs, le paragraphe 6 de cet article permet, sous certaines conditions, la déduction des cotisations afférentes à un régime de retraite. La disposition a pour but de ne pas décourager les personnes de s'expatrier en raison du régime fiscal des cotisations qu'elles versent à un régime de retraite dans leur pays d'origine. Les autorités compétentes doivent, entre autres, convenir de l'assimilation d'un tel régime de retraite. Le paragraphe 8 a pour but d'assurer la primauté de la présente Convention sur un autre traité ou un autre accord bilatéral signé par les deux États en précisant qu'une clause de non-discrimination ou de la nation la plus favorisée que pourraient comprendre un tel traité ou accord ne s'appliquent pas en matière fiscale. Le paragraphe 9 dispose que le présent article s'applique aux impôts de toute nature ou dénomination.

L'article 24 règle les cas où une procédure amiable peut être engagée entre les autorités compétentes des deux États. Les paragraphes 1^{er} et 2 s'appliquent aux situations dans lesquelles une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la Convention. La dernière phrase du paragraphe 2 précise que l'accord amiable est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des États contractants. La norme *minima* de l'Action 14 de BEPS afin d'accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends est remplie.

Le paragraphe 3 couvre les questions d'interprétation ou d'application de la Convention. Le paragraphe 4 prévoit que les autorités compétentes peuvent communiquer directement entre elles. Ce paragraphe détermine les modalités de concertation entre autorités compétentes pour le règlement par

voie d'accord amiable, soit de la procédure définie aux paragraphes 1^{er} et 2, soit de la procédure définie au paragraphe 3.

Le paragraphe 5 de l'article 24 permet un recours à l'arbitrage dans le cas où une procédure amiable entre les deux États engagée à la demande d'un contribuable pour résoudre son cas n'aboutit pas. Ainsi, le paragraphe permet aux contribuables d'avoir recours à cette procédure afin de garantir l'élimination effective de toutes les doubles impositions.

Le paragraphe 5 prévoit donc qu'une personne qui a soumis un cas à l'autorité compétente d'un État contractant en vertu du paragraphe 1^{er} en se fondant sur le fait que les mesures prises par l'un des États contractants ou par ces deux États ont entraîné pour cette personne une imposition non conforme aux dispositions de cette Convention, peut demander que toute question non résolue liée à ce cas soit soumise à un arbitrage. Ce paragraphe stipule que, dans les cas où les autorités compétentes ne peuvent parvenir à un accord en application du paragraphe 2 dans un délai de deux ans, les questions non résolues seront, à la demande de la personne ayant soumis le cas, résolues par arbitrage. Conformément au point 6 du Protocole, le délai de deux ans peut être prorogé d'une année sur demande de l'une ou de l'autre autorité compétente des États contractants.

L'article 25 prévoit la coopération entre les administrations fiscales des deux États. Il autorise l'échange de renseignements vraisemblablement pertinents pour l'application des dispositions de la Convention et de la législation interne des deux États.

L'article 26 prévoit l'assistance en matière de recouvrement des impôts. Cet article énonce les règles suivant lesquelles les États contractants peuvent se prêter mutuellement assistance dans le cadre du recouvrement de l'impôt.

L'article 27 retient les règles applicables aux membres des missions diplomatiques, des postes consulaires et des délégations permanentes auprès d'organisations internationales. Cet article est complété par rapport au modèle de l'OCDE par deux paragraphes. Ces deux paragraphes supplémentaires sont prévus par les commentaires du modèle de convention de l'OCDE.

L'article 28 s'inscrit dans le contexte de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales internationales qui trouvent leur origine dans l'Action 6 du projet BEPS destinée à empêcher l'octroi inapproprié des avantages des conventions fiscales. Cet article adopte la règle des objets principaux. Il s'agit d'une disposition anti-abus de portée générale qui a pour effet de permettre de refuser un avantage accordé par une convention fiscale lorsqu'un des principaux objets d'un montage ou d'une transaction est l'octroi d'un avantage prévu par la convention. L'article permet aux États de s'attaquer aux cas d'utilisation abusive de la Convention et de refuser l'application de la Convention fiscale lorsqu'un contribuable cherche à tirer indûment bénéfice des dispositions de celle-ci, contrairement à leur objet ou but.

Le point 7 du Protocole permet à la France d'appliquer sa législation en matière de lutte contre l'évasion fiscale.

L'article 29 concernant les modalités d'application de la Convention précise les conditions de l'octroi des avantages conventionnels. Il est précisé que pour obtenir dans un État les avantages conventionnels des articles 10, 11 et 12, le demandeur qui est un résident de l'autre État doit présenter un formulaire d'attestation de résidence délivré par les services fiscaux de cet autre État.

L'article 30 établit les règles relatives à l'entrée en vigueur de la Convention dans les deux États contractants. En outre, il prévoit que l'ancienne Convention restera applicable jusqu'à ce que la nouvelle Convention devienne applicable.

L'article 31 arrête les modalités selon lesquelles la Convention pourra être dénoncée.

La Convention est complétée par un Protocole qui forme partie intégrante de la Convention.

*

FICHE D'EVALUATION D'IMPACT

Mesures législatives et réglementaires

Intitulé du projet :	Projet de loi portant approbation 1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ; 2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ; 3° de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ; 4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018
Ministère initiateur :	Ministère des Finances
Auteur(s) :	Paul Roller
Téléphone :	40800 2206
Courriel :	paul.roller@co.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Approbation de traités internationaux en matière fiscale
Autre(s) Ministère(s)/Organisme(s)/Commune(s)impliqué(e)(s) :	
Date :	7 novembre 2018

Mieux légiférer

1. Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens, ...) consultée(s) : Oui Non
Si oui, laquelle/lesquelles :
Remarques/Observations :
2. Destinataires du projet :
- Entreprises/Professions libérales : Oui Non
 - Citoyens : Oui Non
 - Administrations : Oui Non

3. Le principe « Think small first » est-il respecté ? Oui Non N.a.¹
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)
Remarques/Observations :
4. Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non
Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non
Remarques/Observations :
5. Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non
Remarques/Observations :
6. Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?) Oui Non
Si oui, quel est le coût administratif approximatif total ? (nombre de destinataires x coût administratif³ par destinataire)
7. a) Le projet prend-il recours à un échange de données interadministratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ? Oui Non N.a.
Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?
8. Le projet prévoit-il :
– une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
– des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
– le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.
9. Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p. ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ? Oui Non N.a.
Si oui, laquelle :
10. En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ? Oui Non N.a.
Si non, pourquoi ?

1 N.a. : non applicable.

2 Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en oeuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

3 Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple: taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

11. Le projet contribue-t-il en général à une :
- a) simplification administrative, et/ou à une Oui Non
- b) amélioration de la qualité réglementaire ? Oui Non
- Remarques/Observations :
12. Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ? Oui Non N.a.
- Remarques/Observations:
13. Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office) ? Oui Non
- Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?
14. Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ? Oui Non N.a.
- Si oui, lequel ?
- Remarques/Observations :

Egalité des chances

15. Le projet est-il :
- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- Si oui, expliquez de quelle manière :
- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- Si oui, expliquez pourquoi :
- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- Si oui, expliquez de quelle manière :
16. Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.
- Si oui, expliquez de quelle manière :

Directive « services »

17. Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁴ ? Oui Non N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie : www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html
18. Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁵ ? Oui Non N.a.
- Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du Ministère de l'Economie : www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

*

⁴ Article 15, paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

⁵ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p.10-11)

FICHE FINANCIERE

Le projet de loi portant approbation de conventions fiscales ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'État.

*

TEXTE DES ACCORDS

PROTOCOLE,

fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan,

Désireux de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 2 juillet 1997 (ci-après dénommée «la Convention»),

SONT CONVENUS de ce qui suit:

Article 1

Le Préambule de la Convention est supprimé et remplacé par celui qui suit:

«Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan

Soucieux de promouvoir leurs relations économiques et d'améliorer leur coopération en matière fiscale,

Entendant conclure une Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite par l'évasion ou la fraude fiscale (y compris par des mécanismes de chalandage fiscal destinés à obtenir les allègements prévus dans la présente Convention au bénéfice indirect de résidents d'États tiers), sont convenus de ce qui suit:».

Article 2

Le paragraphe 1 de l'article 25 (PROCÉDURE AMIABLE) de la Convention est supprimé et remplacé par celui qui suit:

«1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'un ou l'autre État contractant. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.»

Article 3

L'article 26 (ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS) de la Convention est supprimé et remplacé par celui qui suit:

«Article 26

Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des États contractants ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Nonobstant ce qui précède, les renseignements reçus par un État contractant peuvent être utilisés à d'autres fins si la législation des deux États l'autorise et si l'autorité compétente de l'État qui fournit les renseignements autorise cette utilisation.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un État contractant conformément à cet article, l'autre État contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un État contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un État contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.».

Article 4

L'article 26A (ASSISTANCE EN MATIÈRE DE RECOUVREMENT DES IMPÔTS) qui suit est ajouté à la Convention après l'article 26 de la Convention:

«Article 26A

Assistance en matière de recouvrement des impôts

1. Les États contractants se prêtent mutuellement assistance pour le recouvrement de leurs créances fiscales. Cette assistance n'est pas limitée par l'article 1. Les autorités compétentes des États contractants peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application du présent article.

2. Le terme «créance fiscale» tel qu'il est utilisé dans cet article, désigne une somme due au titre d'impôts couverts par la Convention ainsi que les intérêts, les pénalités administratives correspondantes et les coûts de recouvrement ou de conservation liés à ces sommes.

3. Lorsqu'une créance fiscale d'un État contractant est recouvrable en vertu des lois de cet État et est due par une personne qui, à cette date, ne peut, en vertu de ces lois, empêcher son recouvrement, cette créance fiscale est, à la demande des autorités compétentes de cet État, acceptée en vue de son recouvrement par les autorités compétentes de l'autre État contractant. Cette créance fiscale est recouvrée par cet autre État conformément aux dispositions de sa législation applicable en matière de recouvrement de ses propres impôts comme si la créance en question était une créance fiscale de cet autre État.

4. Lorsqu'une créance fiscale d'un État contractant est une créance à l'égard de laquelle cet État peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement, cette créance doit, à la demande des autorités compétentes de cet État, être acceptée aux fins de l'adoption de mesures conservatoires par les autorités compétentes de l'autre État contractant. Cet autre État doit prendre des mesures conservatoires à l'égard de cette créance fiscale conformément aux dispositions de sa législation comme s'il s'agissait d'une créance fiscale de cet autre État même si, au moment où ces mesures sont appliquées, la créance fiscale n'est pas recouvrable dans le premier État ou est due par une personne qui a le droit d'empêcher son recouvrement.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4, les délais de prescription et la priorité applicables, en vertu de la législation d'un État contractant, à une créance fiscale en raison de sa nature en tant que telle ne s'appliquent pas à une créance fiscale acceptée par cet État aux fins du paragraphe 3 ou 4. En outre, une créance fiscale acceptée par un État contractant aux fins du paragraphe 3 ou 4 ne peut se voir appliquer aucune priorité dans cet État en vertu de la législation de l'autre État contractant.

6. Les procédures concernant l'existence, la validité ou le montant d'une créance fiscale d'un État contractant ne sont pas soumises aux tribunaux ou organes administratifs de l'autre État contractant.

7. Lorsqu'à tout moment après qu'une demande a été formulée par un État contractant en vertu du paragraphe 3 ou 4 et avant que l'autre État ait recouvré et transmis le montant de la créance fiscale en question au premier État, cette créance fiscale cesse d'être:

- a) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 3, une créance fiscale du premier État qui est recouvrable en vertu des lois de cet État et est due par une personne qui, à ce moment, ne peut, en vertu des lois de cet État, empêcher son recouvrement, ou
- b) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 4, une créance fiscale du premier État à l'égard de laquelle cet État peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement

les autorités compétentes du premier État notifient promptement ce fait aux autorités compétentes de l'autre État et le premier État, au choix de l'autre État, suspend ou retire sa demande.

8. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
- b) de prendre des mesures qui seraient contraires à l'ordre public;
- c) de prêter assistance si l'autre État contractant n'a pas pris toutes les mesures raisonnables de recouvrement ou de conservation, selon le cas, qui sont disponibles en vertu de sa législation ou de sa pratique administrative;
- d) de prêter assistance dans les cas où la charge administrative qui en résulte pour cet État est nettement disproportionnée par rapport aux avantages qui peuvent en être tirés par l'autre État contractant.».

Article 5

L'article 27A (DROIT AUX AVANTAGES) qui suit est ajouté après l'article 27 de la Convention:

*«Article 27A****Droit aux avantages***

Nonobstant les autres dispositions de la présente Convention, un avantage au titre de celle-ci ne sera pas accordé au titre d'un élément de revenu ou de fortune si l'on peut raisonnablement conclure, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances propres à la situation, que l'octroi de cet avantage était un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir, à moins qu'il soit établi que l'octroi de cet avantage dans ces circonstances serait conforme à l'objet et au but des dispositions pertinentes de la présente Convention.».

Article 6

1. Chacun des États contractants notifiera à l'autre, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur du présent Protocole.
2. Le Protocole entrera en vigueur à la date de réception de la dernière des notifications visées au paragraphe 1. Les dispositions du présent Protocole seront applicables aux années d'imposition commençant le ou après le 1^{er} janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle le présent Protocole entre en vigueur.
3. Le présent Protocole forme partie intégrante de la Convention et demeure en vigueur jusqu'à la dénonciation de la Convention.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT en double exemplaire à Luxembourg, le 18 septembre 2017 en langues française, anglaise et ouzbek, les trois textes faisant également foi.

*Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg*

Pierre GRAMEGNA
Ministre des Finances

*Pour le Gouvernement de la
République d'Ouzbékistan*

Botir PARPIEV
Président du Comité fiscal national

*

TEXTE COORDONNE DE LA CONVENTION

entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

~~Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune sont convenus de ce qui suit:~~

Le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

Soucieux de promouvoir leurs relations économiques et d'améliorer leur coopération en matière fiscale,

Entendant conclure une Convention entre la République d'Ouzbékistan et le Grand-Duché de Luxembourg pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la

fortune sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite par l'évasion ou la fraude fiscale (y compris par des mécanismes de chalandage fiscal destinés à obtenir les allègements prévus dans la présente Convention au bénéfice indirect de résidents d'Etats tiers), sont convenus de ce qui suit:

Article 1er

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

Article 2

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant global des salaires payés par les entreprises, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont:
 - a) en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg:
 - (i) l'impôt sur le revenu des personnes physiques;
 - (ii) l'impôt sur le revenu des collectivités;
 - (iii) l'impôt spécial sur les tantièmes;
 - (iv) l'impôt sur la fortune;
 - (v) l'impôt commercial communal;
(ci-après dénommés „impôt luxembourgeois“)
 - b) en ce qui concerne la République d'Ouzbékistan:
 - (i) l'impôt sur le revenu des entreprises, des associations et des organisations;
 - (ii) l'impôt sur le revenu des personnes physiques en ce qui concerne les citoyens de la République d'Ouzbékistan, les citoyens étrangers et les personnes sans citoyenneté;
 - (iii) l'impôt sur la propriété;
(ci-après dénommés „impôt ouzbek“).
4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiqueront les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

Article 3

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:
 - a) le terme „Luxembourg“ désigne le Grand-Duché de Luxembourg et, utilisé dans un sens géographique, il désigne le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;
 - b) le terme „Ouzbékistan“ désigne la République d'Ouzbékistan, y compris les eaux territoriales et toute zone au-delà des eaux territoriales sur laquelle la République d'Ouzbékistan exerce,

conformément au droit international, ses droits de souveraineté quant à la prospection des ressources naturelles du lit de mer, de son sous-sol et de ses eaux surjacentes;

- c) le terme „personne“ comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes;
- d) le terme „société“ désigne toute personne morale, association en participation ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition;
- e) les expressions „entreprise d'un Etat contractant“ et „entreprise de l'autre Etat contractant“ désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;
- f) l'expression „trafic international“ désigne tout transport effectué par un navire, un aéronef, un véhicule routier ou ferroviaire exploité par une entreprise d'un Etat contractant, sauf lorsque le navire, l'aéronef ou le véhicule routier- et ferroviaire n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant;
- g) l'expression „autorité compétente“ désigne:
 - (i) en ce qui concerne le Luxembourg, le ministre des Finances ou son représentant autorisé;
 - (ii) en ce qui concerne l'Ouzbékistan, le président du Comité d'Etat des Affaires Fiscales (the Chairman of the State Tax Committee) ou son représentant autorisé;
- h) le terme „national“ désigne:
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité ou la citoyenneté d'un Etat contractant;
 - (ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant;
- i) les expressions „un Etat contractant“ et „l'autre Etat contractant“ désignent, suivant le cas, le Luxembourg ou l'Ouzbékistan.

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue à ce moment le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

Article 4

Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression „résident d'un Etat contractant“ désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son lieu d'enregistrement, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à ses collectivités locales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante:

- a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
- b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat dont elle possède la nationalité;

- d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

Article 5

Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression „établissement stable“ désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression „établissement stable“ comprend notamment:
- a) un siège de direction,
 - b) une succursale,
 - c) un bureau,
 - d) une usine,
 - e) un atelier et
 - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.
4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas „établissement stable“ si :
- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
 - b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
 - c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
 - d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise;
 - e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire;
 - f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7 – agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.
6. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, une entreprise d'assurance d'un Etat contractant est considérée, sauf en matière de réassurance, comme ayant un établissement stable dans

l'autre Etat contractant si elle perçoit des primes sur le territoire de cet Etat ou assure des risques qui y sont encourus, par l'intermédiaire d'une personne autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 7.

7. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

8. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6

Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression „biens immobiliers“ a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tout cas les accessoires, le cheptel mort ou vif (les exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles; les navires, les aéronefs, les véhicules routiers et ferroviaires ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

Article 7

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont directement ou indirectement imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat contractant de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8

Transport international

1. Les bénéfices qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires, d'aéronefs ou de véhicules routiers et ferroviaires ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi:

- a) aux bénéfices occasionnels provenant de la location coque nue de navires ou d'aéronefs exploités en trafic international;
- b) aux bénéfices provenant de l'utilisation, du maniement ou de la location de conteneurs (y compris les remorques et l'équipement relatif au transport des conteneurs), lorsque ces bénéfices sont complémentaires ou accessoires aux bénéfices visés au paragraphe 1.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un pool, une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9

Entreprises associées

1. Lorsque

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

*Article 10****Dividendes***

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des dividendes est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder:

a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui détient directement au moins 25 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes;

b) 15 pour cent du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme „dividendes“ employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime fiscal que les revenus d'actions par la législation de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

*Article 11****Intérêts***

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des intérêts est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts payés en raison de prêts bancaires sont exempts d'impôt dans l'Etat contractant d'où ils proviennent.

4. Le terme „intérêts“ employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12

Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 pour cent du montant brut des redevances.

3. Le terme „redevances“ employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les films ou bandes utilisés pour les émissions télévisées ou radiophoniques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'engagement donnant lieu au paiement des redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent

qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 13

Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.
3. Les gains qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'aliénation de navires, d'aéronefs ou de véhicules routiers et ferroviaires exploités en trafic international, ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou véhicules routiers et ferroviaires, ne sont imposables que dans cet Etat.
4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14

Professions indépendantes

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat; toutefois, ces revenus sont aussi imposables dans l'autre Etat contractant dans les cas suivants:
 - a) si ce résident dispose de façon habituelle, dans l'autre Etat contractant, d'une base fixe pour l'exercice de ses activités; dans ce cas, seule la fraction du revenu qui est imputable à cette base fixe est imposable dans l'autre Etat; ou
 - b) si son séjour dans l'autre Etat contractant s'étend sur une période ou des périodes d'une durée totale égale ou supérieure à 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant l'année civile considérée; dans ce cas, seule la fraction des revenus qui est tirée de ses activités exercées dans cet autre Etat durant l'année considérée est imposable dans cet autre Etat.
2. L'expression „profession libérale“ comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15

Professions dépendantes

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18 et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si:

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant l'année civile considérée, et
 - b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
 - c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.
3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire, d'un aéronef ou d'un véhicule routier et ferroviaire exploité en trafic international par une entreprise d'un Etat contractant, sont imposables dans cet Etat.

Article 16

Tantièmes

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

Article 17

Artistes et sportifs

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.
2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.
3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque les activités exercées par un artiste du spectacle ou un sportif dans un Etat contractant sont supportées substantiellement par des fonds publics d'un ou des deux Etats contractants ou d'une collectivité locale. Dans ce cas, les revenus ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont l'artiste du spectacle ou le sportif est un résident.

Article 18

Pensions

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur sécurité sociale d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 19

Fonctions publiques

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.

- b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat qui:
- (i) possède la nationalité de cet Etat, ou
 - (ii) n'est pas devenu un résident de cet Etat à seule fin de rendre les services.
2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales, soit directement soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique, au titre de services rendus à cet Etat ou à cette collectivité, ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité.
3. Les dispositions des articles 15, 16, 17 et 18 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires ainsi qu'aux pensions payées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales.

Article 20

Etudiants

Les sommes qu'un étudiant ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

Article 21

Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

Article 22

Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.
3. La fortune constituée par des navires, des aéronefs ou des véhicules routiers et ferroviaires exploités en trafic international par une entreprise d'un Etat contractant, ainsi que par des biens mobiliers (y compris les conteneurs visés au paragraphe 2 de l'article 8) affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou véhicules routiers et ferroviaires, n'est imposable que dans cet Etat.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 23

Elimination de la double imposition

1. En ce qui concerne le Luxembourg, la double imposition est évitée de la manière suivante:
 - a) lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables en Ouzbékistan, le Luxembourg exempte de l'impôt ces revenus ou cette fortune, sous réserve des dispositions des sous-paragraphes b) et c), mais peut, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune du résident, appliquer les mêmes taux d'impôt que si les revenus ou les éléments de fortune n'avaient pas été exemptés.
 - b) Lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des revenus qui, conformément aux dispositions des articles 10, 11 et 12 sont imposables en Ouzbékistan, le Luxembourg accorde sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt payé en Ouzbékistan. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces éléments de revenus reçus d'Ouzbékistan.
 - c) Lorsqu'une société qui est un résident du Luxembourg reçoit des dividendes de sources ouzbeks, le Luxembourg exempte de l'impôt ces dividendes, pourvu que cette société qui est un résident du Luxembourg détienne directement depuis le début de son exercice social au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes. Les actions ou parts susvisées de la société ouzbek sont, aux mêmes conditions, exonérées de l'impôt luxembourgeois sur la fortune.

2. En ce qui concerne l'Ouzbékistan, la double imposition est évitée de la manière suivante:
 - a) Lorsqu'un résident d'Ouzbékistan reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables au Luxembourg, l'Ouzbékistan accorde
 - sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé au Luxembourg;
 - sur l'impôt qu'il perçoit sur la propriété de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur la fortune payé au Luxembourg.
 Dans l'un ou l'autre cas, cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la propriété, calculé avant déduction, correspondant selon le cas aux revenus ou à la fortune imposables au Luxembourg.
 - b) Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus qu'un résident d'Ouzbékistan reçoit ou la fortune qu'il possède sont exempts d'impôt en Ouzbékistan, l'Ouzbékistan peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de ce résident, tenir compte des revenus ou de la fortune exemptés.

Article 24

Non-discrimination

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi, nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les

déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

3. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

4. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

Article 25

Procédure amiable

~~1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité, le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.~~

Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'un ou l'autre Etat contractant. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

Article 26

Echange de renseignements

~~1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est~~

pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou de renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Nonobstant ce qui précède, les renseignements reçus par un Etat contractant peuvent être utilisés à d'autres fins si la législation des deux Etats l'autorise et si l'autorité compétente de l'Etat qui fournit les renseignements autorise cette utilisation.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément à cet article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont

détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

Article 26A

Assistance en matière de recouvrement des impôts

1. Les Etats contractants se prêtent mutuellement assistance pour le recouvrement de leurs créances fiscales. Cette assistance n'est pas limitée par l'article 1. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application du présent article.

2. Le terme „créance fiscale“ tel qu'il est utilisé dans cet article, désigne une somme due au titre d'impôts couverts par la Convention ainsi que les intérêts, les pénalités administratives correspondantes et les coûts de recouvrement ou de conservation liés à ces sommes.

3. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est recouvrable en vertu des lois de cet Etat et est due par une personne qui, à cette date, ne peut, en vertu de ces lois, empêcher son recouvrement, cette créance fiscale est, à la demande des autorités compétentes de cet Etat, acceptée en vue de son recouvrement par les autorités compétentes de l'autre Etat contractant. Cette créance fiscale est recouvrée par cet autre Etat conformément aux dispositions de sa législation applicable en matière de recouvrement de ses propres impôts comme si la créance en question était une créance fiscale de cet autre Etat.

4. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est une créance à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement, cette créance doit, à la demande des autorités compétentes de cet Etat, être acceptée aux fins de l'adoption de mesures conservatoires par les autorités compétentes de l'autre Etat contractant. Cet autre Etat doit prendre des mesures conservatoires à l'égard de cette créance fiscale conformément aux dispositions de sa législation comme s'il s'agissait d'une créance fiscale de cet autre Etat même si, au moment où ces mesures sont appliquées, la créance fiscale n'est pas recouvrable dans le premier Etat ou est due par une personne qui a le droit d'empêcher son recouvrement.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4, les délais de prescription et la priorité applicables, en vertu de la législation d'un Etat contractant, à une créance fiscale en raison de sa nature en tant que telle ne s'appliquent pas à une créance fiscale acceptée par cet Etat aux fins du paragraphe 3 ou 4. En outre, une créance fiscale acceptée par un Etat contractant aux fins du paragraphe 3 ou 4 ne peut se voir appliquer aucune priorité dans cet Etat en vertu de la législation de l'autre Etat contractant.

6. Les procédures concernant l'existence, la validité ou le montant d'une créance fiscale d'un Etat contractant ne sont pas soumises aux tribunaux ou organes administratifs de l'autre Etat contractant.

7. Lorsqu'à tout moment après qu'une demande a été formulée par un Etat contractant en vertu du paragraphe 3 ou 4 et avant que l'autre Etat ait recouvré et transmis le montant de la créance fiscale en question au premier Etat, cette créance fiscale cesse d'être:

- a) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 3, une créance fiscale du premier Etat qui est recouvrable en vertu des lois de cet Etat et est due par une personne qui, à ce moment, ne peut, en vertu des lois de cet Etat, empêcher son recouvrement, ou
- b) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 4, une créance fiscale du premier Etat à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement

les autorités compétentes du premier Etat notifient promptement ce fait aux autorités compétentes de l'autre Etat et le premier Etat, au choix de l'autre Etat, suspend ou retire sa demande.

8. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
- b) de prendre des mesures qui seraient contraires à l'ordre public;
- c) de prêter assistance si l'autre Etat contractant n'a pas pris toutes les mesures raisonnables de recouvrement ou de conservation, selon le cas, qui sont disponibles en vertu de sa législation ou de sa pratique administrative;
- d) de prêter assistance dans les cas où la charge administrative qui en résulte pour cet Etat est nettement disproportionnée par rapport aux avantages qui peuvent en être tirés par l'autre Etat contractant.

Article 27

Membres des missions diplomatiques et postes consulaires

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

Article 27A

Droit aux avantages

Nonobstant les autres dispositions de la présente Convention, un avantage au titre de celle-ci ne sera pas accordé au titre d'un élément de revenu ou de fortune si l'on peut raisonnablement conclure, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances propres à la situation, que l'octroi de cet avantage était un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir, à moins qu'il soit établi que l'octroi de cet avantage dans ces circonstances serait conforme à l'objet et au but des dispositions pertinentes de la présente Convention.

Article 28

Entrée en vigueur

1. Chaque Etat contractant notifiera à l'autre Etat contractant l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour l'entrée en vigueur de la présente Convention. La Convention entrera en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications.
2. Les dispositions de la Convention s'appliqueront:
 - (i) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus attribués le ou après le 1^{er} janvier de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle la Convention entrera en vigueur;
 - (ii) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et sur la fortune (propriété), pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1^{er} janvier de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle la Convention entrera en vigueur.

Article 29

Dénonciation

La présente Convention demeurera en vigueur tant qu'elle n'aura pas été dénoncée par un Etat contractant. Chacun des Etats contractants peut jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile postérieure à l'expiration d'une période de cinq années suivant l'année au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur, donner par la voie diplomatique un avis écrit de dénonciation à l'autre Etat contractant. En cas de dénonciation avant le 1er juillet d'une telle année, la Convention cessera de s'appliquer:

- (i) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus attribués le ou après le 1^{er} janvier de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle l'avis de dénonciation est donné;
- (ii) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et sur la fortune (propriété), pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1^{er} janvier de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle l'avis de dénonciation est donné.

*

AVENANT,

fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009

Le Grand-Duché de Luxembourg

et

Le Royaume de Belgique,

Désireux de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009, ci-après dénommés „la Convention“,

SONT CONVENUS des dispositions suivantes:

Article I

Le paragraphe 8 du Protocole final de la Convention est supprimé et remplacé par celui qui suit :

«§ 8. Professions dépendantes

1° Ad article 15, §§ 1 et 2

Il est entendu que la répartition du pouvoir d'imposition entre les deux Etats contractants s'effectue selon les principes figurant dans les commentaires sur l'article 15 du Modèle de convention fiscale de l'O.C.D.E. Il en résulte notamment, qu'au sens de l'article 15, §§ 1 et 2 de la présente Convention, un emploi salarié est exercé dans l'autre Etat contractant lorsque l'activité en raison de laquelle les salaires, traitements et autres rémunérations sont payés est effectivement exercée dans cet autre Etat, c'est-à-dire lorsque le salarié est physiquement présent dans cet autre Etat pour y exercer cette activité.

2° Ad article 15, §1

Par dérogation au point 1°, un résident d'un Etat contractant qui exerce un emploi dans l'autre Etat contractant et qui, au cours d'une période imposable, est physiquement présent dans le premier Etat et/ou dans un Etat tiers pour y exercer un emploi durant une ou des périodes n'excédant pas au total 24 jours ouvrables, est considéré comme exerçant effectivement son emploi dans l'autre Etat contractant durant toute la période imposable. Cette disposition ne s'applique pas lorsqu'une convention préventive de la double imposition conclue par un des deux Etats contractants avec un Etat tiers permet à cet Etat tiers d'imposer les rémunérations que le résident reçoit au titre de l'emploi exercé dans cet Etat tiers.»

Article II

Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre par la voie diplomatique l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur du présent Avenant à la Convention. L'Avenant à la Convention entrera en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications, et sera applicable aux salaires, traitements et autres rémunérations relatifs à des périodes imposables prenant cours à partir du 1er janvier 2015.

Article III

Le présent Avenant, qui fera partie intégrante de la Convention, demeurera en vigueur aussi longtemps que la Convention elle-même.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Avenant.

FAIT à Bruxelles, le 5 décembre 2017 en double exemplaire en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

*Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg*

Pierre GRAMEGNA
Ministre des Finances

*Pour le Royaume
de Belgique*

Johan VAN OVERTVELDT
Ministre des Finances

*

**TEXTE COORDONNE DE LA CONVENTION
entre le Luxembourg et la Belgique en vue d'éviter les doubles
impositions et de régler certaines autres questions en matière
d'impôts sur le revenu et sur la fortune.**

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg

et

Sa Majesté le Roi des Belges

désireux d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ont décidé de conclure une convention et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg:

Son Excellence Monsieur Gaston Thorn, Ministre des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur,

Sa Majesté le Roi des Belges:

Son Excellence le Comte François de Selys Longchamps, Ambassadeur de Belgique à Luxembourg,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

I. – Champ d'application de la Convention

Article 1^{er}

Personnes visées

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou de chacun des deux Etats.

*Article 2***Impôts visés**

§ 1^{er}. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte de chacun des Etats contractants, de ses subdivisions politiques et de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

§ 2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune, les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, les impôts sur le montant des salaires payés par [es employeurs ainsi que les impôts sur les plus-values.

§3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention, sont:

1° En ce qui concerne la Belgique:

- a) l'impôt des personnes physiques;
- b) l'impôt des sociétés;
- c) l'impôt des personnes morales;
- d) l'impôt des non-résidents;

y compris les précomptes, les centimes additionnels auxdits impôts et précomptes ainsi que les taxes additionnelles à l'impôt des personnes physiques, (ci-après dénommés „impôt belge“)

2° En ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg:

- a) l'impôt sur le revenu des personnes physiques;
 - b) l'impôt sur le revenu des collectivités;
 - c) l'impôt sur la fortune;
 - d) l'impôt commercial communal;
 - e) l'impôt foncier,
- (ci-après dénommés „impôt luxembourgeois“).

§4. La Convention s'appliquera aussi aux impôts futurs de nature identique ou analogue qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiqueront, à la fin de chaque année, les modifications apportées à leurs législations fiscales respectives.

II. – Définitions*Article 3***Définitions générales**

§ 1^{er}. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente:

1. le terme « Belgique », employé dans un sens géographique, désigne le territoire du Royaume de Belgique; il inclut tout territoire en dehors de la souveraineté nationale de la Belgique qui est ou sera désigné, selon la législation belge sur le plateau continental et conformément au droit international, comme territoire sur lequel les droits de la Belgique à l'égard du sol et du sous-sol de la nier et de leurs ressources naturelles peuvent être exercés;
2. le terme « Luxembourg », employé dans un sens géographique, désigne le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;
3. les expressions « un Etat contractant » et « l'autre Etat contractant » désignent, suivant le contexte, la Belgique ou le Luxembourg;
4. le terme « personne » comprend les personnes physiques et les sociétés;

5. le terme « société » désigne toute personne morale ou toute autre entité qui est imposable comme telle sur ses revenus ou sur sa fortune dans l'Etat dont elle est un résident ainsi que les sociétés en nom collectif, sociétés en commandite simple et sociétés civiles de droit luxembourgeois;
6. les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant;
7. l'expression « autorité compétente » désigne:
 - a) en ce qui concerne la Belgique, l'autorité compétente suivant sa législation nationale, et
 - b) en ce qui concerne le Luxembourg, le Ministre ayant les contributions directes dans ses attributions ou son délégué.

§ 2. Pour l'application de la Convention par un Etat contractant, toute expression qui n'est pas autrement définie a le sens qui lui est attribué par la législation dudit Etat régissant les impôts qui font l'objet de la Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente.

Article 4

Domicile fiscal

§ 1^{er}. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident(e) d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation dudit Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction ou de tout autre critère de nature analogue; elle désigne également les sociétés en nom collectif, sociétés en commandite simple et sociétés civiles de droit luxembourgeois, qui ont leur siège de direction effective au Luxembourg, ainsi que les sociétés de droit belge – autres que les sociétés par actions – qui ont opté pour l'assujettissement de leurs bénéficiaires à l'impôt des personnes physiques.

§ 2. Lorsque, selon la disposition du § 1^{er}, une personne physique est considérée comme résidente de chacun des Etats contractants, le cas est résolu d'après les règles suivantes:

- 1) cette personne est considérée comme résidente de l'Etat contractant où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent. Lorsqu'elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans chacun des Etats contractants, elle est considérée comme résidente de l'Etat contractant avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux);
- 2) si l'Etat contractant où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut être déterminé ou qu'elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats contractants, elle est considérée comme résidente de l'Etat contractant où elle séjourne de façon habituelle;
- 3) si cette personne séjourne de façon habituelle dans chacun des Etats contractants ou qu'elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme résidente de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité;
- 4) par dérogation aux dispositions des 1., 2. et 3.:
 - a) les salariés et appointés qui sont en service sur un bateau de navigation intérieure exploité en trafic international et dont le seul foyer d'habitation permanent se trouve à bord de ce bateau sont considérés comme des résidents de l'Etat contractant où se trouve le siège de direction effective de l'entreprise exploitant ce bateau;
 - b) les bateliers dont le seul foyer d'habitation permanent se trouve à bord d'un bateau qu'ils exploitent en trafic international sont considérés comme des résidents de l'Etat contractant dont ils possèdent la nationalité;
- 5) si une personne visée au 3 ou au 4, b, possède la nationalité de chacun des Etats contractants ou qu'elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

§ 3. Lorsque, selon la disposition du § 1^{er}, une société est considérée comme résidente de chacun des Etats contractants, elle est réputée résidente de l'Etat contractant où se trouve son siège de direction effective.

§ 4. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation intérieure en trafic international est à bord d'un bateau, ce siège est réputé situé dans l'Etat contractant dont l'exploitant unique ou principal est le résident.

Article 5

Etablissement stable

§ 1^{er}. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires où l'entreprise exerce tout ou partie de son activité.

§ 2. L'expression « établissement stable » comprend notamment:

1. un siège de direction;
2. une succursale;
3. un bureau;
4. une usine;
5. un atelier;
6. une mine, une carrière ou tout autre lieu d'exploitation de ressources naturelles;
7. un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse six mois.

§ 3. On ne considère pas qu'il y a établissement stable si:

1. il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise;
2. des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison;
3. des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise;
4. une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations pour l'entreprise;
5. une installation fixe d'affaires est utilisée, pour l'entreprise, aux seules fins de publicité, de fourniture d'informations, de recherches scientifiques ou d'activités analogues qui ont un caractère préparatoire ou auxiliaire.

§ 4. Une personne – autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant visé au § 5 – qui agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant est considérée comme constituant un établissement stable de l'entreprise dans le premier Etat si elle dispose dans cet Etat de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, à moins que l'activité de cette personne ne soit limitée à l'achat de marchandises pour cette entreprise.

§ 5. On ne considère pas qu'une entreprise d'un Etat contractant a un établissement stable dans l'autre Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre intermédiaire jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité.

L'intermédiaire qui agit pour le compte d'une entreprise d'assurances et qui dispose de pouvoirs qu'il exerce habituellement, lui permettant de conclure des contrats au nom de cette entreprise, n'est pas visé à cette disposition.

§ 6. Le fait qu'une entreprise d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une entreprise de l'autre Etat contractant ou une entreprise qui exerce son activité dans cet autre Etat (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces entreprises un établissement stable de l'autre.

III. – Imposition des revenus

Article 6

Revenus de biens immobiliers

§ 1^{er}. Les revenus provenant de biens immobiliers sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

§ 2. L'expression « biens immobiliers » est définie conformément au droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression englobe en tout cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des redevances variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres richesses du sol; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

§ 3. La disposition du § 1^{er} s'applique aux revenus provenant de l'exploitation ou de la jouissance directes, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation de biens immobiliers.

§ 4. Les dispositions des §§ 1^{er} et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession libérale.

Article 7

Bénéfices des entreprises

§ 1^{er}. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables audit établissement stable.

§ 2. Sans préjudice de l'application du § 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte et séparée exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et agissant en toute indépendance.

§ 3. Dans le calcul des bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable y compris les dépenses normales de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

§ 4. A défaut de comptabilité régulière ou d'autres éléments probants permettant de déterminer le montant des bénéfices d'une entreprise de l'un des Etats contractants, qui est imputable à son établissement stable situé dans l'autre Etat l'impôt peut notamment être établi dans cet autre Etat conformément à sa propre législation, compte tenu des bénéfices normaux d'entreprises analogues du même Etat, se livrant à la même activité ou à des activités analogues dans des conditions identiques ou analogues.

Dans l'éventualité visée à l'alinéa précédent, le bénéfice imputable audit établissement stable peut également être déterminé sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, pour autant que le résultat ainsi obtenu soit conforme aux principes énoncés dans le présent article.

Si l'application des dispositions du présent paragraphe entraîne une double imposition des mêmes bénéficiaires, les autorités compétentes des deux Etats contractants se concertent en vue d'éviter cette double imposition.

§ 5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait que cet établissement stable a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

§ 6. Aux fins des paragraphes précédents, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont calculés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

§ 7. Lorsque les bénéfices d'une entreprise comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de cette Convention, les dispositions du présent article ne font pas obstacle à l'application des dispositions de ces autres articles pour la taxation de ces éléments de revenu.

Article 8

Bénéfices des entreprises de navigation maritime, intérieure ou aérienne

Par dérogation à l'article 7, §§ 1 à 6:

1. les bénéfices provenant de l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international sont imposables dans l'Etat contractant où est situé le siège de la direction effective de l'entreprise;
2. les bénéfices provenant de l'exploitation de bateaux servant à la navigation intérieure sont imposables dans l'Etat contractant où est situé le siège de la direction effective de l'entreprise.

Article 9

Entreprises interdépendantes

Lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au financement d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au financement d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant, et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions acceptées ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été obtenus par l'une des entreprises, mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

Article 10

Dividendes

§ 1^{er}. Les dividendes attribués par une société résidente d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

§ 2. Toutefois, ces dividendes peuvent être imposés dans l'Etat contractant dont la société qui attribue les dividendes est un résident et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

- a) 10 p. c. du montant brut des dividendes si le bénéficiaire des dividendes est une société (à l'exception des sociétés civiles, sociétés en nom collectif, sociétés en commandite simple et sociétés coopératives) dont la participation directe, détenue depuis le début de son exercice social, dans le capital de la société (à l'exception des sociétés civiles, sociétés en nom collectif, sociétés en commandite simple et sociétés coopératives) attribuant les dividendes est d'au moins 25 p. c. ou à un prix d'acquisition d'au moins 250 millions de francs;
- b) 15 p. c. du montant brut des dividendes, dans tous les autres cas.

Les dispositions de l'alinéa 1^{er}, a) s'appliquent également lorsque les dividendes sont attribués à plusieurs sociétés (à l'exception des sociétés civiles, sociétés en nom collectif, sociétés en commandite simple et sociétés coopératives) dont les participations cumulées, détenues depuis le début de leurs exercices sociaux respectifs, dans le capital de la société (à l'exception des sociétés civiles, sociétés en nom collectif, sociétés en commandite simple et sociétés coopératives) attribuant les dividendes sont d'au moins 25 p. c. ou ont un prix d'acquisition d'au moins 250 millions de francs et que l'une des sociétés bénéficiaires possède plus de 50 p. c. du capital social de chacune des autres sociétés bénéficiaires.

Le présent paragraphe ne concerne pas l'imposition de la société pour les bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

§ 3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance ; parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus d'autres parts sociales soumis au même régime que les revenus d'actions par la législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

Ce terme désigne également:

- 1) les revenus, même attribués sous la forme d'intérêts, imposables au titre de revenus de capitaux investis par les associés dans les sociétés – autres que les sociétés par actions – résidentes de la Belgique;
- 2) les parts de bénéfice touchées du chef de sa mise de fonds dans une entreprise du Luxembourg par le bailleur de fonds rémunéré en proportion du bénéfice.

§ 4. Les dispositions des §§ 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des dividendes, résident d'un Etat contractant, a dans l'autre Etat contractant dont la société qui attribue les dividendes est un résident, un établissement stable auquel se rattache effectivement la participation génératrice des dividendes. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables; celles-ci ne font pas obstacle à la perception de l'impôt dû à la source sur ces dividendes conformément à la législation de cet autre Etat contractant.

§ 5. Lorsqu'une société résidente d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes attribués par cette société à un résident du premier Etat, ni aucun impôt au titre d'imposition complémentaire des bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes distribués ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat; cette disposition n'empêche pas cet autre Etat d'imposer les dividendes afférents à une participation qui se rattache effectivement à un établissement stable exploité dans cet autre Etat par un résident du premier Etat.

Article 11

Intérêts

§ 1^{er}. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et attribués à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

§ 2. Toutefois, ces intérêts peuvent être imposés dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 p. c. de leur montant.

§ 3. Par dérogation au § 2, les intérêts ne peuvent être imposés dans l'Etat contractant d'où ils proviennent lorsqu'ils sont attribués à une entreprise de l'autre Etat contractant. L'alinéa précédent ne s'applique pas lorsqu'il s'agit:

- 1) d'intérêts d'obligations et autres titres d'emprunts, à l'exception des effets de commerce représentatifs de créances commerciales;
- 2) d'intérêts attribués par une société résidente d'un Etat contractant à une société résidente de l'autre Etat contractant qui détient directement ou indirectement au moins 25 p. c. des actions ou parts assorties d'un droit de vote de la première société.

§ 4. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne, sous réserve de l'alinéa 2 ci-après, les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux résultats du débiteur, et notamment les revenus des dépôts, des fonds publics, des obligations d'emprunt, y compris les primes et lots attachés à ces titres, et tous autres produits soumis au même régime que les revenus de sommes prêtées ou déposées, par la législation fiscale de l'Etat d'où proviennent les revenus.

Ce terme ne comprend pas les revenus considérés comme des dividendes en vertu de l'article 10, § 3, alinéa 2.

§ 5. Les dispositions des §§ 1^{er} à 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire des intérêts, résident d'un Etat contractant, a dans l'autre Etat contractant d'où proviennent ceux-ci un établissement stable auquel se rattache effectivement la créance génératrice des intérêts. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables; celles-ci ne font pas obstacle à la perception des impôts dus à la source sur ces intérêts, conformément à la législation de cet autre Etat contractant.

§ 6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel l'emprunt générateur des intérêts a été contracté et qui attribue directement les intérêts au créancier, ceux-ci sont réputés provenir de l'Etat contractant où est situé l'établissement stable.

§ 7. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec des tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont attribués, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, la limitation de taux et l'exemption prévues aux §§ 2 et 3 ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. La partie excédentaire des intérêts est imposable, conformément à sa législation, dans l'Etat contractant d'où proviennent les intérêts.

Article 12

Redevances

§ 1^{er}. Les redevances provenant d'un Etat contractant et attribuées à un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat.

§ 2. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques et les films ou bandes pour émissions radiophoniques ou télévisées, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ainsi que pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ne constituant pas un bien immobilier visé à l'article 6 et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

§ 3. La disposition du § 1^{er} ne s'applique pas lorsque le bénéficiaire des redevances, résident d'un Etat contractant, a dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances un établissement stable auquel se rattache effectivement le droit ou le bien générateur des redevances. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

§ 4. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est cet Etat lui-même, une subdivision politique, une collectivité locale ou un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable pour lequel le contrat donnant lieu au paiement des redevances a été conclu et qui attribue directement les redevances au bénéficiaire, celles-ci sont réputées provenir de l'Etat contractant où est situé l'établissement stable.

§ 5. Si, par suite de relations spéciales existant entre le débiteur et le créancier ou que l'un et l'autre entretiennent avec des tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont attribuées, excède le montant normal dont seraient convenus le débiteur et le créancier en l'absence de pareilles relations, la disposition du § 1^{er} ne s'applique qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des redevances est imposable, conformément à sa législation, dans l'Etat contractant d'où proviennent les redevances.

§ 6. Lorsque, dans le cas visé au § 5, le débiteur est une entreprise qui est en fait sous la dépendance ou sous le contrôle de l'entreprise bénéficiaire des redevances ou vice versa, ou encore lorsque ces deux entreprises sont, en fait, sous la dépendance ou le contrôle d'une tierce entreprise ou d'entreprises juridiquement distinctes, mais dépendant d'un même groupe, le montant normal des redevances peut être déterminé compte tenu du coût, augmenté d'un profit normal, de l'acquisition, du perfectionnement et de la conservation des droits, biens ou informations donnant lieu aux redevances, lorsque ce montant normal ne peut être évalué en fonction d'autres critères plus adéquats et notamment par comparaison avec les redevances librement fixées pour des prestations similaires entre des entreprises réellement indépendantes.

Article 13

Gains en capital

§ 1^{er}. Les gains provenant de l'aliénation des biens immobiliers, tels qu'ils sont définis à l'article 6, § 2, sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

§ 2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers constitutifs d'une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession libérale, y compris de tels gains provenant de l'aliénation globale de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat. Les règles prévues à l'article 7, §§ 2 et 3, s'appliquent à la détermination du montant de ces gains.

Toutefois, les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers, visés à l'article 22, § 3, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où ces biens eux-mêmes sont imposables en vertu dudit article.

§ 3. Les gains provenant de l'aliénation de tous autres biens ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Cette règle s'applique notamment aux gains provenant de l'aliénation d'une participation, ne faisant pas partie de l'actif d'un établissement stable visé au § 2, alinéa 1^{er}, dans une entreprise exploitée par une société par actions ou par une autre société de capitaux.

Article 14

Professions libérales

§ 1^{er}. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant, tire d'une profession libérale ou d'autres activités indépendantes de caractère analogue ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base, les revenus sont imposables dans l'autre Etat, mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables aux activités exercées l'intervention de ladite base fixe.

§ 2. L'expression « professions libérales » comprend en particulier les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

Article 15

Professions dépendantes

§ 1^{er}. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, 19 et 20, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont

imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

§2. Nonobstant les dispositions du §1^{er}, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si:

- a) bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant l'année civile considérée, et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par Un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

§3. Par dérogation aux §§1^{er} et 2 et sous la réserve mentionnée au §1^{er}, les rémunérations au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire, d'un aéronef ou d'un véhicule ferroviaire ou routier exploité en trafic international, ou à bord d'un bateau servant à la navigation intérieure en trafic international, sont considérées comme se rapportant à une activité exercée dans l'Etat contractant où est situé le siège de la direction effective de l'entreprise et sont imposables dans cet Etat.

Article 16

Dirigeants de sociétés

§ 1^{er}. Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance ou d'un organe analogue d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

La disposition qui précède s'applique aussi aux rétributions reçues en raison de l'exercice de fonctions qui, en vertu de la législation de l'Etat contractant dont la société est un résident, sont traitées comme des fonctions d'une nature similaire à celles exercées par une personne visée à ladite disposition.

§ 2. Les rémunérations qu'une personne visée au §1^{er} reçoit d'une société qui est un résident d'un Etat contractant en raison de l'exercice d'une activité journalière de direction ou de caractère technique, commercial ou financier sont imposables conformément aux dispositions de l'article 15, comme s'il s'agissait de rémunérations qu'un employé tire d'un emploi salarié et comme si l'employeur était la société. La présente disposition est également applicable aux rémunérations qu'un résident du Luxembourg tire de son activité journalière en tant qu'associé dans une société, autre qu'une société par actions, qui est un résident de la Belgique.

Article 17

Artistes et sportifs

§ 1^{er}. Nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

§ 2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité, sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même, mais à une autre personne, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

*Article 18****Pensions***

§ 1^{er}. Sous réserve des dispositions de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires, versées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

§ 2. Les pensions et autres allocations, périodiques ou non, payées en exécution de la législation sociale d'un Etat contractant par cet Etat, par l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ou par une personne morale ressortissant à son droit public, sont imposables dans cet Etat.

§3. Nonobstant les dispositions du §1^{er}, les pensions et autres rémunérations similaires provenant du Luxembourg et payées à un résident de la Belgique, ne sont pas imposables en Belgique si ces paiements découlent des cotisations, allocations ou primes d'assurance versées à un régime complémentaire de pension par le bénéficiaire ou pour son compte, ou des dotations faites par l'employeur à un régime interne, et si ces cotisations, allocations, primes d'assurance ou dotations ont été effectivement soumises à l'impôt au Luxembourg.

§4. Nonobstant les dispositions du §1^{er}, les capitaux et valeurs de rachat tenant lieu de pensions payées au titre d'un emploi antérieur à un résident du Luxembourg qui proviennent de la Belgique sont imposables en Belgique.

*Article 19****Rémunérations et pensions publiques***

§ 1^{er}. Les rémunérations, y compris les pensions, versées par un Etat contractant ou par l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, au titre de services rendus à cet Etat ou à l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales, sont imposables dans ledit Etat.

Cette disposition ne s'applique pas lorsque le bénéficiaire de ces revenus possède la nationalité de l'autre Etat sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

§ 2. Le § 1^{er} ne s'applique pas aux rémunérations ou pensions versées au titre de services rendus dans le cadre d'une activité commerciale ou industrielle exercée par l'un des Etats contractants ou par l'une de ses subdivisions politiques ou collectivités locales.

*Article 20****Professeurs et étudiants, apprentis ou stagiaires***

§ 1^{er}. Les rémunérations quelconques des professeurs et autres membres du personnel enseignant, résidents d'un Etat contractant, qui séjournent temporairement dans l'autre Etat contractant, pour y enseigner ou s'y livrer à des recherches scientifiques, pendant une période n'excédant pas deux ans, dans une université ou dans une autre institution d'enseignement ou de recherche scientifique officiellement reconnue ne sont imposables que dans le premier Etat.

§ 2. Les sommes qu'un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était auparavant, un résident d'un Etat contractant et qui séjourne dans l'autre Etat contractant à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet autre Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet autre Etat.

*Article 21***Revenus non expressément mentionnés**

Un résident d'un Etat contractant n'est pas imposable dans l'autre Etat contractant sur les éléments de son revenu qui ne sont pas expressément mentionnés dans les articles précédents si, suivant la législation du premier Etat, il y est imposable sur ces éléments de revenu.

IV. – Imposition de la fortune*Article 22*

§ 1^{er}. La fortune constituée par des biens immobiliers, tels qu'ils sont définis à l'article 6, § 2, est imposable dans l'Etat contractant où ces biens sont situés.

§ 2. Sous réserve des dispositions du § 3, la fortune constituée par des biens mobiliers faisant partie de l'actif d'un établissement stable d'une entreprise ou par des biens mobiliers constitutifs d'une base fixe servant à l'exercice d'une profession libérale est imposable dans l'Etat contractant où est situé l'établissement stable ou la base fixe.

§ 3. Les navires et les aéronefs exploités en trafic international et les bateaux servant à la navigation intérieure, ainsi que les biens mobiliers affectés à leur exploitation, ne sont imposables que dans l'Etat contractant où est situé le siège de la direction effective de l'entreprise.

§ 4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Cette règle s'applique notamment à une participation ne faisant pas partie de l'actif d'un établissement stable visé au § 2, dans une entreprise exploitée par une société par actions ou, par une autre société de capitaux.

V. – Dispositions préventives de la double imposition*Article 23*

§ 1^{er}. En ce qui concerne les résidents du Luxembourg, la double imposition est évitée de la manière suivante:

1° les revenus provenant de la Belgique – à l'exclusion des revenus visés au 2° ci-après – et les éléments de fortune, situés en Belgique, qui sont imposables dans cet Etat en vertu des articles précédents, sont exemptés de l'impôt luxembourgeois. Cette exemption ne limite pas le droit du Luxembourg de tenir compte, lors de la détermination du taux de ses impôts, des revenus et des éléments de fortune ainsi exemptés.

Lorsque, dans l'éventualité où les dispositions de la législation luxembourgeoise seraient modifiées de manière à permettre, quant aux pertes subies dans un établissement stable situé dans un Etat avec lequel le Luxembourg a conclu une convention contre les doubles impositions, la compensation avec les revenus nets imposables de la même année d'imposition et la déduction du total des revenus nets d'années ultérieures d'imposition, les pertes subies par une entreprise du Luxembourg dans un établissement stable situé en Belgique seront, pour l'imposition de cette entreprise, effectivement déduites de ses revenus imposables au Luxembourg, l'exemption prévue à l'alinéa qui précède ne s'appliquera pas au Luxembourg aux bénéficiaires d'autres périodes imposables qui seront imputables à cet établissement, dans la mesure où ces bénéficiaires auront aussi été exemptés d'impôts en Belgique en raison de leur compensation avec lesdites pertes;

2° l'impôt perçu en Belgique conformément à la présente Convention:

a) sur les dividendes soumis au régime prévu à l'article 10, § 2, à l'exclusion des revenus de capitaux investis dans les sociétés en nom collectif et sociétés en commandite simple, résidentes de la Belgique, et

b) sur les intérêts soumis au régime prévu à l'article 11, § 2,

est imputé sur l'impôt afférent à ces mêmes revenus qui est perçu au Luxembourg. Le montant ainsi déduit ne peut toutefois excéder ni la fraction de l'impôt, qui correspond proportionnellement auxdits revenus reçus de la Belgique, ni un montant correspondant à l'impôt qui est prélevé à la source au Luxembourg sur des revenus analogues attribués à des résidents de la Belgique. Ledit impôt perçu en Belgique est déductible des revenus imposables au Luxembourg dans la mesure seulement où il excède l'impôt qui est prélevé à la source au Luxembourg sur des revenus analogues attribués à des résidents de la Belgique;

3° par dérogation au 2°, a, sont soumis au régime prévu au 1°, alinéa 1^{er}, les dividendes et répartitions de liquidation qui sont distribués par une société par actions, résidente de la Belgique, qui ont été soumis au régime prévu à l'article 10, § 2 et qui sont recueillis par une société de capitaux, résidente du Luxembourg, dont la participation directe, détenue depuis le début de son exercice social dans le capital de la société attribuant les dividendes, est d'au moins 25 p. c. ou a un prix d'acquisition d'au moins 250 millions de francs. Dans ce cas, l'impôt prélevé à la source en Belgique n'est ni déductible desdits revenus exemptés au Luxembourg ni imputable sur l'impôt luxembourgeois.

Les actions ou parts susvisées d'une société résidente de la Belgique sont, aux mêmes conditions, soumises également au régime prévu au 1°, alinéa 1^{er}.

Les dispositions des deux alinéas qui précèdent s'appliquent également lorsque les participations cumulées de plusieurs sociétés de capitaux, résidentes du Luxembourg, atteignent 25 p. c. au moins du capital social de la société par actions, résidente de la Belgique, ou ont un prix d'acquisition d'au moins 250 millions de francs, et que l'une des sociétés de capitaux, résidentes du Luxembourg, possède plus de 50 p. c. du capital social de chacune des autres sociétés de capitaux, résidentes du Luxembourg.

§ 2. En ce qui concerne les résidents de la Belgique, la double imposition est évitée de la manière suivante:

1° les revenus provenant du Luxembourg, – à l'exclusion des revenus visés aux 2° et 3° – et les éléments de fortune situés au Luxembourg, qui sont imposables dans cet Etat en vertu des articles précédents, sont exemptés d'impôts en Belgique. Cette exemption ne limite pas le droit de la Belgique de tenir compte, lors de la détermination du taux de ses impôts, des revenus et des éléments de fortune ainsi exemptés;

2° en ce qui concerne les dividendes soumis au régime prévu à l'article 10, § 2, les intérêts soumis au régime prévu à l'article 11, §§ 2 ou 7 et la partie excédentaire des redevances visée à l'article 12, § 5, la quotité d'impôt étranger prévue par la législation belge est imputée dans les conditions et au taux prévus par cette législation, soit sur l'impôt des personnes physiques afférent auxdits dividendes – à l'exclusion des répartitions de liquidation – soit sur l'impôt des personnes physiques ou sur l'impôt des sociétés, afférent auxdits intérêts et excédents de redevances qui sont imposables au Luxembourg conformément à la législation de cet Etat ainsi qu'à l'article 11, §§ 2 ou 7 et à l'article 12, § 5;

3° lorsqu'une société résidente de la Belgique a la propriété d'actions ou parts d'une société de capitaux, résidente du Luxembourg, les dividendes – y compris les répartitions de liquidation – qui lui sont attribués par cette dernière société et qui ont été soumis au régime prévu à l'article 10, § 2, sont exemptés de l'impôt des sociétés en Belgique, dans la mesure où cette exemption serait accordée si les deux sociétés étaient résidentes de la Belgique. Cette disposition n'exclut pas le prélèvement sur ces dividendes du précompte mobilier exigible suivant la législation belge;

4° lorsqu'une société résidente de la Belgique a eu pendant toute la durée de l'exercice social d'une société de capitaux, résidente du Luxembourg et soumise dans cet Etat à l'impôt sur le revenu des collectivités, la propriété exclusive d'actions ou parts de cette dernière société, elle peut également être exemptée du précompte mobilier exigible, suivant la législation belge, sur les dividendes de ces actions ou parts à la condition d'en faire la demande par écrit au plus tard dans le délai prescrit pour la remise de sa déclaration annuelle; lors de la redistribution à ses propres actionnaires de ces dividendes ainsi exemptés, ceux-ci ne peuvent, dans ce cas, être déduits des dividendes distribués passibles du précompte mobilier.

Cette disposition n'est pas applicable lorsque la première société a opté pour l'assujettissement de ses bénéficiaires à l'impôt des personnes physiques.

Dans l'éventualité où les dispositions de la législation belge, exemptant de l'impôt des sociétés le montant net des dividendes qu'une société résidente de la Belgique reçoit d'une autre société résidente de la Belgique, seraient modifiées de manière à limiter l'exemption aux dividendes afférents à des participations d'une importance déterminée dans le capital de la seconde société, la disposition de l'alinéa précédent ne s'appliquera qu'aux dividendes attribués par des sociétés résidentes du Luxembourg et afférents à des participations de même importance dans le capital desdites sociétés;

5° lorsque, conformément à la législation belge, des pertes subies par une entreprise de la Belgique dans un établissement stable situé au Luxembourg ont été effectivement déduites des bénéfices de cette entreprise pour son imposition en Belgique, l'exemption prévue au 1° ne s'applique pas aux bénéfices d'autres périodes imposables qui sont imputables à cet établissement, dans la mesure où ces bénéfices ont aussi été exemptés d'impôt au Luxembourg en raison de leur compensation avec lesdites pertes.

VI. – Dispositions spéciales

Article 24

Non-discrimination

§ 1^{er}. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat se trouvant dans la même situation.

§ 2. Le terme « nationaux » désigne:

1° toutes les personnes physiques qui possèdent la nationalité d'un Etat contractant;

2° toutes les sociétés constituées conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.

§ 3. Les apatrides ne sont soumis dans un Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative qui est autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet Etat se trouvant dans la même situation.

§ 4a. Une personne physique, résidente de la Belgique, qui, conformément aux articles 7 et 14 à 19, est imposable au Luxembourg du chef de plus de 50 p. c. de ses revenus professionnels, est, sur sa demande, imposée au Luxembourg, en ce qui concerne ses revenus y imposables conformément aux articles 6, 7 et 13 à 19 de la Convention, au taux moyen d'impôt qui, compte tenu de sa situation et de ses charges de famille et du total de ses revenus généralement quelconques, lui serait applicable si elle était un résident du Luxembourg.

§ 4b. Les personnes physiques qui sont des résidents du Luxembourg et qui, conformément aux dispositions du chapitre III (Imposition des revenus), sont imposables en Belgique ne sont soumises en Belgique à aucune imposition ou obligation relative à ces revenus qui est plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les personnes physiques qui sont des résidents de la Belgique qui se trouvent, par ailleurs, dans la même situation. Les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôts en fonction de la situation ou des charges de famille que la Belgique accorde à ses propres résidents sont accordés aux résidents du Luxembourg au prorata des revenus provenant de la Belgique par rapport au total des revenus, d'où qu'ils proviennent, dont ces personnes sont les bénéficiaires.

§ 5a. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité.

§5b. L'imposition d'une exploitation agricole ou forestière qu'un résident d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des résidents de cet autre Etat qui exercent la même activité.

§ 6. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant ne sont soumises dans le premier Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative autre ou plus lourde que celle à laquelle sont ou pourront être assujetties les autres entreprises de même nature de ce premier Etat.

§ 7. Le terme « imposition » désigne dans le présent article les impôts de toute nature ou dénomination.

Article 25

Procédure amiable

§ 1^{er}. Lorsqu'un résident d'un Etat contractant estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par chacun des deux Etats entraînent ou entraîneront pour lui une double imposition non conforme à la présente Convention, il peut, sans préjudice des recours prévus par la législation nationale de ces Etats, adresser à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont il est un résident une demande écrite et motivée de révision de cette imposition. Pour être recevable, cette demande doit être présentée dans un délai de deux ans à compter de la notification ou de la perception à la source de la seconde imposition.

§ 2. L'autorité compétente visée au § 1^{er} s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'apporter une solution satisfaisante, de régler la question par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une double imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

§ 3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peut donner lieu l'application de la Convention.

§ 4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

Article 26

Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus par ou pour le compte des Etats contractants dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Nonobstant ce qui précède, les renseignements reçus par un Etat contractant peuvent être utilisés à d'autres fins lorsque cette possibilité résulte des lois des deux Etats et lorsque l'autorité compétente de l'Etat qui fournit les renseignements autorise cette utilisation.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément à cet article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements demandés par l'autre Etat contractant uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un trust, une fondation, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

Article 27

Divers

§ 1^{er}. Les dispositions de la Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques et des postes consulaires en vertu, soit des règles générales du droit des gens, soit des dispositions d'accords particuliers.

§ 2. Aux fins de la Convention, les membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire d'un Etat contractant accrédités dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers, qui ont la nationalité de l'Etat accréditant, sont réputés être résidents dudit Etat s'ils y sont soumis aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, que les résidents de cet Etat.

§ 3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique ou d'un poste consulaire d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas traités comme des résidents dans l'un ou l'autre Etat contractant en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune.

§ 4. Les autorités compétentes des Etats contractants se concertent au sujet des mesures administratives nécessaires à l'exécution des dispositions de la Convention et notamment au sujet des justifications à fournir par les résidents de chaque Etat pour bénéficier dans l'autre Etat des exemptions ou réductions d'impôts prévues à cette Convention.

§ 5. Les Ministres des deux Etats contractants qui ont les contributions directes dans leurs attributions ou leurs délégués communiquent directement entre eux pour l'application de la Convention.

VII. – Dispositions finales

Article 28

Entrée en vigueur et cessation d'effets de conventions antérieures

§ 1^{er}. La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés le plus tôt possible à Bruxelles

§ 2. Elle entrera en vigueur le quinzième jour suivant celui de l'échange des instruments de ratification et elle s'appliquera:

1° en Belgique:

- a) aux impôts dus à la source sur les revenus normalement attribués ou mis en paiement à dater du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle les instruments de ratification auront été échangés;
- b) aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables prenant fin à partir du 31 décembre de l'année au cours de laquelle les instruments de ratification auront été échangés;

2° au Luxembourg:

- a) aux impôts dus à la source sur les revenus attribués aux bénéficiaires à dater du 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle les instruments de ratification auront été échangés;
- b) aux autres impôts afférents à l'année d'imposition portant le millésime de l'année au cours de laquelle les instruments de ratification auront été échangés et à toute année d'imposition postérieure.

§ 3. La Convention conclue entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs et de garantir l'assistance réciproque des deux pays pour le recouvrement de ces impôts signée à Bruxelles le 9 mars 1931, modifiée par le protocole additionnel du 7 février 1952 puis par échanges de lettres des 9 et 11 mars 1965 et des 16 novembre et 14 décembre 1965, ainsi que les dispositions d'exécution de cette Convention faisant l'objet des arrangements des 22 juillet 1938, 25 mars 1948 et 28 décembre 1949, prendront fin et cesseront de s'appliquer aux impôts belges et luxembourgeois mentionnés à l'article 2, § 3, de la présente Convention, afférents à des revenus et éléments de fortune auxquels celle-ci est applicable en vertu du § 2, 1° et 2° du présent article.

Article 29

Dénonciation

La présente Convention restera indéfiniment en vigueur; mais chacun des Etats contractants pourra, jusqu'au 30 juin inclus de toute année civile à partir de la cinquième année à dater de celle de sa ratification, la dénoncer par écrit et par la voie diplomatique à l'autre Etat contractant. En cas de dénonciation avant le 1^{er} juillet d'une telle année, la Convention s'appliquera pour la dernière fois:

1° en Belgique:

- a) aux impôts dus à la source sur les revenus normalement attribués ou mis en paiement au plus tard le 31 décembre de cette année;
- b) aux autres impôts établis sur des revenus de périodes imposables prenant fin normalement au plus tard le 30 décembre de l'année suivant celle de la dénonciation;

2° au Luxembourg:

- a) aux impôts dus à la source sur les revenus attribués aux bénéficiaires au plus tard le 31 décembre de cette année;
- b) aux autres impôts afférents à l'année d'imposition portant le millésime de l'année de la dénonciation.

*

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, conclue ce jour entre la Belgique et le Luxembourg, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui forment partie intégrante de la Convention.

§ 1^{er}. *Sociétés holdings*

Ad article 3, § 1^{er}, 4^o et 5^o, et article 4, §§ 1^{er} et 3.

Par dérogation à ces dispositions, la Convention n'est applicable ni aux revenus ni à la fortune des sociétés holdings résidentes du Luxembourg qui jouissent d'avantages fiscaux particuliers en vertu de la loi luxembourgeoise du 31 juillet 1929 et de l'arrêté-loi du 27 décembre 1937 ou de toute autre loi similaire qui entrerait en vigueur au Luxembourg après la signature de la Convention, ni aux revenus qu'un résident de la Belgique tire de telles sociétés, ni aux participations de ce résident dans lesdites sociétés.

§ 2. *Domicile fiscal*

Ad article 4, § 1^{er}.

Les termes « en vertu de la législation dudit Etat », insérés à cette disposition, s'entendent de la législation de cet Etat, telle qu'elle est éventuellement modifiée ou complétée à cet égard par des accords internationaux.

§ 3. *Bénéfices des établissements stables d'entreprises d'assurances*

Ad article 7, § 4.

Les autorités compétentes des deux Etats contractants pourront notamment se concerter, dans l'éventualité visée à cette disposition, en vue de déterminer les bénéfices imputables à l'établissement stable d'une entreprise d'assurances, sur la base d'une répartition de ses bénéfices totaux entre ses divers établissements en fonction des primes ou d'autres critères arrêtés de commun accord.

§ 4. *Prévention de la double imposition au Luxembourg*

1^o Ad article 23, § 1^{er}, 1^o.

Ne sont pas visés à cette disposition les revenus imposables en Belgique en vertu de l'article 9.

2^o Ad article 23, § 1^{er}, 1^o et 2^o

a) Lorsque le résident du Luxembourg est une société en nom collectif, une société en commandite simple ou une société civile, les dispositions de l'article 23, § 1^{er}, 1^o et 2^o, s'appliquent aux associés, qu'ils soient ou non des résidents du Luxembourg, dans la mesure où ces associés sont imposables dans cet Etat à raison des revenus qu'ils tirent de ladite société ou de leur participation dans la fortune de celle-ci.

b) Lorsque le résident du Luxembourg est un associé d'une société en nom collectif ou société en commandite simple, résidente de la Belgique, les dispositions de l'article 23, § 1^{er}, 1^o s'appliquent à la quote-part des bénéfices et éléments de fortune de la société qui est imposable au Luxembourg en vertu de sa législation et qui, conformément à la Convention, est imposable en Belgique à charge de la société ou dudit associé.

3^o Ad article 23, § 1^{er}.

En ce qui concerne la partie excédentaire des intérêts visés à l'article 11, § 7 et la partie excédentaire des redevances visées à l'article 12, § 5, la double imposition est évitée conformément aux dispositions applicables aux revenus auxquels cette partie excédentaire peut être assimilée d'après la législation du Luxembourg.

§ 5. *Prévention de la double imposition en Belgique*

1^o Ad article 23, § 2, 1^o.

Ne sont pas visés à cette disposition les revenus imposables au Luxembourg en vertu de l'article 9.

2° Ad article 23, § 2, 1° et 2°.

a) Lorsque le résident de la Belgique est une société – autre qu’une société par actions – résidente de la Belgique:

1. l’exemption prévue au 1° s’applique aussi aux associés de cette société, qu’ils soient ou non des résidents de la Belgique, dans la mesure où les revenus ou éléments de fortune de ladite société qui sont imposables au Luxembourg en vertu de la Convention sont également imposables en Belgique, autrement qu’au titre de revenus de capitaux investis, à charge de ces associés en vertu de la législation belge;

2. la déduction prévue au 2° s’applique dans la même mesure aux associés de ladite société, lorsque celle-ci a opté pour l’assujettissement de ses bénéficiaires à l’impôt des personnes physiques.

b) L’exemption prévue au 1° ne s’applique pas aux revenus d’un résident de la Belgique, associé d’une société en nom collectif, société en commandite simple ou société civile, résidente du Luxembourg, lorsque ces revenus ne constituent pas des revenus imposables dans ce dernier Etat en vertu de sa législation.

§ 6. *Report des pertes subies dans un établissement stable*

Ad article 24, §§ 1^{er} et 5.

Lorsqu’une entreprise d’un Etat contractant dispose d’un établissement stable dans l’autre Etat contractant, les dispositions en vigueur dans cet autre Etat quant au report des pertes y sont applicables pour l’imposition de cet établissement dans les mêmes conditions qu’à l’égard des entreprises dudit autre Etat.

§ 7. *Application des législations nationales relatives à la répression de l’évasion et de la fraude fiscales*

Aucune disposition de la Convention ne peut être interprétée comme empêchant un Etat contractant d’appliquer les dispositions de sa législation tendant à éviter l’évasion et la fraude fiscales.

~~§8. Professions dépendantes~~

~~Ad article 15 §§ 1^{er} et 2.~~

~~Au sens de l’article 15, §§ 1^{er} et 2, il est entendu qu’un emploi salarié est exercé dans l’autre Etat contractant lorsque l’activité en raison de laquelle les salaires, traitements et autres rémunérations sont payés est effectivement exercée dans cet autre Etat, c’est-à-dire lorsque le salarié est physiquement présent dans cet autre Etat pour y exercer cette activité.~~

§8. *Professions dépendantes*

1° Ad article 15, §§ 1 et 2

Il est entendu que la répartition du pouvoir d’imposition entre les deux Etats contractants s’effectue selon les principes figurant dans les commentaires sur l’article 15 du Modèle de convention fiscale de l’O.C.D.E. Il en résulte notamment, qu’au sens de l’article 15, §§ 1 et 2 de la présente Convention, un emploi salarié est exercé dans l’autre Etat contractant lorsque l’activité en raison de laquelle les salaires, traitements et autres rémunérations sont payés est effectivement exercée dans cet autre Etat, c’est-à-dire lorsque le salarié est physiquement présent dans cet autre Etat pour y exercer cette activité.

2° Ad article 15, §1

Par dérogation au point 1°, un résident d’un Etat contractant qui exerce un emploi dans l’autre Etat contractant et qui, au cours d’une période imposable, est physiquement présent dans le premier Etat et/ou dans un Etat tiers pour y exercer un emploi durant une ou des périodes n’excédant pas au total 24 jours ouvrables, est considéré comme exerçant effectivement son emploi dans l’autre Etat contractant durant toute la période imposable. Cette disposition ne s’applique pas lorsqu’une convention préventive de la double imposition conclue par un des deux Etats contractants avec un Etat tiers permet à cet Etat tiers d’imposer les rémunérations que le résident reçoit au titre de l’emploi exercé dans cet Etat tiers.

§9. *Dirigeants de sociétés*

Ad article 16.

Il est entendu que le terme société ne vise pas les sociétés en nom collectif, sociétés en commandite simple et sociétés civiles de droit luxembourgeois.

Bruxelles, le 16 juillet 2009

A

Son Excellence Monsieur Didier REYNDERS,
Ministre des Finances du Royaume de Belgique

Excellence,

J'ai l'honneur de me référer à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par l'Avenant, signé à Bruxelles le 11 décembre 2002, ci-après dénommés «la Convention», et propose au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg d'ajouter les précisions suivantes:

1. Il est convenu que l'autorité compétente de l'Etat requis fournit sur demande de l'autorité compétente de l'Etat requérant les renseignements aux fins visées à l'article 26.
2. L'autorité compétente de l'Etat requérant fournit les informations suivantes à l'autorité compétente de l'Etat requis lorsqu'elle soumet une demande de renseignements en vertu de la Convention, afin de démontrer la pertinence vraisemblable des renseignements demandés:
 - (a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;
 - (b) les indications concernant les renseignements recherchés, notamment leur nature et la forme sous laquelle l'Etat requérant souhaite recevoir les renseignements de l'Etat requis;
 - (c) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés;
 - (d) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus dans l'Etat requis ou sont en la possession ou sous le contrôle d'une personne relevant de la compétence de l'Etat requis;
 - (e) dans la mesure où ils sont connus, le nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle est en possession des renseignements demandés;
 - (f) une déclaration précisant que la demande est conforme à la présente Convention;
 - (g) une déclaration précisant que l'Etat requérant a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, hormis ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.

J'ai l'honneur de proposer que, si ce qui précède est acceptable pour votre Gouvernement, la présente lettre et votre confirmation constituent ensemble un Accord entre nos gouvernements lequel deviendra partie intégrante de la Convention à la date d'entrée en vigueur de l'Avenant.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

Alphonse BERNS

*Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
du Grand-Duché de Luxembourg*

*

Bruxelles, le 16 juillet 2009

A

Son Excellence Monsieur Alphonse BERNS,
Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire
du Grand-Duché de Luxembourg

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 16 juillet 2009, libellée comme suit:

«J'ai l'honneur de me référer à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par l'Avenant signé à Bruxelles le 11 décembre 2002, ci-

après dénommés «la Convention», et propose au nom du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg d'ajouter les précisions suivantes:

1. Il est convenu que l'autorité compétente de l'Etat requis fournit sur demande de l'autorité compétente de l'Etat requérant les renseignements aux fins visées à l'article 26.
2. L'autorité compétente de l'Etat requérant fournit les informations suivantes à l'autorité compétente de l'Etat requis lorsqu'elle soumet une demande de renseignements en vertu de la Convention, afin de démontrer la pertinence vraisemblable des renseignements demandés:
 - (a) l'identité de la personne faisant l'objet d'un contrôle ou d'une enquête;
 - (b) les indications concernant les renseignements recherchés, notamment leur nature et la forme sous laquelle l'Etat requérant souhaite recevoir les renseignements de l'Etat requis;
 - (c) le but fiscal dans lequel les renseignements sont demandés;
 - (d) les raisons qui donnent à penser que les renseignements demandés sont détenus dans l'Etat requis ou sont en la possession ou sous le contrôle d'une personne relevant de la compétence de l'Etat requis;
 - (e) dans la mesure où ils sont connus, les nom et adresse de toute personne dont il y a lieu de penser qu'elle est en possession des renseignements demandés;
 - (f) une déclaration précisant que la demande est conforme à la présente Convention;
 - (g) une déclaration précisant que l'Etat requérant a utilisé pour obtenir les renseignements tous les moyens disponibles sur son propre territoire, hormis ceux qui susciteraient des difficultés disproportionnées.

J'ai l'honneur de proposer que, si ce qui précède est acceptable pour votre Gouvernement, la présente lettre et votre confirmation constituent ensemble un Accord entre nos gouvernements lequel deviendra partie intégrante de la Convention à la date d'entrée en vigueur de l'Avenant.»

J'ai l'honneur de confirmer l'accord du Gouvernement du Royaume de Belgique sur le contenu de votre lettre. Par conséquent votre lettre et cette confirmation constituent ensemble un Accord entre nos gouvernements lequel deviendra partie intégrante de la Convention à la date de l'entrée en vigueur de l'Avenant.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de ma plus haute considération.

Didier REYNDERS,
*Ministre des Finances
du Royaume de Belgique*

*

CONVENTION

between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Kosovo

Desiring to further develop their economic relationship and to enhance their co-operation in tax matters,

Intending to conclude a Convention for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital without creating opportunities for non-taxation or reduced taxation through tax evasion or avoidance (including through treaty-shopping arrangements aimed at obtaining reliefs provided in this Convention for the indirect benefit of residents of third States)

HAVE AGREED as follows:

Article 1

Persons covered

1. This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.
2. For the purposes of this Convention, income derived by or through an entity or arrangement that is treated as wholly or partly fiscally transparent under the tax law of either Contracting State shall be considered to be income of a resident of a Contracting State but only to the extent that the income is treated, for purposes of taxation by that State, as the income of a resident of that State.

Article 2

Taxes covered

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:
 - a) in the Grand Duchy of Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
 - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal); (hereinafter referred to as „Luxembourg tax“);
 - b) in the Republic of Kosovo:
 - (i) the personal income tax; and
 - (ii) the corporation tax; (hereinafter referred to as „Kosovo tax“).
4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The

competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3

General definitions

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
 - a) the term „Luxembourg“ means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;
 - b) the term „Kosovo“ means the Republic of Kosovo, including all the land territory, including air space above it, over which it has jurisdiction or sovereign rights for the purpose of exploration, exploitation and conservation of natural resources pursuant to international law;
 - c) the term „person“ includes an individual, a company and any other body of persons;
 - d) the term „company“ means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - e) the term „enterprise“ applies to the carrying on of any business;
 - f) the terms „enterprise of a Contracting State“ and „enterprise of the other Contracting State“ mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
 - g) the term „international traffic“ means any transport by a ship, aircraft or road vehicle operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting State, except when the ship, aircraft or road vehicle is operated solely between places in the other Contracting State;
 - h) the term „competent authority“ means:
 - (i) in Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative;
 - (ii) in Kosovo, the Minister of Finance or his or her authorized representative;
 - i) the term „national“, in relation to a Contracting State, means:
 - (i) any individual possessing the nationality or citizenship of that Contracting State; and
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that Contracting State;
 - j) the term „business“ includes the performance of professional services and of other activities of an independent character.

2. As regards the application of the Convention at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

Article 4

Resident

1. For the purposes of this Convention, the term „resident of a Contracting State“ means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature, and also includes that State and any local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:
 - a) he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a

resident only of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

- b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has an habitual abode;
- c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the State of which he is a national;
- d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.³ Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident only of the State in which its place of effective management is situated.

Article 5

Permanent establishment

1. For the purposes of this Convention, the term „permanent establishment“ means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.
2. The term „permanent establishment“ includes especially:
 - a) a place of management;
 - b) a branch;
 - c) an office;
 - d) a factory;
 - e) a workshop, and
 - f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.
3. The term „permanent establishment“ also encompasses:
 - a) a building site, a construction, assembly, installation or dredging project or supervisory activities in connection therewith, but only if they last for more than twelve months;
 - b) the furnishing of services, including consultancy services, by an enterprise through employees or other personnel engaged by the enterprise for such purpose, but only if activities of that nature continue (for the same or a connected project) within a Contracting State for a period or periods aggregating more than 183 days in any 12-month period commencing or ending in the fiscal year concerned.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term „permanent establishment“ shall be deemed not to include:
 - a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
 - b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
 - c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
 - d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
 - e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any activity not listed in subparagraphs a) to d), provided that this activity has a preparatory or auxiliary character; or
 - f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in sub-paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person – other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies – is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term „immovable property“ shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7

Business profits

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and

general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and each year in the same way, unless that sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

Shipping, inland waterways transport and air transport

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. Profits from the operation of boats engaged in inland waterways transport shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

3. If the place of effective management of a shipping enterprise or of an inland waterways transport enterprise is aboard a ship or boat, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship or boat is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship or boat is a resident.

4. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9

Associated enterprises

1. Where

a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State – and taxes accordingly – profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would

have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

Article 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:

- a) 0 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;
- b) 10 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term „dividends“ as used in this Article means income from shares, „jouissance“ shares or „jouissance“ rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11

Interest

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the Contracting State, the tax so charged shall not exceed 5 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a Contracting and paid to a resident of the other Contracting State who is the beneficial owner thereof shall be taxable only in that other State to the extent that such interest is paid

- a) which respect to indebtedness arising as a consequence of the sale on credit of any equipment, merchandise or services;
- b) on any loan of whatever kind granted by a bank;
- c) to a collective investment vehicle;
- d) to that other State or the central bank or a local authority thereof; or
- e) on intercompany loans.

4. The term „interest“ as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12

Royalties

1. Royalties arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State.

2. The term „royalties“ as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

4. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain

taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13

Capital gains

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other State.
3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic, boats engaged in inland waterways transport or movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft or boats, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14

Income from employment

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:
 - a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
 - b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and
 - c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other State.
3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship, aircraft or road vehicle operated in international traffic, or aboard a boat engaged in inland waterways transport, may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 15

Directors' fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

*Article 16****Entertainers and sportspersons***

1. Notwithstanding the provisions of Article 14, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from that resident's personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson acting as such accrues not to the entertainer or sportsperson but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Article 14, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

*Article 17****Pensions***

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 18, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of a Contracting State shall be taxable only in that State.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration (including lump-sum payments) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State, provided that such payments derive from contributions paid to or from provisions made under a pension scheme by the recipient or on his behalf and that these contributions, provisions or the pensions or other similar remuneration have been subjected to tax in the first-mentioned State under the ordinary rules of its tax laws.

*Article 18****Government service***

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting State or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority shall be taxable only in that State.
b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:
 - (i) is a national of that State; or
 - (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.
2. a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority shall be taxable only in that State.
b) However, such pensions and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that State.
3. The provisions of Articles 14, 15, 16 and 17 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a local authority thereof.

*Article 19****Students***

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance,

education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 20

Other income

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

Article 21

Capital

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State may be taxed in that other State.
3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic and by boats engaged in inland waterways transport, and by movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft and boats, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

Article 22

Elimination of double taxation

1. Subject to the provisions of the law of Luxembourg regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:
 - a) Where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Kosovo, Luxembourg shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b) and c), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted.
 - b) Where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 11 and 15 may be taxed in Kosovo, Luxembourg shall allow as a deduction from the income tax on individuals or from the corporation tax of that resident an amount equal to the tax paid in Kosovo. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Kosovo.
 - c) The provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where Kosovo applies the provisions of this Convention to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10 or 11 to such income.
2. In the case of Kosovo, double taxation shall be avoided as follows:

- a) Where a resident of Kosovo derives income which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Luxembourg, Kosovo shall allow as a deduction from the tax on the income of that resident, an amount equal to the income tax paid in Luxembourg. Such deduction shall not, however, exceed that part of the Kosovo tax, as computed before the deduction is given, which is attributable, as the case may be, to the income which may be taxed in Luxembourg.
- b) Where in accordance with any provision of the Convention income derived by a resident of Kosovo is exempt from tax in Kosovo, Kosovo may nevertheless, in calculating the amount of tax on the remaining income of such resident, take into account the exempted income.

Article 23

Non-discrimination

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.
2. Stateless persons who are residents of a Contracting State shall not be subjected in either Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of the State concerned in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected.
3. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.
4. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 7 of Article 11, or paragraph 4 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.
5. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.
6. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 24

Mutual agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority

of either Contracting State. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

5. Where,

- a) under paragraph 1, a person has presented a case to the competent authority of a Contracting State on the basis that the actions of one or both of the Contracting States have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, and
- b) the competent authorities are unable to reach an agreement to resolve that case pursuant to paragraph 2 within two years from the, date when all the information required by the competent authorities in order to address the case has been provided to both competent authorities,

any unresolved issues arising from the case shall be submitted to arbitration if the person so requests. These unresolved issues shall not, however, be submitted to arbitration if a decision on these issues has already been rendered by a court or administrative tribunal of either State. Unless a person directly affected by the case does not accept the mutual agreement that implements the arbitration decision, that decision shall be binding on both Contracting States and shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic laws of these States. The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement settle the mode of application of this paragraph.

Article 25

Exchange of information

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Convention or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting States, or of their local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.

2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. Notwithstanding the foregoing, information received by a Contracting State may be used for other purposes when such information may be used for such other purposes under the laws of both States and the competent authority of the supplying State authorises such use.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (order public).

4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 26

Members of diplomatic missions and consular posts

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 27

Entitlement to benefits

1. Notwithstanding the other provisions of this Convention, a benefit under this Convention shall not be granted in respect of an item of income or capital if it is reasonable to conclude, having regard to all relevant facts and circumstances, that obtaining that benefit was one of the principal purposes of any arrangement or transaction that resulted directly or indirectly in that benefit, unless it is established that granting that benefit in these circumstances would be in accordance with the object and purpose of the relevant provisions of this Convention.

2. Where a benefit under this Convention is denied to a person under paragraph 1, the competent authority of the Contracting State that would otherwise have granted this benefit shall nevertheless treat that person as being entitled to this benefit, or to different benefits with respect to a specific item of income or capital, if such competent authority, upon request from that person and after consideration of the relevant facts and circumstances, determines that such benefits would have been granted to that person in the absence of the transaction or arrangement referred to in paragraph 1. The competent authority of the Contracting State to which the request has been made will consult with the competent authority of the other State before rejecting a request made under this paragraph by a resident of that other State.

Article 28

Entry into force

1. The Contracting States shall notify each other in writing, through diplomatic channels, that the procedures required by its law for the entry into force of this Convention have been satisfied. The Convention shall enter into force on the date of receipt of the last notification.

2. The Convention shall have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1. January of the calendar year next following the year in which the Convention enters into force;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Convention enters into force.

Article 29

Termination

1. This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Convention, through diplomatic channels, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force.
2. The Convention shall cease to have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Convention.

DONE in duplicate at Luxembourg, on 8th December 2017, in the English language.

*For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg*

Pierre GRAMEGNA
Minister of Finance

*For the Government of the
Republic of Kosovo*

Bedri HAMZA
Minister of Finance

*

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance, both sides have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Convention:

1. With reference to Article 4:

1. A collective investment vehicle which is established in a Contracting State and that is treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting State shall be considered as a resident of the Contracting State in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

2. A collective investment vehicle which is established in a Contracting State and that is not treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting State shall be considered as an individual who is resident of the Contracting State in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

2. With reference to paragraph 3 of Article 5:

It is understood that a building site, a construction, assembly, installation or dredging project or supervisory activities in connection therewith according to subparagraph a) cannot constitute a permanent establishment according to subparagraph b).

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at Luxembourg, on 8th December 2017, in the English language.

*For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg*

Pierre GRAMEGNA
Minister of Finance

*For the Government of the
Republic of Kosovo*

Bedri HAMZA
Minister of Finance

*

CONVENTION

**entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le
Gouvernement de la République française en vue d'éviter les
doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fis-
cales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le
Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018**

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

et

Le Gouvernement de la République française

Soucieux de promouvoir leurs relations économiques et d'améliorer leur coopération en matière fiscale,

Entendant conclure une Convention pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite par l'évasion ou la fraude fiscale (y compris par des mécanismes de chalandage fiscal destinés à obtenir les allègements prévus dans la présente Convention au bénéfice indirect de résidents d'Etats tiers),

SONT CONVENU des dispositions suivantes :

Article 1.

Personnes visées

1. La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. Aux fins de l'application de la présente Convention, le revenu perçu par ou via une société de personnes dotée ou non de la personnalité morale ou toute autre entité analogue dotée de la personnalité morale (y compris un groupement de personnes) considérée comme totalement ou partiellement transparente sur le plan fiscal selon la législation fiscale de l'un des Etats contractants est considéré comme étant le revenu d'un résident d'un Etat contractant, mais uniquement dans la mesure où ce revenu est traité, aux fins de l'imposition par cet Etat, comme le revenu d'un résident de cet Etat.

Lorsque la société de personnes dotée ou non de la personnalité morale ou toute autre entité analogue dotée de la personnalité morale (y compris un groupement de personnes) qui est considérée comme totalement ou partiellement transparente sur le plan fiscal selon la législation fiscale de l'un des Etats contractants est établie dans un Etat tiers, le revenu ne peut toutefois être considéré comme étant le revenu d'un résident d'un Etat contractant que si cet Etat tiers considère également comme totalement ou partiellement transparente sur le plan fiscal la société de personnes dotée ou non de la personnalité morale ou toute autre entité analogue dotée de la personnalité morale (y compris un groupement de personnes) et s'il a conclu avec l'Etat contractant d'où provient le revenu une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas à un revenu perçu par ou via une société de personnes dotée ou non de la personnalité morale ou toute autre entité analogue dotée de la personnalité morale (y compris un groupement de personnes) qui est un résident de France conformément au paragraphe 4 de l'article 4.

Les dispositions de ce paragraphe n'affectent en aucun cas le droit d'un Etat contractant d'imposer ses propres résidents.

Article 2

Impôts visés

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses collectivités locales ou territoriales, quel que soit le système de perception.
2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, ainsi que les impôts sur les plus-values.
3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :
 - a) en ce qui concerne la France :
 - i) l'impôt sur le revenu ;
 - ii) l'impôt sur les sociétés;
 - iii) les contributions sur l'impôt sur les sociétés ;
 - iv) les contributions sociales généralisées et les contributions pour le remboursement de la dette sociale ;
 - v) l'impôt sur la fortune ;
 y compris toutes retenues à la source et avances décomptées sur ces impôts ;
(ci-après dénommés « impôt français ») ;
 - b) en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg:
 - i) l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
 - ii) l'impôt sur le revenu des collectivités ;
 - iii) l'impôt sur la fortune ; et
 - iv) l'impôt commercial communal ;
 (ci-après dénommés « impôt luxembourgeois »).
4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales.

Article 3

Définitions générales

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :
 - a) les expressions « Etat contractant » et « autre Etat contractant » désignent, suivant les cas, la France ou le Luxembourg ;
 - b) le terme « France » désigne les départements européens de la République française et les collectivités régies par l'article 73 de sa Constitution, y compris la mer territoriale située au large de ces départements et de ces collectivités, et, au-delà de la mer territoriale, les espaces marins sur lesquels la République française exerce, en conformité avec le droit international, sa juri-

diction ou des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes ;

- c) le terme « Luxembourg » désigne le Grand-Duché de Luxembourg et, lorsqu'il est employé dans un sens géographique, il désigne le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ;
- d) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;
- e) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
- f) le terme « entreprise » s'applique à l'exercice de toute activité ou affaire ;
- g) les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;
- h) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire, un aéronef ou un véhicule ferroviaire exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque ce transport ne s'effectue qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
- i) l'expression « autorité compétente » désigne :
 - i) dans le cas de la France, le ministre des Finances ou son représentant autorisé ;
 - ii) dans le cas du Luxembourg, le ministre des Finances ou son représentant autorisé ;
- j) le terme « national », en ce qui concerne un Etat contractant, désigne:
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité ou la citoyenneté de cet Etat contractant; et
 - (ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans cet Etat contractant ;
- k) les termes « activité », par rapport à une entreprise, et « affaires » comprennent l'exercice de professions libérales ainsi que l'exercice d'autres activités de caractère indépendant.

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

Article 4

Résident

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, de son lieu d'exploitation ou de tout autre critère de nature analogue et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses collectivités locales ou territoriales et aux personnes morales de droit public de cet Etat, de ses collectivités locales ou territoriales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

- a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;
- b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;

- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat dont elle possède la nationalité ;
 - d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.
3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.
4. L'expression « résident d'un Etat contractant » comprend, lorsque cet Etat contractant est la France, toute société de personnes, groupement de personnes ou autre entité analogue :
- a) dont le siège de direction effective est en France ;
 - b) qui est assujetti à l'impôt en France ; et
 - c) dont tous les porteurs de parts, associés ou membres sont, en application de la législation fiscale française, personnellement soumis à l'impôt à raison de leur quote-part dans les bénéfices de ces sociétés de personnes, groupements de personnes ou autres entités analogues.
5. N'est pas considérée comme résident d'un Etat contractant au sens du présent article une personne, notamment un trustee ou fiduciaire, qui, bien que répondant à la définition des paragraphes 1, 2, 3 et 4 ci-dessus n'est que le bénéficiaire apparent des revenus, lesdits revenus bénéficiant en réalité, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'autres personnes physiques ou morales, à une personne qui ne peut être regardée elle-même comme un résident dudit Etat au sens du présent article.

Article 5

Etablissement stable

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.
2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :
- a) un siège de direction,
 - b) une succursale,
 - c) un bureau,
 - d) une usine,
 - e) un atelier et
 - f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.
3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.
- 3.1 À seule fin de déterminer si la période de douze mois visée au paragraphe 3 a été dépassée,
- a) lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce des activités dans l'autre Etat contractant à un endroit qui constitue un chantier de construction ou de montage et que ces activités sont exercées pendant une ou plusieurs périodes qui, au total, dépassent 30 jours sans dépasser douze mois, et
 - b) lorsque des activités connexes sont exercées sur le même chantier de construction ou de montage pendant des périodes différentes de plus de 30 jours chacune par une ou plusieurs entreprises étroitement liées à la première entreprise, ces périodes différentes sont ajoutées à la période totale pendant laquelle la première entreprise a effectué des activités sur ce chantier de construction ou de montage.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité non énumérée aux alinéas a) à d), à condition que cette activité revête un caractère préparatoire ou auxiliaire ;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4.1 Le paragraphe 4 ne s'applique pas à une installation fixe d'affaires utilisée ou détenue par une entreprise si la même entreprise ou une entreprise étroitement liée exerce des activités d'entreprise dans la même installation ou dans une autre installation dans le même Etat contractant et

- a) lorsque l'une de ces installations constitue un établissement stable pour l'entreprise ou pour l'entreprise étroitement liée au regard des dispositions du présent article, ou
- b) lorsque l'activité d'ensemble résultant du cumul des activités exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, ne revêt pas un caractère préparatoire ou auxiliaire,

à condition que les activités d'entreprise exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, constituent des fonctions complémentaires qui s'inscrivent dans un ensemble cohérent d'activités d'entreprise.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, mais sous réserve des dispositions du paragraphe 6, lorsqu'une personne agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise et, ce faisant, conclut habituellement des contrats ou joue habituellement le rôle principal menant à la conclusion de contrats qui, de façon routinière, sont conclus sans modification importante par l'entreprise, et que ces contrats sont

- a) au nom de l'entreprise, ou
- b) pour le transfert de la propriété de biens appartenant à cette entreprise ou pour la concession du droit d'utiliser de tels biens ou des biens que l'entreprise a le droit d'utiliser, ou
- c) pour la prestation de services par cette entreprise,

cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

- 6. a) Le paragraphe 5 ne s'applique pas lorsque la personne qui agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant exerce dans le premier Etat une activité d'entreprise comme agent indépendant et agit pour l'entreprise dans le cadre ordinaire de cette activité. Toutefois, lorsqu'une personne agit exclusivement ou presque exclusivement pour le compte d'une ou de plusieurs entreprises auxquelles elle est étroitement liée, cette personne n'est pas considérée comme un agent indépendant au sens du présent paragraphe en ce qui concerne chacune de ces entreprises.
- b) Aux fins de l'application du présent article, une personne est étroitement liée à une entreprise si, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, l'une est sous le contrôle de l'autre ou toutes deux sont sous le contrôle des mêmes personnes ou entreprises. Dans tous les

cas, une personne est considérée comme étroitement liée à une entreprise si l'une détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits ou participations effectifs dans l'autre (ou, dans le cas d'une société, plus de 50 % du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société), ou si une autre personne détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits ou participations effectifs (ou, dans le cas d'une société, plus de 50 % du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société) dans la personne et l'entreprise.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

Article 6

Revenus immobiliers

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.

2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel et les équipements des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles ; les navires, les aéronefs et les véhicules ferroviaires ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise.

Article 7

Bénéfices des entreprises

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices qui sont attribuables à l'établissement stable conformément aux dispositions du paragraphe 2 sont imposables dans l'autre Etat.

2. Aux fins du présent article et de l'article 22, les bénéfices qui sont attribuables dans chaque Etat contractant à l'établissement stable mentionné au paragraphe 1 sont ceux qu'il aurait pu réaliser, en particulier dans ses opérations internes avec d'autres parties de l'entreprise, s'il avait constitué une entreprise distincte et indépendante exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues, compte tenu des fonctions exercées, des actifs utilisés et des risques assumés par l'entreprise par l'intermédiaire de l'établissement stable et des autres parties de l'entreprise.

3. Lorsque, conformément au paragraphe 2, un Etat contractant ajuste les bénéfices qui sont attribuables à un établissement stable d'une entreprise d'un des Etats contractants et impose en conséquence des bénéfices de l'entreprise qui ont été imposés dans l'autre Etat, cet autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui a été perçu sur ces bénéfices dans la mesure nécessaire pour

éliminer la double imposition de ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent si nécessaire.

4. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

Article 8

Transport international

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires, d'aéronefs ou de véhicules ferroviaires ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupe (« pool »), une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

Article 9

Entreprises associées

1. Lorsque :

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat – et impose en conséquence – des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

Article 10

Dividendes

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. a) Toutefois, les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant sont aussi imposables dans cet Etat selon la législation de cet Etat ; mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 % du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant.

- b) Nonobstant les dispositions du a), les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si le bénéficiaire effectif des dividendes est une société qui est un résident de cet autre Etat contractant et qui détient directement au moins 5 % du capital de la société qui paie les dividendes pendant une période de 365 jours incluant le jour du paiement des dividendes (il n'est pas tenu compte, aux fins du calcul de cette période, des changements relatifs à l'actionnariat qui résulteraient directement d'une réorganisation, telle qu'une fusion ou une scission de la société qui détient les actions ou qui verse les dividendes).
- c) Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.
3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est un résident.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.
5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable situé dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.
6. a) Les dividendes payés à partir de revenus ou gains tirés de biens immobiliers au sens de l'article 6 par un véhicule d'investissement établi dans un Etat contractant,
- i) qui distribue la plus grande partie de ces revenus annuellement, et
 - ii) dont les revenus ou les gains tirés de ces biens immobiliers sont exonérés d'impôts, à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.
- b) Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans le premier Etat contractant selon la législation de cet Etat ; mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 % du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant et s'il détient directement ou indirectement une participation représentant moins de 10 % du capital de ce véhicule.
- Lorsque le bénéficiaire effectif de tels dividendes détient, directement ou indirectement, une participation représentant 10 % ou plus du capital de ce véhicule, les dividendes sont imposables au taux prévu par la législation nationale de l'Etat contractant d'où ils proviennent.

Article 11

Intérêts

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat.
2. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

4. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

Article 12

Redevances

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat; mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 % pour cent du montant brut des redevances.

3. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

5. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, pour lequel l'engagement donnant lieu aux redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable est situé.

Article 13

Gains en capital

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, y compris de tels gains

provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise), sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens qui font partie de l'actif d'une entreprise et qui sont des navires, des aéronefs ou des véhicules ferroviaires exploités par cette entreprise en trafic international ou des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou véhicules ferroviaires ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation d'actions, parts ou autres droits dans une société, une fiducie ou toute autre institution ou entité sont imposables dans l'autre Etat contractant si, à tout moment au cours des 365 jours qui précèdent l'aliénation, ces actions, parts ou autres droits tirent plus de 50 % de leur valeur, directement ou indirectement, de biens immobiliers, tels que définis à l'article 6, situés dans cet autre Etat. Pour l'application de cette disposition, ne sont pas pris en considération les biens immobiliers affectés par une telle société, fiducie ou entité à sa propre activité d'entreprise.

5. Les gains qu'une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation d'actions ou de parts faisant partie d'une participation substantielle dans le capital d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

On considère qu'il existe une participation substantielle lorsque le cédant, seul ou avec des personnes apparentées ou liées, dispose directement ou indirectement d'actions, de parts ou autres droits dont l'ensemble ouvre droit à 25 % ou plus des bénéfices de la société.

Pour l'application du présent paragraphe, ne sont visés que les gains tirés de l'aliénation d'actions ou de parts détenues par un résident d'un Etat contractant qui a été résident de l'autre Etat à un moment quelconque au cours des cinq années précédant ladite aliénation.

6. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

Article 14

Revenus d'emploi

1. Sous réserve des dispositions des articles 15, 17 et 18, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant l'année fiscale considérée, et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur, ou pour le compte d'un employeur, qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire, d'un aéronef ou d'un véhicule ferroviaire exploité en trafic international, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

*Article 15****Tantièmes***

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

*Article 16****Artistes, sportifs et mannequins***

1. Nonobstant les dispositions de l'article 14, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif ou mannequin, sont imposables dans cet autre Etat.

Nonobstant les dispositions des articles 14 et 20, lorsqu'un artiste, un sportif ou un mannequin, résident d'un Etat contractant, tire de l'autre Etat contractant des revenus correspondant à des prestations non indépendantes de sa notoriété professionnelle, ces revenus sont imposables dans cet autre Etat.

Toutefois, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire des activités ou prestations visées aux alinéas précédents ne sont imposables que dans cet Etat lorsque le montant brut de ces revenus n'excède pas 20 000 euros au titre de l'année d'imposition concernée.

2. Lorsque les revenus d'activités ou correspondant à des prestations visés au paragraphe 1 sont attribués non pas à l'artiste, au sportif ou au mannequin mais à une autre personne, résident ou non d'un Etat contractant, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions de l'article 14 dans l'Etat contractant où les activités ou prestations de l'artiste, du sportif ou du mannequin sont exercées, fournies ou utilisées.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant, artiste, sportif ou mannequin, tire d'activités ou prestations exercées ou utilisées dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat lorsque ces activités ou prestations dans l'autre Etat sont financées principalement par des fonds publics du premier Etat ou de ses collectivités locales ou territoriales, ou de leurs personnes morales de droit public, y compris dans les cas où ces revenus sont attribués non pas à l'artiste, au sportif ou au mannequin lui-même mais à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant.

*Article 17****Pensions***

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 18, les pensions et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

*Article 18****Fonctions publiques***

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires payés par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales ou territoriales ou par une de leurs personnes morales de droit public à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.

- b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.
2. a) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres rémunérations similaires payées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales ou territoriales ou par une de leurs personnes morales de droit public, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.
- b) Toutefois, ces pensions et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.
3. Les dispositions des articles 14, 15, 16 et 17 s'appliquent aux salaires, traitements, pensions et autres rémunérations similaires payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'entreprise exercée par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales ou territoriales ou personnes morales de droit public.

Article 19

Etudiants

Les sommes qu'un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

Article 20

Autres revenus

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

Article 21

Fortune

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.
3. La fortune constituée par des navires, des aéronefs et des véhicules ferroviaires exploités en trafic international, ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou véhicules ferroviaires, n'est imposable que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 22

Elimination des doubles impositions

1. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante :
 - a) Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, le revenu reçu ou la fortune possédée par un résident de France qui est imposable au Luxembourg, conformément aux dispositions de la présente Convention, est également imposable en France.
L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt payé au Luxembourg sur ce revenu ou cette fortune. Toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à ce revenu ou cette fortune.
L'impôt payé au Luxembourg n'est pas déductible du revenu perçu ou de la fortune possédée par le résident de France.
 - b) Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, le revenu reçu ou la fortune possédée par un résident de France qui n'est imposable qu'au Luxembourg, conformément aux dispositions de la présente Convention, est également imposable en France. Dans ce cas, le résident de France a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français.
Ce crédit d'impôt est égal au montant de l'impôt français correspondant à ce revenu ou à cette fortune de ce résident qui n'est imposable qu'au Luxembourg. Le résident de France qui n'est pas effectivement soumis à l'impôt au Luxembourg sur ce revenu ou cette fortune ne peut bénéficier du crédit d'impôt.
 - c) Il est entendu que l'expression « montant de l'impôt français correspondant à ce revenu » employée aux a) et b) désigne :
 - lorsque l'impôt dû à raison de ce revenu est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant imposable du revenu net considéré par le taux qui lui est effectivement appliqué ;
 - lorsque l'impôt dû à raison de ce revenu est calculé par application du barème progressif, le produit du montant imposable du revenu net considéré par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant du revenu net global.
 - Cette interprétation s'applique par analogie à l'expression « montant de l'impôt français correspondant à cette fortune » employée aux a) et b).
 - d) Il est entendu que l'expression « montant de l'impôt payé au Luxembourg sur ce revenu ou cette fortune » employée au a) désigne le montant de l'impôt du Luxembourg effectivement supporté à titre définitif à raison de ce revenu ou de cette fortune, conformément aux dispositions de la Convention, par le résident de France qui est imposé sur ce revenu ou cette fortune selon la législation française.
2. Sous réserve des dispositions de la législation luxembourgeoise concernant l'élimination de la double imposition qui n'en affectent pas le principe général, la double imposition est éliminée de la manière suivante :
 - a) Lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables en France, le Luxembourg exempte de l'impôt ces revenus ou cette fortune, sous réserve des dispositions des sous-paragraphes b) et c), mais peut, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste du revenu ou de la fortune du résident, appliquer les mêmes taux d'impôt que si les revenus ou la fortune n'avaient pas été exemptés.
 - b) Lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des éléments de revenu qui, conformément aux dispositions des articles 10, 12 et 16, sont imposables en France, le Luxembourg accorde sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou sur l'impôt sur le revenu des collectivités de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt payé en France. Cette déduction ne peut

toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces éléments de revenus reçus de France.

- c) Les dispositions du sous-paragraphe a) ne s'appliquent pas au revenu reçu ou à la fortune possédée par un résident du Luxembourg, lorsque la France applique les dispositions de la présente Convention pour exempter d'impôt ce revenu ou cette fortune ou applique les dispositions du paragraphe 2 de l'article 10 ou 12 à ce revenu.

Article 23

Non-discrimination

1. Les personnes physiques possédant la nationalité d'un Etat contractant ne sont soumises dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les personnes physiques possédant la nationalité de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence.

2. Les apatrides qui sont des résidents d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'un ou l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de l'Etat concerné qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.

4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 4 de l'article 11 ou du paragraphe 5 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

6. a) Lorsqu'une personne physique exerce des activités dans un Etat contractant, les cotisations qui sont versées par cette personne ou pour son compte à un régime de retraite
- i) établi et reconnu aux fins d'imposition dans l'autre Etat contractant,
 - ii) auquel était affiliée la personne immédiatement avant de commencer à exercer des activités dans le premier Etat,
 - iii) auquel était affiliée la personne à un moment où elle exerçait un emploi salarié dans l'autre Etat ou y résidait, et
 - iv) qui est assimilé par l'autorité compétente du premier Etat à un régime de retraite fiscalement agréé par cet Etat, sont, en ce qui concerne :
 - v) le calcul de l'impôt de la personne physique dû dans le premier Etat, et
 - vi) le calcul des résultats de l'entreprise qui sont imposables dans le premier Etat,

traitées dans cet Etat de la même façon que le sont les cotisations payées à un régime de retraite reconnu aux fins d'imposition dans le premier Etat et sous réserve des mêmes conditions et restrictions.

Nonobstant les dispositions de l'article 1 de la convention, le présent paragraphe s'applique aussi à une personne physique qui n'est pas résident de l'Etat contractant dans lequel elle exerce les activités.

b) Pour l'application du a) :

- i) l'expression « régime de retraite » désigne un régime auquel la personne physique participe afin de bénéficier de prestations de retraite payables au titre de l'emploi visé au a, et
- ii) un régime de retraite est « reconnu aux fins d'imposition » dans un Etat contractant si les cotisations à ce régime ouvrent droit à un allègement fiscal dans cet Etat.

7. Aucune disposition du présent article ne peut être considérée comme obligeant l'un des Etats contractants à accorder aux personnes qui ne sont pas résidentes de cet Etat les déductions personnelles, les abattements ou les réductions qui sont accordés, pour l'application de l'impôt, aux personnes résidentes.

8. Si un traité ou un accord bilatéral auquel les Etats contractants sont parties, autre que la présente Convention, comporte une clause de non-discrimination ou une clause de la nation la plus favorisée, il est entendu que de telles clauses ne sont pas applicables en matière fiscale.

9. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

Article 24

Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'un ou l'autre des Etats contractants. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord obtenu est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition pour les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

5. Lorsque

- a) en vertu du paragraphe 1, une personne a soumis un cas à l'autorité compétente d'un Etat contractant en se fondant sur le fait que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants ont entraîné pour cette personne une imposition non conforme aux dispositions de cette Convention, et que
- b) les autorités compétentes ne parviennent pas à un accord permettant de résoudre ce cas en vertu du paragraphe 2 dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle toutes les informations demandées par les autorités compétentes pour pouvoir traiter le cas ont été communiquées aux deux autorités compétentes,

les questions non résolues soulevées par ce cas doivent être soumises à arbitrage si la personne en fait la demande par écrit. Ces questions non résolues ne doivent toutefois pas être soumises à arbitrage si une décision sur ces questions a déjà été rendue par un tribunal judiciaire ou administratif de l'un des Etats. À moins qu'une personne directement concernée par le cas n'accepte pas l'accord amiable par lequel la décision d'arbitrage est appliquée, cette décision lie les deux Etats contractants et doit être appliquée quels que soient les délais prévus par le droit interne de ces Etats. Les autorités compétentes des Etats contractants règlent par accord amiable les modalités d'application de ce paragraphe.

Article 25

Echange de renseignements

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs collectivités locales ou territoriales, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Nonobstant ce qui précède, les renseignements reçus par un Etat contractant peuvent être utilisés à d'autres fins si la législation des deux Etats l'autorise et si l'autorité compétente de l'Etat qui fournit ces renseignements autorise cette utilisation.

3. Chacun des Etats contractants prend les mesures nécessaires afin de s'assurer de la disponibilité de l'information et de la capacité de son autorité compétente à y accéder et à la transmettre à son homologue.

Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément à cet article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

*Article 26**Assistance en matière de recouvrement des impôts*

1. Les Etats contractants se prêtent mutuellement assistance pour le recouvrement de leurs créances fiscales. Cette assistance n'est pas limitée par les articles 1 et 2. Les autorités compétentes des Etats peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application du présent Article.
2. Le terme « créance fiscale » tel qu'il est utilisé dans cet article désigne une somme due au titre d'impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs collectivités locales ou territoriales, dans la mesure où l'imposition correspondante n'est pas contraire à cette Convention ou à tout autre instrument auquel ces Etats contractants sont parties, ainsi que les intérêts, pénalités administratives et coûts de recouvrement ou de conservation afférents à ces impôts.
3. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est recouvrable en vertu des lois de cet Etat et est due par une personne qui, à cette date, ne peut, en vertu de ces lois, empêcher son recouvrement, cette créance fiscale est, à la demande des autorités compétentes de cet Etat, acceptée en vue de son recouvrement par les autorités compétentes de l'autre Etat contractant. Cette créance fiscale est recouvrée par cet autre Etat conformément aux dispositions de sa législation applicable en matière de recouvrement de ses propres impôts comme si la créance en question était une créance fiscale de cet autre Etat.
4. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est une créance à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement, cette créance doit, à la demande des autorités compétentes de cet Etat, être acceptée aux fins de l'adoption de mesures conservatoires par les autorités compétentes de l'autre Etat contractant. Cet autre Etat doit prendre des mesures conservatoires à l'égard de cette créance fiscale conformément aux dispositions de sa législation comme s'il s'agissait d'une créance fiscale de cet autre Etat même si, au moment où ces mesures sont appliquées, la créance fiscale n'est pas recouvrable dans le premier Etat ou est due par une personne qui a le droit d'empêcher son recouvrement.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4, les délais de prescription et la priorité applicables, en vertu de la législation d'un Etat contractant, à une créance fiscale en raison de sa nature en tant que telle ne s'appliquent pas à une créance fiscale acceptée par cet Etat aux fins du paragraphe 3 ou 4. En outre, une créance fiscale acceptée par un Etat contractant aux fins du paragraphe 3 ou 4 ne peut se voir appliquer aucune priorité dans cet Etat en vertu de la législation de l'autre Etat contractant.
6. Les procédures concernant l'existence, la validité ou le montant d'une créance fiscale d'un Etat contractant ne sont pas soumises aux tribunaux ou organismes administratifs de l'autre Etat contractant.
7. Lorsqu'à tout moment après qu'une demande a été formulée par un Etat contractant en vertu du paragraphe 3 ou 4 et avant que l'autre Etat ait recouvré et transmis le montant de la créance fiscale en question au premier Etat, cette créance fiscale cesse d'être :
 - a) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 3, une créance fiscale du premier Etat qui est recouvrable en vertu des lois de cet Etat et est due par une personne qui, à ce moment, ne peut, en vertu des lois de cet Etat, empêcher son recouvrement, ou
 - b) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 4, une créance fiscale du premier Etat à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement les autorités compétentes du premier Etat notifient promptement ce fait aux autorités compétentes de l'autre Etat et le premier Etat, au choix de l'autre Etat, suspend ou retire sa demande.
8. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :
 - a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative au à celles de l'autre Etat contractant ;

- b) de prendre des mesures qui seraient contraires à l'ordre public ;
- c) de prêter assistance si l'autre Etat contractant n'a pas pris toutes les mesures raisonnables de recouvrement ou de conservation, selon le cas, qui sont disponibles en vertu de sa législation ou de sa pratique administrative ;
- d) de prêter assistance dans les cas où la charge administrative qui en résulte pour cet Etat est nettement disproportionnée par rapport aux avantages qui peuvent en être tirés par l'autre Etat contractant.

Article 27

Membres des missions diplomatiques et consulaires

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires, et les membres des délégations permanentes auprès d'organisations internationales en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.
2. Nonobstant les dispositions de l'article 4, toute personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat contractant, situés dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers, est considérée, aux fins de la Convention, comme un résident de l'Etat accréditant, à condition qu'elle soit soumise dans cet Etat accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu ou de sa fortune, que les résidents de cet Etat.
3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas traités comme des résidents dans l'un ou l'autre Etat contractant en matière d'impôts sur le revenu ou sur la fortune.

Article 28

Refus d'octroi des avantages conventionnels

Nonobstant toute autre disposition de la Convention, un avantage au titre de celle-ci ne sera pas accordé à l'égard d'un élément de revenu ou de fortune si l'on peut raisonnablement conclure, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances propres à la situation, que l'octroi de cet avantage était un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir, et ce, à moins qu'il soit établi que l'octroi de cet avantage dans ces circonstances est conforme à l'objet et au but des dispositions pertinentes de la Convention.

Article 29

Modalités d'application

1. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler conjointement ou séparément les modalités d'application de la présente Convention.
2. En particulier, pour obtenir dans un Etat contractant les avantages prévus aux articles 10, 11 et 12, les résidents de l'autre Etat contractant doivent, à moins que les autorités compétentes n'en disposent autrement, présenter un formulaire d'attestation de résidence indiquant en particulier la nature ainsi que le montant ou la valeur des revenus concernés, et comportant la certification des services fiscaux de cet autre Etat.

*Article 30****Entrée en vigueur***

1. Chacun des Etats contractants notifie à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entre en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications.
2. Les dispositions de la Convention s'appliquent :
 - a) En ce qui concerne la France:
 - i) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;
 - ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, suivant les cas, à toute année civile ou tout exercice commençant après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur;
 - iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;
 - b) En ce qui concerne le Luxembourg :
 - i) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus attribués le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la Convention entrera en vigueur ;
 - ii) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts dus pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la Convention entrera en vigueur.
3. Les dispositions de la Convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Paris le 1^{er} avril 1958 cessent d'avoir effet à compter de la date à laquelle les dispositions de la présente Convention s'appliquent pour la première fois.

*Article 31****Dénonciation***

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, chacun des Etats contractants pourra la dénoncer moyennant un préavis notifié par la voie diplomatique au moins six mois avant la fin de toute année civile.
2. En cas de dénonciation, la Convention ne sera plus applicable :
 - a) S'agissant de la France :
 - i) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;
 - ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, suivant les cas, à toute année civile ou à tout exercice commençant après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;
 - iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée.
 - b) S'agissant du Luxembourg :
 - i) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus attribués le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle le préavis est donné ;

- ii) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts dus pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle le préavis est donné.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Paris, le 20 mars 2018, en double exemplaire en langue française.

*Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg*

Pierre GRAMEGNA
Ministre des Finances

*Pour le Gouvernement de la
République française*

Delphine GÉNY-STEPHANN
*Secrétaire d'État auprès du ministre de
l'Économie et des Finances*

*

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, les Gouvernements sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. En ce qui concerne l'article 10, il est entendu que lorsqu'un Etat contractant applique à l'établissement stable d'une entité ayant son siège dans l'autre Etat contractant les exonérations prévues par son droit interne pour les véhicules d'investissement immobilier visés au paragraphe 6, aucune disposition de la présente Convention ne limite le droit du premier Etat contractant d'imposer, conformément à ce même paragraphe, les revenus immobiliers réputés distribués par cet établissement stable.
2. Nonobstant toute autre disposition de la Convention, il est admis qu'un organisme de placement collectif qui est établi dans un Etat contractant et qui est assimilé selon la législation de l'autre Etat contractant à ses propres organismes de placement collectif, bénéficie des avantages des articles 10 et 11 pour la fraction de ces revenus correspondant aux droits détenus par des personnes résidentes de l'un ou de l'autre des Etats contractants ou par des personnes résidentes de tout autre Etat avec lequel l'Etat contractant d'oie proviennent les dividendes ou les intérêts a conclu une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales s'il reçoit des dividendes ou des intérêts provenant de cet autre Etat.
3. Il est entendu que pour l'application de la dernière phrase du paragraphe 1 de l'article 14 et sous réserve de toute disposition contraire figurant dans une convention préventive de la double imposition conclue par un des deux Etats contractants, un résident d'un Etat contractant qui exerce un emploi dans l'autre Etat contractant et qui, au cours d'une période imposable, est physiquement présent dans le premier Etat et/ou dans un Etat tiers pour y exercer un emploi durant une ou des périodes n'excédant pas au total 29 jours, est considéré comme exerçant effectivement son emploi dans l'autre Etat durant toute la période imposable.
4. En ce qui concerne l'article 19, il est entendu que le terme « apprenti » comprend toute personne qui accomplit un volontariat international tel que défini par les articles L122-1 et suivants du chapitre II du titre II du livre Ier du code du service national français, ou un service volontaire des jeunes tel que défini par la loi luxembourgeoise du 31 octobre 2007 modifiée, ou toute autre disposition identique ou analogue qui entrerait en vigueur après la date de signature de la présente Convention.
5. En ce qui concerne l'article 22, il est entendu qu'afin d'éliminer la double imposition concernant les revenus perçus par un résident du Luxembourg via une société mentionnée au paragraphe 4 de l'article 4, le Luxembourg accorde sur l'impôt afférent à ce revenu une déduction égale au montant de l'impôt payé en France. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces revenus.
6. En ce qui concerne le paragraphe 5 de l'article 24, le délai de deux ans peut être prorogé d'une année sur demande de l'une ou de l'autre autorité compétente des Etats contractants.

7. Les dispositions de la présente Convention n'empêchent en rien la France d'appliquer les dispositions des articles 115 *quinquies*, 123 bis, 155 A, 209 B, 212, 238 A et 238-0 A de son code général des impôts ou d'autres dispositions analogues qui amenderaient ou remplaceraient celles de ces articles.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Paris, le 20 mars 2018, en double exemplaire en langue française.

*Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg*

Pierre GRAMEGNA
Ministre des Finances

*Pour le Gouvernement de la
République française*

Delphine GÉNY-STEPHANN
*Secrétaire d'État auprès du ministre de
l'Économie et des Finances*

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7390/01

N° 7390¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

portant approbation

- 1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;
- 2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;
- 3° de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;
- 4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(4.3.2019)

L'objet du projet de loi sous avis (ci-après, le « Projet ») vise, d'une part, à approuver la convention fiscale nouvellement conclue par le Grand-Duché de Luxembourg avec le Kosovo ainsi que les protocoles y relatifs, et, d'autre part, à modifier totalement ou partiellement des conventions déjà existantes. C'est le cas pour la Belgique, la France et l'Ouzbékistan.

Par le biais du Projet, le Grand-Duché de Luxembourg poursuit ainsi sa politique d'extension quantitative et qualitative du réseau de conventions tendant à éviter la double imposition et la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, conformément aux standards internationaux de l'OCDE, notamment issus du projet BEPS¹.

¹ Acronyme anglais pour « *Base Erosion and Profit Shifting* ».

RESUME SYNTHETIQUE

Au travers de la mise à jour régulière des conventions existantes et la conclusion de nouvelles, la Chambre de Commerce salue l'effort du gouvernement qui a bien reconnu l'intérêt d'un réseau conventionnel développé et performant, même si celui-ci reste perfectible à plusieurs égards ainsi que le démontrera la suite du présent avis.

De façon récurrente lorsqu'il s'agit de commenter des conventions, la Chambre de Commerce porte une attention particulière à leur champ d'application. A cet égard, elle se félicite de voir que la Convention conclue avec le Kosovo autorise les fonds d'investissement à en bénéficier largement. En revanche, elle déplore le caractère atypique, complexe et restrictif de la solution retenue sous la Convention conclue avec la France (en abrégé ci-après, la « CPDI Fr-Lux ») et sous son Protocole, qui a, certes, le mérite d'exister mais qui recèle des inconnues dans sa mise en oeuvre et ne permet pas un accès aussi direct et effectif qu'espéré. A l'inverse, s'agissant des sociétés de personnes françaises, il ne fait pas de doute qu'elles peuvent bénéficier de la CPDI Fr-Lux. Cependant, en décidant de changer le traitement de ces dernières par rapport à la convention actuelle, le Projet suscite de nouvelles questions telles que (i) la qualification luxembourgeoise d'une distribution de bénéfices par une société française transparente (ii) le fonctionnement du crédit d'impôt, (iii) la déductibilité fiscale d'une perte, (iv) l'imputabilité de l'impôt français à Luxembourg, (v) l'interaction avec le paragraphe 16 StAnG², (vi) le sort des sociétés françaises à prépondérance immobilière et enfin (vii) l'application de l'impôt sur la fortune.

La Chambre de Commerce déplore également que la libre prestation de services (en abrégé ci-après, la « LPS ») soit mise à mal au travers particulièrement de la CPDI Fr-Lux. C'est le cas plus particulièrement pour les dispositions prévoyant un nouveau concept d'établissement stable, sur le modèle de droit purement français et sans respecter les réserves prises par le Luxembourg à ce sujet dans le cadre de la Convention multilatérale pour la mise en oeuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, signée à Paris, le 7 juin 2017 (en abrégé ci-après, le « MLI »).

Sans qu'il s'agisse de LPS à proprement parler, le travail à distance par des salariés d'entreprises luxembourgeoises résidents français est également rendu plus compliqué sous la CPDI Fr-Lux, notamment pour les travailleurs du secteur routier. Les modalités pratiques de calcul du seuil de même que les modalités d'application du crédit d'impôt sont à préciser.

Des problèmes plus transversaux de mise en oeuvre, qui ne sont cette fois pas propres à la CPDI Fr-Lux mais qui ressortent également de la Convention conclue avec la Belgique, surgissent, et plus particulièrement quant aux modalités de calcul du nombre de jours prestés à l'étranger. En matière de pensions du 2ème pilier, les salariés français se verront également pénalisés tandis que les travailleurs indépendants sont totalement ignorés.

Toutes ces remarques au sujet de la CPDI Fr-Lux vont dans le sens d'une augmentation du pouvoir d'imposition de la France, au détriment du Luxembourg. Cette tendance est manifeste à l'endroit du paragraphe 7 du Protocole qui importe des règles fiscales purement françaises, d'autant qu'elle anticipe des difficultés considérables de mise en oeuvre de ces dispositions antiabus et un contentieux tout aussi important.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce ne peut marquer son accord au Projet que sous réserve de la prise en compte de ses remarques.

² Loi d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934 (« *Steueranpassungsgesetz* »).

Appréciation du projet de loi :

	<i>Incidence</i>
Compétitivité de l'économie luxembourgeoise	+/- ³
Impact financier sur les entreprises	+/- ⁴
Transposition de la directive	n.a.
Simplification administrative	- ⁵
Impact sur les finances publiques	n.d. ⁶
Développement durable	+

Appréciations: ++ : très favorable
 + : favorable
 0 : neutre
 - : défavorable
 -- : très défavorable
 n.a. : non applicable
 n.d. : non disponible

*

COMMENTAIRES

S'agissant de la **Convention nouvellement conclue avec le Kosovo**, la Chambre de Commerce se félicite particulièrement de la référence expresse, au point 1.2 du Protocole relatif à l'article 4, aux « *collective investment vehicles* ». Pour le reste, la Convention n'appelle pas de commentaires particuliers de la part de la Chambre de Commerce dans la mesure où elle est fortement inspirée du modèle conventionnel OCDE.

Le **Protocole à la Convention conclue avec l'Ouzbékistan** n'appelle pas à davantage de commentaires de la Chambre de Commerce puisqu'il vise à intégrer certaines recommandations de l'OCDE en matière d'échange d'information principalement.

Quant à l'**Avenant à la Convention conclue avec la Belgique**, il a pour seul et unique but de formaliser l'accord politique dit de la « Gäichel IX » du 4 juillet 2016 qui visait à octroyer une tolérance de 24 jours de présence professionnelle en Belgique pour les résidents belges employés à Luxembourg, sans déclencher d'imposition en Belgique pour ces revenus.

Bien que ce point ne soit pas propre à la Belgique et devrait être formulé également à l'endroit de la CPDI Fr-Lux, la Chambre de Commerce note que le principe-même de cadencier la durée de travail hors du Luxembourg, plus ou moins longue en fonction de la convention, apporte certes le mérite de la clarté mais semble dans le même temps aller à l'encontre de tout le mouvement actuel au Luxembourg qui tend à favoriser le télétravail des employés transfrontaliers. Le télétravail permet aux entreprises luxembourgeoises d'offrir à leurs employés une flexibilité dans la gestion de leurs déplacements afin d'améliorer l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle. Il permet aussi de décongestionner les

3 La Chambre de Commerce espère que malgré les pertes fiscales notamment liées à la définition de l'établissement stable retenue dans la CPDI Fr-Lux et son Protocole, l'image du Luxembourg qui souhaite la transparence et le développement des bonnes pratiques fiscales évoluera de manière encore plus positive.

4 Les entreprises ont intérêt à bénéficier d'un cadre de règles transparentes pour des raisons de sécurité juridique et de réputation. D'un autre côté, plusieurs effets négatifs sont attendus par la perte possible de certaines activités, notamment liée à la définition de l'établissement stable retenue dans la CPDI Fr-Lux et son Protocole.

5 La Chambre de Commerce s'attend à un alourdissement administratif pour les entreprises se retrouvant contraintes d'effectuer une retenue à la source sur salaires pour le compte de la France. De même, un contentieux considérable risque de se déclencher de par l'immixtion des règles anti-abus françaises prévues au paragraphe 7 du Protocole et suite à la nouvelle définition de l'établissement stable retenue dans la CPDI Fr-Lux.

6 La fiche d'impact financier ne reprend pas les pertes liées notamment à nouvelle définition de l'établissement stable dans la CPDI Fr-Lux.

routes transfrontalières entre le Luxembourg et la Belgique en optimisant les déplacements des travailleurs belges. Saluant cette évolution positive, la Chambre de Commerce s'attend ainsi à ce que la durée évolue encore à la hausse dans un avenir assez proche.

Par ailleurs, l'Avenant ne prévoit pas les modalités pratiques de calcul du seuil de 24 jours. Il serait, de l'avis de la Chambre de Commerce, judicieux, afin d'éviter des difficultés pratiques lors de la détermination de ce seuil, que la Belgique et le Luxembourg clarifient par voie protocolaire la méthode de calcul et la composition desdits jours, et à l'instar de l'accord amiable portant sur l'article 10, paragraphe 1^{er} de la Convention entre l'Allemagne et le Luxembourg.

La nouvelle **Convention conclue avec la France et le Protocole** y relatif prévoient, quant à eux, une tolérance de 29 jours de travail sur le territoire français, ce qui est apprécié par la Chambre de Commerce. Malheureusement, elle doit déplorer que, dans son ensemble, la Convention reste perfectible sur nombre d'autres points que le présent avis s'attache à relever dans la suite du présent avis.

1. Sur la notion de « résident d'un Etat contractant » visée à l'article 4 CPDI Fr-Lux

a. Le sort des fonds d'investissement luxembourgeois

Le Protocole ouvre un accès limité à la CPDI Fr-Lux pour les fonds d'investissement, ce qui, en soi, est une avancée extrêmement positive et représente un progrès par rapport à la convention actuellement en vigueur dans laquelle cet accès n'existe pas. Plus précisément, par le biais du paragraphe 2 du Protocole, les fonds d'investissement luxembourgeois se voient reconnaître, sous certaines conditions, un accès au bénéfice des articles 10 et 11 CPDI Fr-Lux en matière de dividendes et intérêts perçus de source française.

Dans le même temps, la Chambre de Commerce relève également que les conditions d'accès sont tout à la fois restrictives et complexes.

La première de ces conditions est que le fonds luxembourgeois concerné doit, aux termes du Protocole, être « *établi dans un Etat contractant et assimilé selon la législation de l'autre Etat contractant à ses propres organismes de placement collectif* », c'est-à-dire, assimilé à un fonds d'investissement français.

S'agissant de cette première condition, des clarifications devraient indiquer précisément sur quels éléments de fait et de droit cette similarité devrait ou non être évaluée par les parties à la CPDI Fr-Lux. La Chambre de Commerce considère qu'il serait extrêmement important de clarifier, en particulier, que les fonds d'investissement établis à Luxembourg sous la forme d'Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières, d'Organismes de Placement Collectif de la Partie II de la loi du 17 décembre 2010, de Fonds d'Investissement Spécialisés et également de Fonds d'Investissement Alternatifs Réservés sont considérés comme étant similaires à des organismes de placement collectif de droit français. A cet effet, la Chambre de Commerce recommande que soit dressée aux fins du paragraphe 2 du Protocole, une liste exemplative et non limitative des fonds luxembourgeois assimilés aux fonds français visés. Cette solution présenterait l'avantage de donner une indication claire sur la manière dont les fonds luxembourgeois seraient, pour autant que les conditions légales soient remplies, traités pour les besoins de l'application de la CPDI Fr-Lux.

En outre, toujours aux termes du Protocole, **les bénéficiaires de la CPDI Fr-Lux s'appliquent « pour la fraction de ces revenus correspondant aux droits détenus par des personnes résidentes de l'un ou de l'autre des Etats contractants ou par des personnes résidentes de tout autre Etat avec lequel l'Etat contractant d'où proviennent les dividendes ou les intérêts a conclu une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales s'il reçoit des dividendes ou des intérêts provenant de cet autre Etat »** c'est-à-dire, en fonction de la proportion du revenu correspondant au pourcentage de droits détenus dans le fonds luxembourgeois par (i) des résidents luxembourgeois, (ii) des résidents français, ou (iii) des résidents d'un Etat ayant conclu avec la France une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

La Chambre de Commerce demande que des dispositions d'application précises soient prises afin de clarifier la méthodologie et les bases de calcul applicables en vue de déterminer la fraction des revenus correspondant aux droits détenus par des investisseurs auxquels l'avantage conventionnel est accordé. A titre d'exemple, la méthodologie pourrait prévoir la fréquence à laquelle ces calculs doivent être faits, la possible application d'une approche statistique ou toute autre règle qui serait considérée

comme appropriée, à la condition qu'elle permette l'application pratique et effective du point 2 du Protocole et ainsi garantisse l'accès aux bénéfices de la CPDI Fr-Lux.

Les clarifications demandées par la Chambre de Commerce devraient idéalement être apportées le plus rapidement possible pour préciser les bases pratiques nécessaires pour l'application de cette disposition et ce, afin de garantir aux fonds d'investissement luxembourgeois un accès effectif à la CPDI Fr-Lux.

Enfin, bien que le problème ne provienne pas directement de la CPDI Fr-Lux, la confirmation de l'accès des fonds d'investissement au traité sous certaines conditions met en lumière un désavantage concurrentiel, du moins théorique, pour l'investissement dans les sociétés luxembourgeoises par des fonds luxembourgeois. En effet, les dividendes qu'ils pourraient recevoir de telles sociétés subiront une retenue à la source de 15% alors que le même investissement via un fonds français devrait potentiellement pouvoir bénéficier d'un taux réduit à 5%. C'est pourquoi la Chambre de Commerce demande, comme elle a eu l'occasion de le faire à différentes reprises infructueuses de par le passé⁷, de supprimer cette retenue à la source luxembourgeoise sur la distribution de dividendes.

b. Le sort des sociétés de personnes françaises

Dans la mesure où la CPDI Fr-Lux ne semble pas vouloir reprendre les solutions retenues sous la convention actuelle⁸ et dans un souci de sécurité juridique, il est nécessaire de clarifier le traitement à réserver aux associés de sociétés de personnes françaises. C'est d'autant plus nécessaire qu'un grand nombre de structure de ce type sont actuellement en place. Le traitement fiscal des actionnaires luxembourgeois des sociétés de personnes françaises détenant des actifs immobiliers situés en France a d'ailleurs donné lieu à du contentieux sous la convention actuelle⁹.

Dans le Projet, l'article 4, paragraphe 4 CPDI Fr-Lux qualifie expressément de résident français « (...) toute société de personnes, groupement de personnes ou autre entité analogue :

- a) dont le siège de direction effective est en France ;
- b) qui est assujetti à l'impôt en France ; et
- c) dont tous les porteurs de parts, associés ou membres sont, en application de la législation fiscale française, personnellement soumis à l'impôt à raison de leur quote-part dans les bénéfices de ces sociétés de personnes, groupements de personnes ou autres entités analogues. »

Il semblerait que cette disposition suive de près la distinction opérée en droit fiscal français entre (i) les sociétés de personnes dites translucides, n'exerçant pas d'activité industrielle ou commerciale et n'ayant pas opté pour leur assujettissement à l'impôt des sociétés en France (et qui relèvent donc de l'article 4, paragraphe 4 CPDI) et (ii) les autres sociétés de personnes qui sont pour leur part assujetties à l'impôt des sociétés en France. Les sociétés de personnes tombant dans cette deuxième catégorie devraient également être considérées comme résidents français sous l'article 4, paragraphe 1^{er} CPDI Fr-Lux, avec pour conséquence que toute société de personnes dont le siège de direction effective est en France devrait être considérée comme résident français au sens de la CPDI Fr-Lux.

Quant au traitement des revenus, une distribution de dividendes par une société de personnes française à un associé luxembourgeois est à considérer comme un dividende sous la CPDI Fr-Lux, s'agissant bien de « dividendes payés par une société qui est un résident »¹⁰ français. Cette qualification serait indépendante de la qualification de la société de personnes française comme entité transparente¹¹ pour les besoins fiscaux domestiques. Dès lors, le Luxembourg conserverait un plein pouvoir d'imposition sous réserve des dispositions de l'article 22 CPDI et du Protocole. L'article 22 CPDI reprend en effet la méthode du crédit d'impôt pour les revenus de dividendes au sens de l'article 10. Le paragraphe 5 du Protocole ajoute, quant à lui, qu'en ce qui concerne les « (...) revenus perçus par un résident du Luxembourg via une société mentionnée au paragraphe 4 de l'article 4, le Luxembourg accorde sur l'impôt afférent à ce revenu une déduction égale au montant de l'impôt payé en France. (...) ».

⁷ Voir notamment l'avis n°4671 du 11 octobre 2016 sur la réforme fiscale de 2017.

⁸ En particulier le Projet ne contient pas de clause similaire à l'article 19, paragraphe 2. de la convention actuelle.

⁹ Notamment Cour Administrative, 10 janvier 2006, n°20307C ; Cour Administrative, 3 mai 2007, n°22499C.

¹⁰ Cf. article 10, paragraphe 1^{er} CPDI.

¹¹ Tel que cela fut retenu dans les contentieux recensés plus haut.

La combinaison de ces différentes dispositions engendre plusieurs incertitudes et un très net besoin de clarifications sur les points suivants :

1. *Qualification luxembourgeoise d'une distribution de bénéfices par une société française transparente*

Dans le commentaire des articles, le développement suivant est consacré à ce point :

« *Le point 5 ne concerne pas les revenus touchés par la société translucide française elle-même mais se limite aux produits de participation que l'associé résident du Luxembourg peut percevoir ultérieurement de la part de la société translucide française et que le Luxembourg impose éventuellement en raison de la qualification qu'il confère à ces produits de participation en vertu de sa législation fiscale. Dans ce cas, le Luxembourg accorde sur l'impôt afférent à ce revenu une déduction d'un montant égal au montant de l'impôt payé en France afin d'éliminer la double imposition qui résulte d'une telle imposition* »¹².

Ce commentaire semble bien confirmer que le « *produit de participation* » est un dividende au sens de la CPDI Fr-Lux tandis que les « *revenus touchés parla société translucide* » sont des revenus d'un résident français, ceci expliquant que le Luxembourg ne puisse pas imposer le revenu sous-jacent avant sa distribution. Le commentaire reflète par ailleurs l'approche suivant laquelle, une fois la qualification opérée sous la CPDI Fr-Lux, il revient au Luxembourg de l'imposer éventuellement suivant les modalités prévues par sa législation fiscale. Dans le cas d'une participation dans société étrangère transparente pour les besoins fiscaux luxembourgeois, il convient de préparer un bilan fiscal ignorant la participation et reprenant au niveau du contribuable (le cas échéant proportionnellement) les revenus et dépenses de la société étrangère transparente. En droit fiscal, la distribution de bénéfice par une société étrangère transparente à son associé luxembourgeois est donc ignorée et ne reçoit donc aucune « qualification » à strictement parler.

D'autres difficultés surgissent à supposer que la solution soit de remplacer le produit de participation par les revenus (nets) perçus par le contribuable provenant de la société de personnes. Dans le cas d'un revenu réalisé (et non distribué) l'année N par une société de personnes française transparente pour les besoins fiscaux luxembourgeois, il s'agit d'un revenu d'un résident français en règle non imposable à Luxembourg. En N+1, à supposer que la société de personnes française ne réalise aucun revenu mais distribue le revenu de l'année N, à suivre le commentaire, la CPDI Fr-Lux octroierait à ce moment seulement le pouvoir d'imposition au Luxembourg. D'un autre côté, l'application de la législation fiscale luxembourgeoise aboutit à un revenu imposable nul pour l'année N+1 en l'absence de revenu sous-jacent.

2. *Crédit d'impôt*

Une société de personnes française, transparente pour les besoins fiscaux luxembourgeois, peut très bien réaliser à la fois des revenus exonérés au Luxembourg (par ex. en vertu l'article 166 LIR¹³) et des revenus imposables au Luxembourg tout en ne distribuant qu'une partie de ses revenus.

La Chambre de Commerce demande des précisions sur l'approche déclarative et la documentation qui seront attendues des contribuables luxembourgeois. En l'absence de précisions, la Chambre de Commerce demande que la plus grande latitude soit laissée aux contribuables à ce sujet (notamment considérer que les revenus exonérés sont distribués en premier lieu, pour autant qu'un suivi adéquat soit opéré dans les déclarations fiscales).

3. *Déductibilité fiscale d'une perte*

Lorsque la CPDI Fr-Lux accorde un pouvoir d'imposition à Luxembourg suite à une distribution par une société de personnes française, il ne peut être complètement exclu que le bilan fiscal luxembourgeois aboutisse à une perte d'un point de vue fiscal luxembourgeois pour l'exercice considéré. Dans une telle hypothèse, la Chambre de Commerce aimerait voir confirmé que rien ne s'oppose à la

¹² PL 7390/00, page 15.

¹³ Loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

déductibilité fiscale de la perte dans la mesure où un revenu positif aurait donné lieu à un crédit d'impôt et non à une exonération.

En d'autres termes, lorsque la CPDI Fr-Lux n'accorde aucun pouvoir d'imposition à Luxembourg en l'absence de distribution par la société de personnes française, le bilan fiscal luxembourgeois peut également aboutir à une perte pour l'exercice considéré. Faut-il dans ce cas conclure que cette perte n'est pas déductible car la CPDI Fr-Lux aurait réservé le pouvoir d'imposition à la France en cas de revenu positif ? Dans l'affirmative, la Chambre de Commerce s'étonne que la déductibilité de la perte dépende *in fine* de la distribution par la société de personnes française.

4. Imputabilité de l'impôt français à Luxembourg

La Chambre de Commerce demande de clarifier dans quelle mesure le Protocole établit ou non une différence de traitement pour Luxembourg suivant que la société française tombe ou non dans le champ du paragraphe 4 de l'article 4 CPDI Fr-Lux. A partir du moment où les sociétés de personnes françaises sont en règle transparentes pour les besoins fiscaux luxembourgeois, la Chambre de Commerce estime que l'impôt français (sur les bénéfices ou sur la distribution de dividendes) devrait être imputable au Luxembourg en toute hypothèse.

Faut-il par ailleurs déduire de la formulation du Protocole (« *impôt afférent à ce revenu* », qui, en l'absence de précision, devrait viser l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt sur le revenu des collectivités et l'ICC) alors que l'article 22, paragraphe 2, a) utilise l'expression « *impôt sur le revenu des personnes physiques ou sur l'impôt sur le revenu des collectivités* » excluant donc l'ICC) que l'impôt français peut également être imputé sur l'ICC dans le cas visé par le Protocole ? Dans le cas contraire, il serait nécessaire que le gouvernement clarifie si la CPDI Fr-Lux aboutit à sons sens à l'imposition à l'ICC (sans possibilité de crédit d'impôt) de situations telles que la détention d'actifs immobiliers français par une société de capitaux luxembourgeoise via une société de personnes française, et dans l'affirmative, pour quelles raisons une telle approche a été retenue sous la CPDI.

5. Interaction avec le paragraphe 16 StAnG¹⁴

En s'en tenant au droit luxembourgeois, l'impôt commercial communal n'a pas vocation à s'appliquer aux revenus générés par un établissement stable situé à l'étranger. Or, en cas d'activité exercée via une société de personnes française, la qualification retenue est celle de dividende sous la CPDI Fr-Lux (voir *supra*). Il est possible que la France ne confirme pas dans un tel cas de figure l'existence d'un établissement stable, alors que celui-ci serait, par hypothèse, pleinement reconnu si l'activité avait été exercée directement.

Or, le nouveau paragraphe 16 StAnG se réfère largement à la qualification sous le traité pertinent. L'application du crédit d'impôt lors d'une distribution par une société de personnes française et le traitement en matière d'impôt commercial communal dans un tel cas de figure mériteraient d'être clarifiés.

Au minimum, il devrait être confirmé que le traitement ne saurait être pire qu'en l'absence de CPDI Fr-Lux.

14 Paragraphe 16 StAnG :

« (1) à (4) (...) »

(5) Par dérogation aux dispositions des alinéas 1^{er} à 4, les seuls critères à appliquer pour déterminer si un contribuable résident dispose d'un établissement stable dans un État avec lequel le Luxembourg a conclu une convention pour l'élimination de la double imposition en matière fiscale sont les critères retenus à cette fin dans cette convention. À cet égard, il est considéré qu'un contribuable résident exerce tout ou partie de son activité par l'intermédiaire d'un établissement stable situé dans l'autre État contractant si cette activité considérée isolément constitue une activité indépendante et représente une participation à la vie économique générale dans cet État, à moins qu'une disposition explicite renfermée dans la convention pour l'élimination de la double imposition en matière fiscale liant le Luxembourg et l'autre État contractant ne s'y oppose. Aux fins du présent alinéa, il peut être demandé au contribuable de fournir une confirmation que l'autre État contractant considère qu'il y existe un établissement stable. Une telle confirmation est à fournir dans l'hypothèse où la convention pour l'élimination de la double imposition en matière fiscale conclue avec l'autre État ne contient pas de disposition autorisant le Luxembourg à ne pas exempter de l'impôt des revenus reçus ou de la fortune possédée dans l'autre État contractant par un contribuable résident dans le cas où l'autre État contractant interprète les dispositions de la convention d'une manière telle que ces revenus ou cette fortune entrent dans le champ d'application d'une disposition de la convention qui supprime ou limite le droit de l'autre État contractant d'imposer ces éléments ».

6. Société française à prépondérance immobilière

Indépendamment de la qualification en droit interne luxembourgeois, une plus-value sur une participation dans une société de personnes française à prépondérance immobilière relève de l'article 13, paragraphe 4 CPDI Fr-Lux. Elle est donc imposable exclusivement en France. Cependant, il semble que la méthode du crédit d'impôt soit retenue telle qu'exposée sous le point 4 ci-avant, et avec des considérations semblables, au cas où la société de personnes française venait à vendre ses actifs français immobiliers et mobiliers. La Chambre de Commerce demande de clarifier la détermination du revenu imposable luxembourgeois et du crédit d'impôt pour l'impôt français dans ce cas de figure.

7. Impôt sur la fortune

Le traitement des sociétés de personnes françaises en matière d'impôt sur la fortune n'est pas expliqué séparément. La règle générale de l'article 21, paragraphe 4 CPDI Fr-Lux aurait donc vocation à s'appliquer avec pour effet que la fortune détenue par une société de personnes française n'est imposable qu'en France en tant que fortune d'un résident français, sauf les exceptions établies par les autres paragraphes de la disposition. Parallèlement, le Luxembourg aurait donc un pouvoir d'imposition sur la participation dans la société de personnes française alors que celle-ci n'est pas incluse dans la valeur unitaire en droit interne dans la mesure où cette société est transparente. La Chambre de Commerce demande que soit clarifié le pouvoir d'imposition du Luxembourg et sur quels actifs dans cette configuration particulière.

Etant donné que la CPDI Fr-Lux semble apporter des solutions neuves au traitement des sociétés de personnes française et dans un souci de sécurité juridique pour les opérateurs économiques, la Chambre de Commerce demande d'ajouter des exemples chiffrés couvrant les différentes hypothèses évoquées dans les précédents paragraphes.

2. Sur la notion d'établissement stable visé à l'article 5 CPDI Fr-Lux

L'article 5 de la CPDI Fr-Lux vise à modifier la définition d'établissement stable mentionnée dans la convention actuellement applicable afin de permettre la reconnaissance d'une présence taxable dans l'autre Etat (c'est-à-dire, hors de l'Etat de résidence) dans des hypothèses plus nombreuses.

Notamment, le nouvel article 5 insère une mesure visant à étendre le statut d'établissement stable dans le cadre des accords dits de commissionnaire. Il modifie la définition de l'agent en indiquant qu'une personne agissant exclusivement ou quasi-exclusivement pour des entreprises qui lui sont étroitement liées n'est pas considérée comme indépendante. Il précise aussi que dans l'hypothèse où un agent « *joue habituellement le rôle principal menant à la conclusion de contrats, qui de façon routinière, sont conclus sans modification importante par l'entreprise étrangère* », cette société étrangère sera considérée comme ayant un établissement stable pour les activités que cet agent exerce pour elle dans l'autre Etat contractant. Les cas d'exemption des activités préparatoires ou auxiliaires dans l'autre Etat contractant seront également réduits par l'application de la règle dite de l'anti-fragmentation, visant à éviter qu'une entreprise ou un groupe d'entreprises étroitement liées fragmentent un ensemble cohérent d'activités en plusieurs opérations pour se prévaloir du caractère préparatoire ou auxiliaire de chacune d'entre elles. Enfin, la manière de décompter les périodes de temps pour les chantiers de construction ou de montage est également modifiée en vue de permettre aussi une reconnaissance plus rapide d'un établissement stable dans l'Etat du chantier ou du montage.

Ces changements sont issus des évolutions proposées par l'OCDE dans le cadre de l'action 7 du plan BEPS, en vue d'empêcher les structures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable. En revanche, ces changements dans la définition de l'établissement stable ne relèvent pas de la norme minimale du plan BEPS. Chaque Etat peut donc en principe décider de les mettre en oeuvre (totalement ou partiellement) ou pas.

C'est ainsi que la France a opté pour une définition plus large que nécessaire de la notion d'établissement stable, ainsi qu'il ressort des réserves et notifications faites dans le cadre du MLI.

Cependant, cette définition large de l'établissement stable voulue par la France ne reflète pas la politique conventionnelle du Luxembourg telle qu'exprimée dans les réserves et notifications faites

dans le cadre du MLI¹⁵. En conséquence, pour faire appliquer sa politique conventionnelle avec le Luxembourg, la France n'avait d'autre choix que de tenter de renégocier l'actuelle convention avec le Luxembourg, vidant le MLI de sa substance sur ce point pour le Luxembourg.

Compte tenu que la France tente d'ores et déjà d'imposer des activités menées par des sociétés luxembourgeoises sur son sol sur la base de l'actuelle notion d'établissement stable, il est permis de penser que la France intensifiera cette pratique à partir de l'application de la CPDI Fr-Lux. Se pose dès lors la question de savoir jusqu'à quel point la France invoquera ces nouvelles dispositions pour reconnaître une présence taxable dans son Etat, créant une période d'insécurité juridique pour les opérateurs réalisant des opérations en France. Or, ils sont nombreux, notamment dans le secteur de l'assurance. Pour rappel, la France est le plus grand marché pour les assureurs-vie luxembourgeois qui y opèrent principalement en LPS. Leurs modèles opérationnels et commerciaux sont variés pouvant aller de l'utilisation d'un réseau de distribution appartenant à un groupe à la vente de produits via une simple animation d'un réseau de distribution ou ventes directes – c'est à dire sans intervention d'un intermédiaire d'assurance – d'une entreprise d'assurance luxembourgeoise sur le territoire français. Les assureurs qui opèrent en LPS en France quel que soit leur modèle de distribution peuvent voir requalifier leurs activités en établissement stable au sens fiscal.

L'incohérence entre la qualification opérationnelle et la qualification fiscale de leurs activités ne peut qu'être source de confusion et de risque – ce risque étant, en l'occurrence, pénal. En outre, cela ouvre la voie à la remise en cause de la LPS en elle-même qui est pourtant l'un des piliers des activités de la place assurantielle luxembourgeoise en France. Par ailleurs, la LPS a justement pour objectif premier de permettre de fournir des services au sein de l'Union Européenne sans devoir créer un établissement dans chacun de ces pays.

En pratique, pour éviter tout risque, certaines entreprises luxembourgeoises actives en LPS sur le marché français vont devoir considérer que leurs activités constituent fiscalement un établissement stable. Pourraient alors survenir des discussions sur le niveau de marge qui devra revenir fiscalement à la France avec les autorités fiscales luxembourgeoises. Cette situation ne manquerait pas de générer une sollicitation accrue de l'administration fiscale luxembourgeoise par les acteurs actifs en LPS en France. Par ailleurs, bien qu'évitant le risque pénal, ces entreprises luxembourgeoises se retrouveraient tout de même dans une situation d'insécurité juridique du fait de la différence entre les qualifications opérationnelle et fiscale de leurs activités, créant potentiellement un contentieux et des difficultés commerciales considérables. Enfin, l'Etat luxembourgeois verrait une diminution de sa base imposable et donc de ses recettes fiscales. La Chambre de Commerce demande donc, à tout le moins, que la mise en oeuvre pratique du Projet prenne en compte ces risques, au minimum au niveau de la fiche d'évaluation d'impact, afin de limiter non seulement le transfert de base imposable vers la France, mais aussi la complexification des opérations en LPS en France.

3. Sur le sort des travailleurs étrangers visé à l'article 14 CPDI Fr-Lux et au paragraphe 3 du Protocole

L'article 14 CPDI Fr-Lux prévoit :

« Sous réserve des dispositions des articles 15, 17 et 18, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat. (...)».

Le paragraphe 3 du Protocole y relatif prévoit, quant à lui :

« (...) 3. Il est entendu que pour l'application de la dernière phrase du paragraphe 1 de l'article 14 et sous réserve de toute disposition contraire figurant dans une convention préventive de la double imposition conclue par un des deux Etats contractants, un résident d'un Etat contractant qui exerce un emploi dans l'autre Etat contractant et qui, au cours d'une période imposable, est physiquement présent dans le premier Etat et/ou dans un Etat tiers pour y exercer un emploi durant une ou des périodes n'excédant pas au total 29 jours, est considéré comme exerçant effectivement son emploi dans l'autre Etat durant toute la période imposable. (...) »

¹⁵ La Chambre de Commerce note avec intérêt que la chambre basse du parlement des Pays-Bas, dans sa ratification du MLI du 12 février 2019, a choisi de ne pas appliquer la disposition concernant les accords de commissionnaires. Voir également l'avis de la Chambre de Commerce n°5171 du 26 septembre 2018 relatif au projet de loi n°7333.

Cela implique que, si un employé d'une entreprise luxembourgeoise dépasse cette période de référence, il sera redevable de l'impôt sur le revenu en France au prorata de la période de travail pendant laquelle il aura travaillé en France et en pays tiers, sauf exception.

a. Remarques générales

La Chambre de Commerce a déjà salué la tolérance de 29 jours dans le présent avis et dans le même temps, noté le frein que cette période représente pour la LPS et le télétravail. En outre, le Projet est perfectible sur les conséquences/modalités pratiques de mise en oeuvre du travail à distance dans le pays de résidence à plusieurs égards :

1. Modalités pratiques de calcul du seuil

Comme déjà relevé sous le commentaire de l'Avenant à la Convention conclue avec la Belgique, le Projet ne prévoit pas les modalités pratiques de calcul du seuil de 29 jours. Il serait, de l'avis de la Chambre de Commerce, judicieux, afin d'éviter des difficultés pratiques lors de la détermination de ce seuil, que la France et le Luxembourg clarifient par voie protocolaire la méthode de calcul et la composition desdits jours, à l'instar de l'accord amiable portant sur l'article 10, paragraphe 1^{er} de la Convention conclue entre l'Allemagne et le Luxembourg.

2. Imputabilité de l'impôt

La Chambre de Commerce attire l'attention sur le système de crédit d'impôt introduit à l'article 22 de la CPDI Fr-Lux. Cet article introduit en effet un double mécanisme de crédit d'impôt : d'une part le **crédit d'impôt réel**, c'est-à-dire correspondant à l'impôt effectivement payé au Luxembourg (article 22, paragraphe 1^{er}, lettre a) applicable aux revenus imposables tant au Luxembourg qu'en France, et d'autre part un **crédit d'impôt équivalent à l'impôt français** (article 22, paragraphe 1^{er}, lettre b) applicable aux revenus exclusivement imposables au Luxembourg.

En premier lieu, afin d'éviter toute erreur d'interprétation et d'apporter la sécurité juridique nécessaire aux contribuables, il semble indispensable à la Chambre de Commerce de préciser à quelles dispositions de cette convention l'un et l'autre desdits crédits d'impôt trouvent à s'appliquer (en s'inspirant par exemple de nombreuses autres conventions fiscales conclues par la France qui incluent une référence précise aux articles des conventions en question couverts par l'une ou l'autre méthode de crédit d'impôt).

Dans l'hypothèse où le crédit d'impôt réel trouverait à s'appliquer aux revenus d'emploi, la situation économique des employés frontaliers français risquerait d'évoluer du fait du nouveau barème d'imposition auquel ils seraient soumis et qui pourrait être plus ou moins favorable en fonction de leur niveau de rémunération et en fonction de la situation familiale spécifique. Les entreprises luxembourgeoises risqueraient donc de se retrouver en position de devoir renégocier la rémunération de certains employés afin que leur niveau de revenu ne soit pas impacté par la CPDI Fr-Lux. Cette situation pourrait s'aggraver compte tenu de l'article 2 de la CPDI Fr-Lux qui inclut dans le champ d'application matériel du côté français non seulement l'impôt sur le revenu mais également les prélèvements sociaux (actuellement 8% sur les salaires). L'application combinée de l'article 22, paragraphe 1 a) qui prévoit la méthode du crédit d'impôt pour l'élimination de la double imposition et de l'article 2 pourrait signifier que les frontaliers seraient soumis à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux en France – à supposer que ceux-ci soient maintenus, desquels ils déduiraient l'impôt sur le revenu luxembourgeois. Ils auront sans doute dans la grande majorité des cas des impôts supplémentaires à payer en France.

3. Compatibilité avec le prélèvement à la source français

A partir du 1^{er} janvier 2019, la France a mis en place le prélèvement à la source pour les revenus salariés des résidents de France. L'employeur luxembourgeois pourrait dès lors en principe devoir s'acquitter du paiement de l'impôt correspondant aux jours de travail effectués en France à l'administration fiscale française lorsque le seuil des 29 jours est excédé. La Chambre de Commerce s'interroge, là encore, comment, en pratique, une telle retenue à la source pourrait s'appliquer à ces situations.

b. Remarques propres au secteur du transport routier

Grand oublié de la convention modifiée de 1958, le transport routier, est en effet une fois de plus laissé pour compte dans cette nouvelle convention malgré les demandes du secteur restées lettre morte, en contradiction apparente avec la volonté affichée des gouvernements successifs de promouvoir et développer la logistique au niveau national.

La Chambre de Commerce note la vive inquiétude du secteur face à l'étranglement administratif des entreprises lié notamment aux réglementations mais également et de surcroît face à des difficultés patentées de recrutement. Dans le secteur du transport routier aussi, le personnel qualifié se fait rare : les vocations ne sont plus au rendez-vous. Tout ceci nécessite d'aller chercher la main d'oeuvre dans les pays frontaliers, voire plus loin.

Il appert que le sujet a pourtant été traité par la convention conclue entre la Belgique et la France, de même que dans celle conclue entre le Luxembourg et le Kosovo, qui écarte toute imposition combinée et simplifie grandement la problématique. Elle prévoit ainsi qu'un résident belge qui travaille pour un employeur français est taxé en France en tant qu'État d'établissement pour le transport effectué sur le territoire des deux États. La même règle s'applique *mutatis mutandis* dans la situation inverse. Le transport routier devrait être envisagé comme le transport fluvial, ferroviaire et aérien dans le cadre du trafic international de la convention sous étude, ce qui l'exempterait de la condition des 183 jours.

En conséquence, la Chambre de Commerce demande à ce qu'une modification de l'article 14 paragraphe 3 CPDI Fr-Lux comme suit soit négociée le plus rapidement possible :

« 3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire, d'un aéronef, **d'un véhicule routier** ou d'un véhicule ferroviaire exploité en trafic international, sont imposables dans l'État contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé ».

4. Sur les pensions visées à l'article 17 CPDI Fr-Lux

L'article 17 CPDI Fr-Lux prévoit que :

« Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 18, les pensions et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat. »

La Chambre de Commerce comprend de ce qui précède que le principe existant n'a pas été modifié, à savoir l'imposition des pensions (notamment le 2ème pilier) dans le pays de résidence, à l'exception de celles payées en vertu de la législation sur la sécurité sociale (notamment le 1^{er} pilier) qui sont, quant à elles, imposables dans l'État de la source.

Cette situation n'est pas sans générer certains problèmes qui suivent :

1. Double imposition des pensions du 2ème pilier

En ce qui concerne les pensions du 2ème pilier (plan de pension mis en place au sein d'une entreprise au profit de ses employés), une imposition existe au Luxembourg à l'entrée de ce plan. La Chambre de Commerce met dès lors en garde contre une double imposition qui pourrait intervenir à la sortie du plan en ce qui concerne en particulier les résidents français travaillant pour un employeur luxembourgeois.

Les contributions effectuées par un employeur constituent un avantage en nature et devraient être qualifiées à ce titre de revenu salarié au sens de l'article 14 de la Convention. Si l'activité salariée est exercée au Luxembourg, alors, le droit d'imposition de ces contributions appartient au Luxembourg.

Par la suite, au moment du paiement des prestations, si le bénéficiaire est résident fiscal français, alors, l'article 17 traitant des « pensions [...] payées au titre d'un emploi antérieur » s'applique. Cet article prévoit que seul le pays de résidence, la France, aurait le droit d'imposer la prestation. Même si, la contribution employeur et le versement de la prestation ont des qualifications juridiques distinctes, il n'en reste pas moins qu'un même revenu est imposé effectivement au Luxembourg (contributions) et en France (prestation). En effet, la loi luxembourgeoise modifiée du 8 juin 1999 relative aux régimes

complémentaires de pension prévoit l'imposition des contributions versées par l'employeur pour financer les pensions complémentaires au bénéfice de ses salariés. Cet impôt appliqué sur la contribution est libératoire. En contrepartie, la prestation est exemptée de toute imposition. Contrairement à cela, la plupart des pays de l'OCDE, dont la France, ont choisi d'imposer ce type de prestations au moment de leur paiement. A cause de cette différence entre l'approche luxembourgeoise et française, une double imposition apparaît: à l'entrée sur les contributions payées par l'employeur (au Luxembourg) et au moment du paiement de la pension (en France).

Afin d'éviter cette double imposition, les conventions conclues par le Luxembourg avec les autres pays voisins (comme la Belgique et l'Allemagne) prévoient une dérogation à la règle générale de taxation des revenus de pensions dans l'état de résidence pour les prestations relevant des contributions qui ont été soumis à l'imposition au Luxembourg. Dans cette situation, les prestations sont exonérées d'impôt dans le pays de résidence. Toutefois, cette exonération ne limite pas le droit du pays de résidence de prendre en compte, dans la détermination du taux de ses impôts, les revenus exemptés. La Chambre de Commerce estime qu'il serait judicieux que le Luxembourg et la France s'alignent sur la position adoptée dans la Convention conclue avec la Belgique et avec l'Allemagne en imposant les pensions du 2ème pilier dans l'Etat de la source.

De manière similaire aux revenus qui sont imposables uniquement au Luxembourg, l'impôt français pourrait être calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt français correspondant à ce revenu. Actuellement, la CPDI Fr-Lux prévoit cette méthode uniquement dans le cas où le revenu ou la fortune possédée par un résident fiscal français est imposable uniquement au Luxembourg. Le cas des pensions complémentaires étant particulier (bien que non marginal), il serait souhaitable que le législateur prenne en considération la possibilité de mettre en place un tel crédit d'impôt comprenant les impôts payés au cours des exercices antérieurs (i.e. pendant les périodes de contributions) et qu'un protocole précise les modalités d'application de ce crédit.

2. La situation des indépendants

Par ailleurs, il semble que l'article 17 CPDI Fr-Lux s'applique pour les salariés mais le Projet ne mentionne pas le cas des indépendants. La Chambre de Commerce demande donc de les inclure dans un régime adapté. Elle n'a de cesse de le demander car leur situation, bien qu'elle se soit améliorée au cours de ces dernières années, n'est pas encore suffisamment reconnue à ses yeux¹⁶.

5. Sur l'élimination des doubles impositions visée à l'article 22 CPDI Fr-Lux

La Chambre de Commerce comprend que le Projet prévoit la méthode du crédit d'impôt en France comme méthode d'élimination de la double imposition. Ainsi, les revenus imposables au Luxembourg seront également imposables en France et l'impôt luxembourgeois constituera un crédit d'impôt.

Dans l'hypothèse où le crédit d'impôt réel visé à l'article 22, paragraphe 1^{er}, lettre a) s'appliquerait¹⁷, suivant l'art. 22, paragraphe 1^{er}, lettre d) CPDI Fr-Lux, seul l'impôt sur le revenu luxembourgeois dû à titre définitif pourra être crédité sur l'impôt français. Cela signifie pour les frontaliers remettant des déclarations que la procédure d'imposition au Luxembourg devra être très significativement accélérée. Compte tenu des particularités de l'imposition par voie d'assiette au Luxembourg (pas toujours obligatoire) et des dispositions spécifiques qui touchent les frontaliers depuis cette année (régime d'assimilation exigeant la remise d'une déclaration vs. régime de base selon lequel la déclaration n'est pas toujours obligatoire), cette précision soulève la délicate question de la preuve du caractère définitif de l'impôt. Accessoirement elle soulève la question de la formation des agents du fisc français aux arcanes des obligations déclaratives luxembourgeoises.

¹⁶ Voir notamment les avis de la Chambre de Commerce n°4671 du 11 octobre 2016 et n°4807 du 12 juillet 2017.

¹⁷ Comme expliqué supra, uniquement applicable dans l'hypothèse où le crédit d'impôt réel visé à l'article 22, paragraphe 1^{er}, lettre a) s'applique aux revenus faisant l'objet d'une imposition par voie d'assiette au Luxembourg, mais non applicable si le crédit d'impôt équivalent à l'impôt français de l'article 22, paragraphe 1^{er}, lettre b est visé.

6. Sur l'immixtion des règles françaises anti-abus visées au paragraphe 7 du Protocole

Le paragraphe 7 du Protocole prévoit que la France pourra appliquer une série d'articles du Code Général des Impôts français quelles que soient les dispositions de la CPDI Fr-Lux¹⁸. Ces articles prévoient différentes règles que l'on peut qualifier d'« anti-abus » notamment lorsque la situation de l'assujéti présente des éléments d'extranéité.

La Chambre de Commerce n'a pas à se prononcer quant au principe de la hiérarchie des normes qui veut que les traités internationaux prévalent sur les dispositions légales nationales¹⁹, qui, pour le surplus, risquent d'évoluer dans le temps. En revanche, elle peut utilement faire valoir que le paragraphe 7 du Protocole va à l'encontre de l'objectif même d'unification des règles de réciprocité qui gouvernent toute négociation de convention internationale, dont les conventions de non-double imposition.

La Chambre de Commerce regrette un tel empiètement sur la souveraineté en matière fiscale.

Au surplus, la mise en oeuvre pratique d'une telle disposition serait hasardeuse. Aussi bien l'administration que le juge luxembourgeois pourraient se voir contraints de prendre des décisions relative à la fiscalité sur la seule base du droit français et selon le bon vouloir de l'Etat français.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce ne peut marquer son accord sur le projet de loi que sous réserve de la prise en compte de ses remarques.

18 Articles 115 *quinquies*, 123 bis, 155 A, 209 B, 212, 238 A et 238-0 A du CGI.

19 Cette prévalence est prévue aussi bien à l'article 55 de la Constitution française que dans la jurisprudence du Conseil d'Etat luxembourgeois dans son arrêt du 28 juillet 1951.

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7390/02

N° 7390²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

portant approbation

- 1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;
- 2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;
- 3° de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;
- 4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(26.3.2019)

Par dépêche du 5 décembre 2018, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et européennes.

Au texte du projet de loi proprement dit étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche d'évaluation d'impact et une fiche financière ainsi que les différents textes du protocole, de l'avenant et des conventions à approuver.

L'avis de la Chambre de commerce a été communiqué au Conseil d'État par dépêche du 13 mars 2019.

*

CONSIDERATIONS GENERALES

Le projet de loi sous examen a pour objet l'approbation du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997, de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009, la « Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ainsi que la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018.

Dans l'exposé des motifs, le Gouvernement indique que le projet de loi sous examen confirme les efforts qu'il a effectués ces dernières années en vue de compléter et d'améliorer progressivement le réseau de conventions fiscales. Il précise que l'objet de telles conventions fiscales est l'élimination de la double imposition juridique, et que la conclusion de tels accords est indispensable au bon développement des relations économiques bilatérales, de même qu'elle favorise les échanges de biens et de services ainsi que les mouvements de capitaux, de technologie et de personnes.

Pour ce qui est du protocole avec l'Ouzbékistan, l'exposé des motifs précise qu'il a pour objet de mettre la convention fiscale en conformité avec les exigences de l'OCDE en matière d'échange de renseignements et les standards minima prévus par les travaux sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS selon l'acronyme anglais¹).

L'avenant avec la Belgique a pour but de remplacer le paragraphe 8 du protocole final de la convention fiscale belgo-luxembourgeoise, de sorte que l'accord amiable du 16 mars 2015 conclu sur base du paragraphe 3 de l'article 25 de cette convention et concernant le traitement fiscal des professions dépendantes fait désormais partie intégrante de la convention en question.

Concernant la convention et le protocole y relatif avec le Kosovo, le Gouvernement indique que le Kosovo fut le premier bénéficiaire du soutien de la coopération luxembourgeoise dans les Balkans. Après le conflit de 1999, le Luxembourg s'y est, dans un premier temps, focalisé sur l'aide humanitaire et la reconstruction, qui ont ensuite, à partir de 2001, laissé la place à des programmes de coopération au développement. La conclusion d'une convention contre les doubles impositions avec le Kosovo n'est donc que la conséquence logique de l'engagement du Luxembourg depuis 1999.

Le Gouvernement précise encore, pour ce qui est de la convention entre le Luxembourg et la France, qu'une modernisation générale s'imposait afin de tenir compte de l'évolution des standards de la fiscalité internationale qui résultent des travaux de l'OCDE sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS).

*

EXAMEN DES ARTICLES

Les articles 1^{er} à 4 de la loi en projet reprennent les actes soumis à approbation.

Le commentaire des articles se structure par conséquent autour de chaque acte signé avec chaque État contractant. Ces actes devenant applicables comme tels dans l'ordre juridique national, un examen des articles qu'ils comportent ne s'impose pas.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 20 votants, le 26 mars 2019.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Georges WIVENES

¹ *Base Erosion and Profit Shifting.*

7390/03

N° 7390³**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

portant approbation

- 1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;
- 2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;
- 3° de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;
- 4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES SALARIES

(28.3.2019)

Par lettre du 13 décembre 2018, réf. : ST2018012, le ministère des Affaires étrangères et européennes a soumis à l'avis de la Chambre des salariés (CSL) le projet de loi sous rubrique.

1. L'objet du projet de loi sous avis est d'approuver les conventions fiscales avec la France et le Kosovo, ainsi que l'avenant avec la Belgique et le protocole avec l'Ouzbékistan.

*

1. OUZBEKISTAN ET KOSOVO

2. Le protocole avec l'Ouzbékistan a pour objet de mettre la convention fiscale en conformité avec les exigences de l'OCDE en matière d'échange de renseignements et les standards minima prévus par

les travaux BEPS (*Base erosion and profit shifting*, érosion de la base d'imposition et transfert de bénéfices) relatifs aux conventions fiscales.

3. D'après l'exposé des motifs du projet de loi sous avis, la conclusion d'une convention contre les doubles impositions avec le Kosovo est la conséquence logique de l'engagement du Luxembourg depuis 1999. Le Kosovo est le premier bénéficiaire du soutien de la coopération luxembourgeoise dans les Balkans. La convention modèle de l'OCDE dans sa dernière version a servi de base pour les discussions relatives à la conclusion de cette convention.

4. Pour les nombreux travailleurs frontaliers belges et français qui viennent travailler au Luxembourg, l'avenant à la convention fiscale belgo-luxembourgeoise et la nouvelle convention entre le Luxembourg et la France revêtent probablement un intérêt plus particulier.

*

2. BELGIQUE

5. L'article I de l'avenant remplace le paragraphe 8 du protocole final de la convention.

6. Le nouveau paragraphe 8 dispose au point 1° que les principes figurant dans les commentaires relatifs à l'article 15 du modèle de l'OCDE s'appliquent. Il en résulte qu'au sens des paragraphes 1er et 2 de l'article 15 de la convention fiscale, un emploi salarié est exercé dans l'autre État contractant lorsque l'activité en raison de laquelle les salaires, traitements et autres rémunérations sont payés est effectivement exercée dans cet autre État, c'est-à-dire lorsque le salarié est physiquement présent dans cet autre État pour y exercer cette activité. Le critère de la présence physique figurait déjà dans l'ancienne version du protocole, de sorte qu'il n'y a pas de changement.

7. Le fait nouveau est que le point 2° déroge à ce principe en stipulant qu'un résident d'un État contractant qui exerce un emploi dans l'autre État contractant et qui, au cours d'une période imposable, est physiquement présent dans le premier État et/ou dans un État tiers pour y exercer un emploi durant une ou des périodes n'excédant pas au total 24 jours ouvrables, est considéré comme exerçant effectivement son emploi dans l'autre État contractant durant toute la période imposable.

8. Cette disposition ne s'applique pas lorsqu'une convention préventive de la double imposition conclue par un des deux États contractants avec un État tiers permet à cet État tiers d'imposer les rémunérations que le résident reçoit au titre de l'emploi exercé dans cet État tiers.

9. Par conséquent, un résident de la Belgique qui travaille pour un employeur luxembourgeois et qui exerce son activité salariale partiellement en dehors du Luxembourg c'est-à-dire soit en Belgique, soit dans un État tiers, pour une période n'excédant pas au total 24 jours au courant d'une année d'imposition, reste imposable au Luxembourg sur l'intégralité de son salaire reçu pour l'année en question.

10. L'article II retient que l'avenant est applicable aux salaires, traitements et autres rémunérations relatifs à des périodes imposables prenant cours à partir du 1er janvier 2015.

11. Ainsi est repris dans la convention la décision commune des gouvernements belge et luxembourgeois du 5 février 2015 (Gaichel VIII) d'instaurer un seuil de tolérance de 24 jours à partir du 1^{er} janvier 2015 par le biais d'un accord amiable, seuil à confirmer juridiquement (avec effet rétroactif) par un avenant modifiant la convention préventive de la double imposition du 17 septembre 1970 entre la Belgique et le Luxembourg.

12. Notre chambre regrette que le texte ne prévoie pas de précisions sur la méthode de la répartition des jours, voire des heures de travail d'un salarié frontalier travaillant dans les deux pays. Le protocole aurait pu s'inspirer de l'accord entre le Luxembourg et l'Allemagne qui règle précisément cette répartition pour les salariés frontaliers résidant en Allemagne et travaillant au Luxembourg¹.

¹ Besteuerung von Grenzpendlern nach Luxemburg; Verständigungsvereinbarung zwischen der Bundesrepublik Deutschland und dem Großherzogtum Luxemburg vom 26. Mai 2011

3. FRANCE

13. Nous reprenons ci-dessous uniquement les dispositions susceptibles d'intéresser particulièrement les ressortissants de la Chambre des salariés.

3.1. Etablissement stable

14. **L'article 5** définit la notion de l'établissement stable. Cette notion est importante, étant donné qu'une partie importante des relations bilatérales est assurée par les entreprises commerciales. Or, les bénéfices d'une entreprise d'un État contractant ne sont imposables dans l'autre État contractant que si cette entreprise exerce son activité dans l'autre État contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Le paragraphe 3 de l'article 5 reprend les modalités contenues dans la convention modèle de l'OCDE en fixant à douze mois la période à partir de laquelle un chantier de construction ou de montage constitue un établissement stable.

3.2. Revenus immobiliers

15. **L'article 6** traite l'imposition des revenus immobiliers. Il accorde le droit d'imposer le revenu des biens immobiliers à l'État de la source, c'est-à-dire à l'État sur le territoire duquel est situé le bien immobilier qui produit le revenu. Les biens immobiliers sont définis par rapport à la législation de l'État où ils sont situés.

3.3. Salaires

16. **L'article 14** reprend les lignes directrices préconisées par la convention modèle de l'OCDE pour l'imposition des revenus provenant d'activités salariées. Cet article retient tout d'abord au paragraphe 1er que les revenus provenant d'activités salariées ne sont imposables que dans l'État de résidence du salarié. Toutefois, si l'activité salariée est exercée dans l'autre État, ces revenus sont imposables dans cet autre État, donc celui où l'emploi salarié est effectivement exercé.

16bis. La Chambre des salariés estime que le 1^{er} paragraphe de l'article 14 est formulé d'une façon très alambiquée. Le texte est le suivant : « ...les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat. »

16ter. Ce libellé cause notamment des difficultés d'interprétation à travers l'article 22 sur l'élimination des doubles impositions, le point 1a) de l'article 22 se référant à des revenus qui sont imposables dans l'autre Etat contractant et le point 1b) du même article traitant les revenus qui ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant.

16quater. S'agissant d'une convention bilatérale entre la France et le Luxembourg, il aurait été préférable de nommer explicitement les deux pays dans ce paragraphe au lieu de parler d'« Etats contractants ».

16quinquies. Plus fondamentalement, notre chambre estime que c'est le point 1b) de l'article 22 qui devrait s'appliquer aux salaires et traitements que les travailleurs frontaliers français touchent au Luxembourg. De cette manière, ils pourraient bénéficier de la déduction du crédit d'impôt équivalent à l'impôt français sur ces revenus. Il n'y aurait pas d'augmentation de la charge fiscale par rapport à la situation actuelle.

17. Le paragraphe 2 comporte toutefois une exception générale à la règle posée au paragraphe 1er en décrétant que, même si l'activité est exercée dans un État contractant, l'autre État, c'est-à-dire celui de la résidence, garde néanmoins le droit d'imposition pour les séjours de courte durée dans l'État de l'exercice.

18. Il est important de retenir que le point 3 du Protocole relatif à la convention prévoit une différence majeure par rapport à la convention modèle de l'OCDE. Il introduit un seuil de 29 jours par

dérogation au paragraphe 1er de l'article 14 au-dessous duquel l'État de résidence renonce à imposer des rémunérations qui sont liées à une activité exercée sur son territoire ou le territoire d'un État tiers. En d'autres termes, un salarié qui est un résident de la France et qui exerce habituellement son activité salariée au Luxembourg pour un employeur du Luxembourg restera imposable au Luxembourg même si ce salarié sera amené à exercer son emploi ponctuellement en France ou dans un État tiers, mais ne dépassant pas le seuil de 29 jours.

19. Le seuil de tolérance de 29 jours s'applique sous réserve de toute disposition contraire figurant dans une convention préventive de la double imposition conclue par un des deux États contractants avec un État tiers. Lorsque le seuil des 29 jours est dépassé, seules les règles générales des paragraphes 1er et 2 sont applicables.

20. Un tel seuil de tolérance s'élève à 19 jours dans le cadre de la convention conclue avec l'Allemagne et à 24 jours pour ce qui est de la convention conclue avec la Belgique.

21. La Chambre des salariés regrette que la convention ou le protocole y relatif ne contienne pas de dispositions relatives au traitement fiscal des revenus des chauffeurs professionnels. En effet, ceux-ci exercent parfois leur activité dans plusieurs États différents, ce qui peut être à l'origine de conflits entre les États pour ce qui est du droit d'imposition de leurs salaires.

22. Notre Chambre rappelle qu'il existe en effet un accord avec l'Allemagne relatif au traitement fiscal des revenus des chauffeurs professionnels : *Deutsch-luxemburgisches Doppelbesteuerungsabkommen (DBA-LUX); Verständigungsvereinbarung über die steuerliche Behandlung von Berufskraftfahrern; Erweiterung der Verständigungsvereinbarung auf Lokomotivführer und Begleitpersonal* (7 septembre 2011).

23. En outre, par analogie à son commentaire relatif à l'avenant conclu avec la Belgique (voir ci-dessus), notre chambre regrette que le texte ne prévoie pas de précisions sur la méthode de la répartition des jours, voire des heures de travail d'un salarié frontalier travaillant dans les deux pays. Le protocole aurait pu s'inspirer de l'accord entre le Luxembourg et l'Allemagne qui règle précisément cette répartition pour les salariés frontaliers résidant en Allemagne et travaillant au Luxembourg².

3.4. Pensions

24. **L'article 17** régleme[n]te le droit d'imposition des pensions. En ce qui concerne les pensions du secteur privé, payées en vertu d'un emploi antérieur, visées au paragraphe 1er de l'article 17, un droit d'imposition exclusif est attribué à l'État de résidence du bénéficiaire.

25. Le paragraphe 2 de l'article 17 déroge à cette règle prévue au paragraphe 1er en stipulant que les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale ne sont imposables que dans l'État de la source. Contrairement à la position française (imposition dans l'État de résidence), le Luxembourg revendique dans ses conventions une imposition dans l'État de la source. Dans le cadre du compromis trouvé, la France a accepté l'approche du Luxembourg. Au niveau de l'imposition des pensions payées en application de la législation sur la sécurité sociale, il n'y aura donc pas de changement par rapport à l'ancienne convention.

26. Des incertitudes existent toutefois en ce qui concerne les pensions complémentaires d'entreprise (2e pilier), où il existe une imposition à l'entrée au Luxembourg. Ces pensions complémentaires seront-elles aussi imposées exclusivement au Luxembourg, ou tombent-elles sous l'application des dispositions de l'imputation en France ? Dans ce cas, l'impôt forfaitaire de 20% retenu à la source à l'entrée sera-t-il imputé sur l'impôt payable en France ?

² Besteuerung von Grenzpendlern nach Luxemburg; Verständigungsvereinbarung zwischen der Bundesrepublik Deutschland und dem Großherzogtum Luxemburg vom 26. Mai 2011

27. La CSL est en tout cas d'avis que l'article 17.2. de la convention devrait s'appliquer également pour les pensions complémentaires du 2er pilier : « les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat ».

28. En effet, la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension relève de la Sécurité sociale. L'article 29 de cette loi dispose que « ...les attributions de l'autorité compétente prévue par la présente loi sont exercées par l'inspection générale de la sécurité sociale ».

29. Afin d'éliminer toutes difficultés d'interprétation, notre Chambre estime nécessaire de préciser dans la convention que les pensions complémentaires d'entreprise, pour lesquelles il existe une imposition à l'entrée, sont imposables dans l'Etat de la source, à l'instar de ce qui a été retenu dans les conventions avec l'Allemagne et la Belgique.

3.5. Etudiants, apprentis et stagiaires

30. L'article 19 permet, conformément au modèle de l'OCDE, d'exonérer les étudiants, les apprentis et les stagiaires dans l'Etat où ils séjournent sous certaines conditions. Cet article prévoit donc de ne pas imposer dans l'Etat où séjournent les étudiants les sommes qu'ils reçoivent afin de couvrir leurs frais d'entretien, d'études ou de formation. D'après les dispositions du point 4 du Protocole, le terme « apprenti » comprend en ce qui concerne le Luxembourg un service volontaire des jeunes tel que défini par la loi luxembourgeoise du 31 octobre 2007 modifiée, ou toute autre disposition identique ou analogue qui entrerait en vigueur après la date de signature de la convention sous avis.

3.6. Elimination des doubles impositions

31. L'article 22 de la convention a pour objet principal de supprimer les doubles impositions possibles entre l'Etat de la résidence et l'Etat de la source. La convention modèle de l'OCDE propose à ce sujet deux méthodes pour l'élimination des doubles impositions. La première méthode est celle de l'exemption des revenus ou de la fortune et la deuxième est celle de l'imputation.

a. Au Luxembourg

32. Le Luxembourg applique dans ses conventions une combinaison des deux méthodes.

33. Au niveau des dispositions pour éliminer la double imposition, le Luxembourg a choisi la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité pour éviter la double imposition. Cette méthode consiste à exonérer de l'impôt luxembourgeois les revenus et la fortune imposables en France (salaires, revenus immobiliers), mais à en tenir compte pour calculer le taux d'impôt applicable aux revenus et à la fortune qui sont imposables au Luxembourg.

34. En ce qui concerne les dividendes et les redevances dont le droit d'imposition est, aux termes des articles 10 et 12, partagé entre l'Etat d'où proviennent les revenus et l'Etat dont le bénéficiaire est un résident, le Luxembourg applique pour cette catégorie de revenus la méthode de l'imputation.

35. Il en est de même pour les revenus des artistes, sportifs et mannequins visés à l'article 16.

36. Cette méthode consiste à intégrer ces revenus de source étrangère dans la base d'imposition luxembourgeoise, mais à déduire de l'impôt luxembourgeois l'impôt payé sur ces revenus en France. La déduction ne peut toutefois pas dépasser l'impôt luxembourgeois relatif à ces revenus.

b. En France

37. La France a opté à l'alinéa a) du paragraphe 1er de l'article 22 pour la méthode de l'imputation en ce qui concerne le revenu reçu ou la fortune possédée par un résident de France qui est imposable au Luxembourg conformément aux dispositions de la convention. La France déduit donc de l'impôt français le montant de l'impôt payé au Luxembourg. Ce crédit d'impôt ne peut toutefois excéder le montant de l'impôt français correspondant à ce revenu ou à cette fortune.

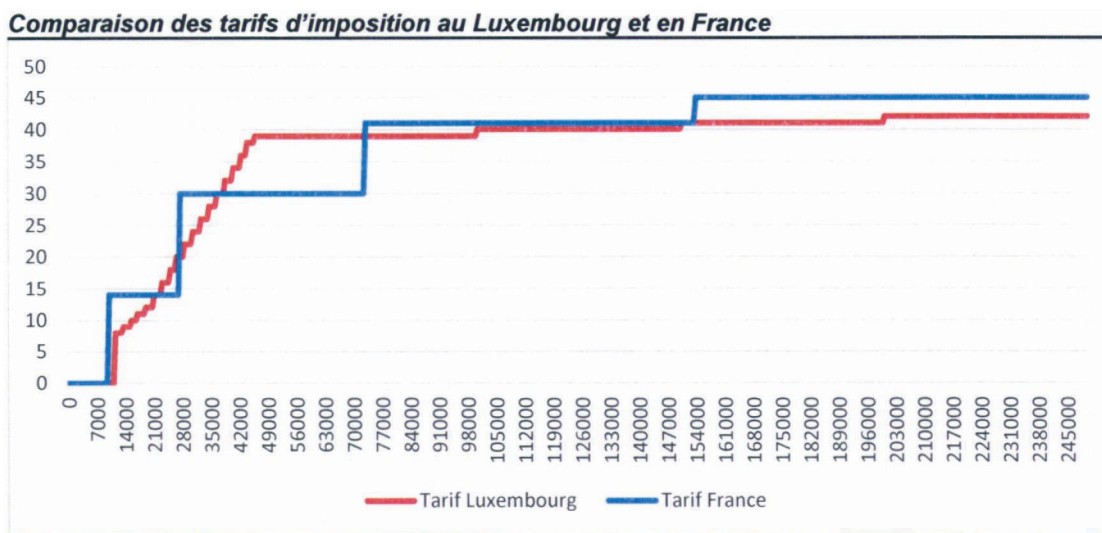
38. La France applique par contre la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité sous une autre forme pour le revenu reçu ou la fortune possédée par un résident de France **qui n'est imposable qu'au Luxembourg** conformément aux dispositions de la convention.

39. Dans ce cas, l'alinéa b) du paragraphe 1er prévoit que le revenu ou la fortune est également imposable en France mais la France doit accorder **un crédit d'impôt qui est égal au montant de l'impôt français** correspondant à ce revenu ou à cette fortune. Ce crédit d'impôt n'est cependant pas accordé lorsque le revenu ou la fortune n'est pas effectivement soumis à l'impôt au Luxembourg.

40. La question essentielle, en ce qui concerne l'imposition des salaires des frontaliers français travaillant au Luxembourg, est donc de savoir de quel crédit d'impôt ils bénéficient, le crédit d'impôt égal à l'impôt luxembourgeois (article 22.1a)) ou le crédit d'impôt égal à l'impôt français (article 22.1b)).

41. Cette distinction est très importante, étant donné que les tarifs d'imposition français et luxembourgeois sont très différents. Comme le montre le graphique qui suit, la France applique **uniquement 5 taux d'imposition marginaux avec 5 tranches de revenus**, alors que le tarif luxembourgeois comprend 23 tranches.

Comparaison des tarifs d'imposition au Luxembourg et en France



42. En outre, il existe dans les deux pays des crédits d'impôt ou des réductions forfaitaires d'impôt sur les bas revenus, ce qui a également un impact non négligeable sur les revenus.

43. Ajoutons encore que la France applique un quotient familial en fonction des personnes à charge alors que le Luxembourg a opté pour la neutralité de l'impôt en matière de politique familiale, les aides aux familles s'opérant par la voie des transferts sociaux (allocations familiales).

44. D'autre part, la Chambre des salariés rappelle que la réforme fiscale luxembourgeoise du 23 décembre 2016 a déjà opéré, à partir de l'année d'imposition 2018, un changement dans l'imposition des contribuables non résidents mariés.

45. Ainsi, le travailleur frontalier marié résidant en France et travaillant au Luxembourg ne peut plus nécessairement bénéficier de la classe d'impôt 2, sauf s'il réalise au moins 90% de ses revenus au Luxembourg ou si les revenus non luxembourgeois n'excèdent pas 13.000 EUR. Dans ce cas, il peut demander l'assimilation par la voie de l'article 157ter L.I.R. Sinon, il est imposé plus lourdement qu'auparavant, puisque ses revenus sont imposés soit au taux moyen, si le revenu de son conjoint est pris en compte, soit dans la classe 1.

46. Du fait que la France adopte le système de l'imputation, il se peut fort bien que le travailleur en question doive encore payer un supplément d'impôt en France, et que sa situation financière se dégrade encore une fois en conséquence.

47. La CSL regrette ces changements continuels en matière d'imposition des travailleurs salariés frontaliers. Ces travailleurs ont organisé leur vie et planifié leurs dépenses en fonction d'une certaine expectative de revenus disponibles. Si les règles d'imposition changent en permanence dans un sens défavorable, les salariés et leurs familles risquent de se trouver face à de lourdes difficultés financières. Notre chambre demande d'accorder à ces contribuables souvent peu fortunés la même prévisibilité en matière d'impôt que celle réservée aux entreprises et contribuables physiques autrement mieux lotis.

Exemple 1 :³

Prenons le cas d'un travailleur frontalier résidant en France et travaillant au Luxembourg. Son salaire touché au Luxembourg est son seul revenu.

D'après notre interprétation de la convention, l'article 22.1b) devrait éviter la double imposition.

Salaire annuel au Luxembourg : 40.000 EUR.

Le travailleur frontalier paye 5.414 EUR d'impôts au Luxembourg, ce qui correspond à un taux moyen de 12,65%. Dans ce cas il est (théoriquement) également imposable en France. Mais, le résident de France a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal au montant de l'impôt français correspondant au salaire annuel imposable au Luxembourg.

Sur son salaire imposable de 40.000 EUR, le salarié payerait un impôt de 6.202 EUR en France (taux moyen de 15,5%)

En cas d'application de **l'article 22.1b)**, le salarié n'aurait pas d'impôt à payer en France, il bénéficierait d'un crédit d'impôt équivalent à l'impôt français de 6.202 EUR.

En cas d'application de **l'article 22.1a)**, il aurait droit au crédit d'impôt luxembourgeois et devrait payer encore un supplément d'impôt de 788 EUR (6.202-5.414) en France.

Exemple 2 :

Supposons maintenant que le travailleur frontalier aurait, à côté de son salaire au Luxembourg, un revenu locatif de 10.000 EUR en France.

Sous le système de **l'exemption avec réserve de progressivité**, son impôt à payer en France serait calculé de la manière suivante :

L'impôt relatif au revenu imposable de 50.000 EUR (10.000+40.000) serait de 9.202 EUR, ce qui correspond à un taux moyen de 18,40%.

Ce taux est appliqué au revenu français et l'impôt à payer en France serait de 10.000 x 18,40%=1.840 EUR.

Au Luxembourg, il est redevable d'un impôt de 5.414 EUR sur son salaire.

Impôt total à payer : 5.414+1.840=7.254 EUR.

La nouvelle convention prévoit maintenant la **méthode de l'imputation**.

En cas d'application de **l'article 22.1a)**, le crédit d'impôt serait égal à l'impôt luxembourgeois, et l'impôt à payer en France serait de 9.202-5.414=3.788 EUR

Impôt total à payer : 5.414 + 3.788 = 9.202 EUR

En cas d'application de **l'article 22.1b)**, le crédit d'impôt serait égal à l'impôt français sur le revenu du Luxembourg (40.000 EUR), et l'impôt à payer en France serait de 9.202-7.360 = 1.842 EUR

Impôt total à payer : 5.414 + 1.842 = 7.256 EUR

Dans notre exemple, la méthode de l'imputation est moins favorable que la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité, en cas d'application de l'article 22.1.a). Si l'ar-

³ Pour calculer les impôts, nous avons utilisé les simulateurs bforbank.com pour les impôts français et impotsdirects.public.lu pour les impôts luxembourgeois ; tarifs d'imposition de 2018

ticle 22.1 b) est appliqué, il n'y a pas de supplément d'impôt à payer par rapport à la situation actuelle (exonération avec réserve de progressivité).

Exemple 3 :

Les deux conjoints d'un couple marié sans enfant travaillent au Luxembourg. Chacun des deux touche un salaire imposable luxembourgeois de 25.000 EUR.

L'impôt à payer au Luxembourg est de 2.647 EUR.

L'impôt français à payer sur ce revenu de 50.000 EUR serait de 4.210 EUR.

Sous le système de **l'exemption avec réserve de progressivité**, il n'y a pas d'impôt à payer en France, puisque le couple ne dispose pas de revenus français.

Imputation avec application de l'article 22. 1a)

Le crédit d'impôt serait égal à l'impôt luxembourgeois, et l'impôt à payer en France serait de $4.210 - 2.647 = 1.563$ EUR.

Impôt total à payer : $2.647 + 1.563 = 4.210$ EUR

Imputation avec application de l'article 22. 1b)

En cas d'application de l'article 22.1b), le crédit d'impôt serait égal à l'impôt français sur le revenu du Luxembourg (50.000 EUR), et il n'y aurait pas d'impôt à payer en France ($4.210 - 4.210 = 0$ EUR).

Impôt total à payer : 2.647 EUR

Exemple 4 :

Couple de frontaliers français mariés sans enfant.

Le conjoint A touche un revenu imposable français de 30.000 EUR et une pension imposable luxembourgeoise de 15.000 EUR.

Le conjoint B touche un revenu imposable français de 15.000 EUR.

L'impôt sur la pension à payer au Luxembourg est de 1.303 EUR (il s'agit du taux moyen de 8,69% du revenu de 60.000 EUR applicable uniquement à la pension de 15.000 EUR, car le couple ne peut pas bénéficier de l'article 157ter).

Sur ses revenus français, le ménage paye un impôt de 3.510 EUR.

Exemption avec réserve de progressivité

L'impôt français relatif au revenu imposable de 60.000 EUR serait de 6.404 EUR, ce qui correspond à un taux moyen de 10,67%.

Ce taux est appliqué au revenu français et l'impôt à payer en France serait de $45.000 \times 10,67\% = 4.801$ EUR.

Au Luxembourg, A est redevable d'un impôt de 1.303 EUR sur sa pension.

Impôt total à payer : $4.801 + 1.303 = 6.104$ EUR.

Imputation avec application de l'article 22. 1a)

Le revenu de 60.000 EUR donne lieu à un impôt de 6.404 EUR en France.

De ce revenu, il faut déduire le crédit d'impôt correspondant à l'impôt payé au Luxembourg. L'article 22.1a) dispose que ce crédit d'impôt ne peut pas dépasser l'impôt français sur ce revenu. L'impôt français sur la pension serait de 10,84% de 15.000 EUR, soit 1.626 EUR. L'impôt luxembourgeois (1.303) ne dépasse donc pas ce montant et peut donc être déduit intégralement.

Impôt à payer en France : $6.404 - 1.303 = 5.101$ EUR

Impôt total à payer : $5.101 + 1.303 = 6.404$ EUR

Imputation avec application de l'article 22. 1b)

En cas d'application de l'article 22.1b), le crédit d'impôt serait égal à l'impôt français sur le revenu du Luxembourg (15.000 EUR), et l'impôt à payer en France serait de $6.404 - 1.626 = 4.778$ EUR

Impôt total à payer : $4.778 + 1.303 = 6.081$ EUR

Exemple 5 :

Notons toutefois que les règles d'imposition divergent proportionnellement moins en cas de revenus plus élevés. En effet, si le contribuable résidant en France touche un salaire de 150.000 EUR au Luxembourg et des revenus locatifs de 50.000 EUR en France, les montants relatifs des impôts à payer seraient les suivants :

Exemption avec réserve de progressivité : 69.026 EUR

Imputation du crédit d'impôt luxembourgeois (article 22.1a) : 69.837 EUR

Imputation du crédit d'impôt français (article 22.1b) : 69.043 EUR

Le système de l'exemption serait toujours plus favorable, mais il n'y aurait guère de différence avec l'application de l'article 22.1b) de la nouvelle convention. Toutefois, l'application de l'article 22.1a) entraînerait un supplément d'impôt en France de 811 EUR.

3.7. Conclusion

48. La nouvelle convention fiscale franco-luxembourgeoise risque d'être défavorable pour les résidents français touchant des revenus en provenance du Luxembourg en fonction de l'interprétation des dispositions évitant les doubles impositions contenues dans la convention.

49. Le passage de l'exonération avec réserve de progressivité à l'imputation pour éliminer les doubles impositions entraînera une augmentation de la charge fiscale pour ces contribuables, si l'article 22.1a) s'applique.

50. D'après la Chambre des salariés, l'article 22, en relation avec l'article 14 visant l'imposition des salaires, doit être interprété dans le sens d'une application du point 1b) sur l'imposition des salaires en provenance du Luxembourg.

51. En effet, si l'article 22.1a) s'applique, toute diminution de l'impôt au Luxembourg, notamment par l'octroi des crédits d'impôt salarié et salaire social minimum, serait neutralisée au niveau français, étant donné que la méthode de l'imputation vise à déduire de l'impôt français sur l'ensemble des revenus le crédit d'impôt égal à l'impôt luxembourgeois. Plus l'impôt luxembourgeois est faible, plus le complément d'impôt à payer en France est élevé.

52. En outre, il ne faut pas oublier que l'article 2 de la convention, définissant les impôts visés, inclut dans les impôts aussi les contributions sociales généralisées et les contributions pour le remboursement de la dette sociale, pour ce qui est de la France.

53. La CSL ne peut accepter que les frontaliers résidant en France et travaillant au Luxembourg seraient confrontés à une dégradation supplémentaire de leurs revenus disponibles, alors qu'ils ont déjà été lésés par la récente réforme fiscale luxembourgeoise, qui a renforcé les conditions d'accès à la classe d'impôt 2 pour les contribuables non résidents mariés.

54. La Chambre des salariés peut par conséquent uniquement donner son accord à la ratification de la convention fiscale franco-luxembourgeoise sous avis si les incertitudes visant l'imposition des résidents français sur leurs salaires et pensions en provenance du Luxembourg sont éliminées dans un sens qui leur est favorable.

La CSL demande au Gouvernement d'intervenir dans ce sens auprès des autorités françaises compétentes.

Luxembourg, le 28 mars 2019

Pour la Chambre des salariés,

Le Directeur,
Norbert TREMUTH

Le Directeur,
Sylvain HOFFMANN

Le Président,
Jean-Claude REDING

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7390/04

N° 7390⁴**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

portant approbation

- 1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;
- 2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;
- 3° de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;
- 4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

* * *

**AVIS DE LA CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES
ET EMPLOYES PUBLICS**

(4.4.2019)

Par dépêche du 13 décembre 2018, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.

Si, par le passé, c'était toujours le ministre des Finances qui avait demandé l'avis sur les projets de lois relatifs à des conventions fiscales, la formation du nouveau gouvernement a apporté un changement dans la mesure où le Ministère des Affaires étrangères et européennes s'est vu attribuer de nouvelles compétences. Ainsi, la Direction des Affaires européennes et des relations économiques internationales dudit Ministère „soutient le développement des relations bilatérales avec les pays de l'Europe et de l'Asie centrale, en étroite concertation avec les ministères concernés (...)“ et „assure la coordination des négociations des conventions internationales avec des pays tiers, en appui aux ministères compé-

tents, notamment dans les domaines de l'aviation, de la sécurité sociale, de la protection et promotion des investissements et de la non-double imposition“ (source: <https://maec.gouvernement.lu>).

La Chambre des fonctionnaires et employés publics approuve cette nouvelle coordination faïtière au niveau des Ministères concernés, alors qu'en pratique la division „*Relations internationales*“ de l'Administration des contributions directes est toujours compétente pour la négociation, l'élaboration et le suivi des conventions internationales contre les doubles impositions.

Concernant le protocole de modification de la convention avec l'Ouzbékistan, l'avenant à la convention avec la Belgique, la convention avec la République du Kosovo et la convention avec la République française, la Chambre n'entend pas commenter en détail les textes afférents.

Suite à l'adoption et la mise en oeuvre progressive des actions du plan BEPS de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), celles-ci doivent également être insérées dans les conventions bilatérales visant à éviter la double imposition de revenus entre deux États, toutes des conventions greffées sur la convention-modèle de l'OCDE. Dans le projet de loi sous avis, c'est le cas de la convention avec la France et de celle avec l'Ouzbékistan.

La convention fiscale avec le Kosovo est en quelque sorte la suite logique des programmes de coopération et de développement déployés par le Luxembourg dans ce pays depuis l'année 1999.

L'avenant à la convention avec la Belgique est destiné à insérer dans le texte de la convention un accord amiable conclu en 2015 et relatif au traitement fiscal des professions dépendantes, donc des salariés.

La nouvelle convention fiscale entre la France et le Luxembourg est sans doute la plus importante du projet de loi sous avis. D'après l'exposé des motifs accompagnant celui-ci, les négociations entre les représentants des deux États n'ont abouti que grâce à des compromis de part et d'autre. Si le Luxembourg a dû faire des concessions en matière de définition de l'établissement stable, „*la France a fait une ouverture*“ dans le domaine des organismes de placement collectif et a accepté l'approche luxembourgeoise concernant l'imposition des pensions. Conformément à l'action 7 du plan BEPS de l'OCDE, les précisions apportées à la convention entre le Luxembourg et la France ont pour objet d'éviter des abus, notamment au niveau des établissements stables que de grandes sociétés d'un État entretiennent dans l'autre État.

Mais la plus grande innovation de la nouvelle convention fiscale avec la France est sans doute le fait que la France abandonne la méthode de l'exonération des revenus luxembourgeois pour la remplacer par l'autre méthode permise par la convention-modèle de l'OCDE, à savoir l'imputation d'un crédit d'impôt. Concrètement, le revenu touché par un résident de France qui est imposable au Luxembourg devient également imposable en France. Dans ce cas, l'impôt payé au Luxembourg constitue un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français sans toutefois pouvoir excéder le montant de l'impôt français correspondant à ce revenu (pour éviter un remboursement).

De même, le revenu touché par un résident de France qui n'est imposable qu'au Luxembourg devient également imposable en France tout en bénéficiant d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt français correspondant à ce revenu. Or, c'est sur ce point que le bât blesse, car au lendemain de l'approbation de la nouvelle convention par l'Assemblée nationale à Paris, des commentaires ont surgi dans les médias pour fustiger la manoeuvre pouvant le cas échéant déclencher un impôt supplémentaire à payer en France, notamment en cas de bas salaires.

En règle générale, tout ce qui est déductible du revenu au Luxembourg pour déterminer la cote d'impôt peut avoir comme conséquence un crédit d'impôt imputable moins élevé et donc un impôt supplémentaire en France. Ainsi, les frais de déplacement, souvent accordés au montant maximum de 2.574 euros (26 unités d'éloignement), et le crédit d'impôt pour salariés, souvent doublé depuis la réforme fiscale de 2017 au Luxembourg, peuvent avoir pour conséquence un supplément d'impôt à payer par les résidents de France travaillant au Luxembourg. La Chambre des fonctionnaires et employés publics se doit de constater que, malheureusement, ce supplément est d'autant plus probable que le revenu en question est grosso modo inférieur à 40.000 euros. Pour les tranches de revenu plus élevées, le problème ne devrait pas se poser, étant donné que pour ces tranches, l'impôt luxembourgeois est plus élevé que l'impôt français.

Comme un certain nombre de déductions fiscales ont une influence sur la cote d'impôt au Luxembourg, il en est de même en ce qui concerne l'imposition en France où des déductions de la loi française peuvent avoir un effet sur la cote d'impôt. En raison d'une multitude de situations imaginables faisant de chaque dossier de contribuable un „*cas fiscal*“ particulier, il s'avère quasiment impossible

de prévoir d'éventuels effets négatifs générés par la nouvelle convention entre le Luxembourg et la France. La Chambre regrette que ce potentiel point de discord ne soit pas seulement un problème pour l'État français, mais également pour l'État luxembourgeois qui, par sa signature de la convention en question, permet le traitement fiscal de milliers de ressortissants de France travaillant au Luxembourg.

Contrairement à la France, le Luxembourg ne change pas de méthode et garde bien le procédé de l'exonération des revenus français qu'un résident luxembourgeois touche en France. De façon générale, cette méthode exclut tout impôt supplémentaire sur un revenu étranger qu'un résident touche au Luxembourg.

Par définition, une convention fiscale bilatérale conclue entre deux États pour éviter la double imposition („*nomen est omen*“) d'un même revenu doit être formulée de manière à éviter effectivement toute double imposition, même partielle ou minime. L'article 22 de la convention entre le Luxembourg et la France devrait être clair à ce sujet, sous peine de contrevenir au point 1 de l'article 23 visant à assurer la non-discrimination des contribuables concernés. La convention ne peut pas déroger au principe même pour lequel elle a été négociée et permettre à un État signataire l'encaissement d'un impôt supplémentaire en appliquant sa loi fiscale.

Or, vu les négociations délicates qui ont abouti au compromis de la convention franco-luxembourgeoise dont l'approbation est prévue par le projet de loi sous avis, les deux États signataires ne seront guère prêts à rouvrir le dossier.

Cela dit, la Chambre propose néanmoins la solution suivante: afin de remédier aux éventuelles conséquences fiscales désavantageuses pour les résidents français travaillant au Luxembourg, la France pourrait par exemple insérer dans sa loi fiscale une disposition interdisant tout supplément d'impôt (sur le seul revenu luxembourgeois) dépassant le montant du crédit d'impôt imputable en France.

Sous la réserve des commentaires qui précèdent, la Chambre des fonctionnaires et employés publics marque son accord avec le projet de loi lui soumis pour avis.

Ainsi délibéré en séance plénière le 4 avril 2019.

Le Directeur,
G. MULLER

Le Président,
R. WOLFF

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7390/05

N° 7390⁵**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

portant approbation

- 1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;
- 2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;
- 3° de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;
- 4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET**

(18.6.2019)

La Commission se compose de : M. André BAULER, Président, Mme Joëlle ELVINGER, rapporteur ; MM. Guy ARENDT, Alex BODRY, Sven CLEMENT, Yves CRUCHTEN, Franz FAYOT, Gast GIBERYEN, Mme Martine HANSEN, M. Henri KOX, Mme Josée LORSCHÉ, MM. Laurent MOSAR, Gilles ROTH, Claude WISELER et Michel WOLTER, Membres

*

I. ANTECEDENTS

Le projet de loi n°7390 a été déposé par le Ministre des Finances et du Budget le 4 décembre 2018.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche financière et une fiche d'évaluation d'impact, ainsi que les textes du protocole, de l'avenant et des conventions à approuver.

Lors de la réunion de la Commission des Finances et du Budget (COFIBU) du 3 juin 2019, Madame Joëlle Elvinger a été désignée rapporteur du projet de loi sous rubrique. Le projet de loi a été présenté à la COFIBU au cours de cette même réunion.

L'avis de la Chambre de commerce date du 4 mars 2019.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 26 mars 2019.

L'avis de la Chambre des salariés date du 28 mars 2019 et celui de la Chambre des fonctionnaires et employés publics du 4 avril 2019.

La COFIBU a procédé à l'examen de l'avis du Conseil d'Etat au cours de la réunion du 3 juin 2019.

Le projet de rapport a été adopté au cours de la réunion du 18 juin 2019.

*

II. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la ratification des Conventions fiscales avec la France et le Kosovo, de l'Avenant avec la Belgique et du Protocole avec l'Ouzbékistan.

*

III. CONSIDERATIONS GENERALES

La conclusion de conventions fiscales pour éliminer la double imposition juridique constitue une condition élémentaire pour le développement des relations économiques des états contractants, et encourage l'échange de biens et de services ainsi que les mouvements de capitaux, de technologies et de personnes.

Le projet de loi sous rubrique s'inscrit dans les efforts continus du Gouvernement luxembourgeois au fil des dernières années de compléter, moderniser et améliorer son réseau de conventions fiscales. À la lumière de l'évolution des exigences et standards internationaux récents en la matière, entre autres ceux découlant du plan d'action BEPS (« Base erosion and profit shifting ») de l'OCDE, une adaptation fondamentale de certaines conventions fiscales s'est avérée incontournable. Ainsi la Convention avec la France, dont la première version date du 1er avril 1958, et qui fut modifiée subséquentement à plusieurs reprises, a été soumise à une modernisation générale et prend en compte les standards minima en matière de fiscalité internationale qui résultent des travaux BEPS de l'OCDE.

Comme le précisent les auteurs du projet de loi dans l'exposé des motifs, les négociations avec un partenaire économique important du Grand-Duché, comme la France, s'avèrent souvent complexes afin de tenir compte des positions spécifiques en matière de politique conventionnelle des deux Etats. Le texte final constitue donc un compromis entre les positions du Luxembourg et de la France. Ainsi, le Luxembourg a accepté certaines dispositions allant au-delà de sa position dans le cadre de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales, notamment pour ce qui est de la définition de l'établissement stable. La France, quant à elle, a fait une ouverture en matière des organismes de placement collectif et a également accepté, par exemple, l'approche du Luxembourg concernant les pensions payées en application de la législation sur la sécurité sociale.

La conclusion d'une convention fiscale avec le Kosovo marque la suite logique pour les relations bilatérales. Suite au conflit de 1999, le Luxembourg a mis en place, dans un premier temps, des programmes d'assistance humanitaire et de reconstruction, pour, par la suite, lancer des programmes de coopération au développement. Ainsi, la conclusion d'une convention contre la double imposition entre le Luxembourg et le Kosovo permet d'approfondir davantage la coopération entre les deux pays.

En ce qui concerne l'Avenant avec la Belgique, le paragraphe 8 du Protocole final de la Convention est remplacé pour inclure dans la Convention l'accord amiable du 16 mars 2015, conclu sur base du

paragraphe 3 de l'article 25 de la Convention fiscale belgo-luxembourgeoise et concernant le traitement fiscal des professions dépendantes.

Finalemment, le Protocole avec l'Ouzbékistan adapte la Convention fiscale ouzbéko-luxembourgeoise aux exigences de l'OCDE en matière d'échange de renseignements et aux standards minima prévus par les travaux BEPS concernant les conventions fiscales.

*

IV. LES AVIS

La Chambre de commerce a émis son avis en date du 4 mars 2019. Saluant les efforts du Gouvernement de mettre à jour régulièrement les conventions fiscales existantes ainsi que d'en conclure des nouvelles afin de maintenir un réseau conventionnel développé et performant, la Chambre de commerce estime cependant que notamment la Convention conclue avec la France pourrait être améliorée à plusieurs endroits. En somme, la Chambre de commerce est d'avis que la Convention bénéficie à la France en augmentant le pouvoir d'imposition de la France au détriment du Luxembourg. Ainsi, à titre d'exemple, la Convention introduit un nouveau concept d'établissement stable, qui est basé sur le modèle de droit français, sans prendre en compte les réserves y relatives que le Luxembourg a formulé dans le cadre de la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, signée à Paris, le 7 juin 2017.

Par ailleurs, la Chambre de commerce est d'avis que le travail à distance des salariés d'entreprises luxembourgeoises, résidents en France, est rendu plus compliqué par la Convention. Elle estime par ailleurs que les modalités pratiques de calcul du seuil et les modalités d'application du crédit d'impôt devraient être davantage précisées.

Le Conseil d'État a publié son avis en date du 26 mars 2019. Notant que les actes respectifs sont applicables directement dans la législation nationale et qu'il n'est pas nécessaire d'analyser les différents articles, la Haute Corporation n'a pas d'observation à formuler.

La Chambre des salariés a émis son avis le 28 mars 2019. Elle a formulé plusieurs observations, en particulier en ce qui concerne l'Avenant avec la Belgique et la Convention avec la France. Elle regrette ainsi que l'Avenant ne prévoit pas de précisions sur les modalités de la répartition des jours de travail d'un salarié frontalier qui travaille aussi bien en Belgique qu'au Luxembourg, d'autant plus que l'accord avec l'Allemagne règle cette question.

Pour ce qui est de la Convention avec la France, la Chambre des salariés souligne, entre autres, que la Convention ne contient pas de dispositions concernant le traitement fiscal des revenus des chauffeurs professionnels. Selon la Chambre des salariés ceci pourrait constituer une source de conflit entre les Etats contractants en ce qui concerne l'imposition de leurs salaires.

De plus, elle estime que les dispositions relatives à l'imposition des pensions complémentaires d'entreprise ne sont pas assez précises et pourraient engendrer des difficultés d'interprétation. Dès lors, elle recommande d'y apporter les clarifications nécessaires en rapprochant, par exemple, le texte aux dispositions contenues dans les conventions fiscales avec la Belgique et l'Allemagne.

Finalemment, la Chambre des salariés s'inquiète des éventuelles conséquences fiscales pour les frontaliers français suite à l'adoption par la France du système de crédit d'impôt sur les salaires dans la Convention. En effet, au lieu d'exonérer les revenus touchés par des résidents français au Luxembourg de l'impôt sur le salaire, les frontaliers se verront accorder un crédit d'impôt en France à la hauteur de l'impôt payé au Luxembourg jusqu'au montant de l'impôt français correspondant. Or, dans certains cas l'impôt français est supérieur à l'impôt luxembourgeois, notamment pour les bas salaires, ce qui, dépendant de l'interprétation de l'article 22 de la Convention, estime la Chambre des salariés, aurait comme conséquence que les frontaliers tombant dans cette tranche de revenus, devraient payer un supplément d'impôt en France. La Chambre regretterait un tel cas de figure et demande d'accorder une meilleure prévisibilité en matière d'imposition pour les frontaliers.

Pour le détail des observations de la Chambre des salariés, il est renvoyé au texte de son avis.

Dans son avis du 4 avril 2019, la Chambre des fonctionnaires et employés publics rejoint la Chambre des salariés dans son souci quant à une hausse de la charge d'impôts pour les frontaliers français. Renvoyant au but de la Convention fiscale, qui consiste en l'élimination de la double imposition, la

Chambre des fonctionnaires et employés publics estime que la Convention déroge au principe même pour lequel elle a été négociée.

*

V. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Pour le commentaire des articles du Protocole avec l'Ouzbékistan, de l'Avenant avec la Belgique, de la Convention avec le Kosovo et de celle avec la France, il est renvoyé au document parlementaire n°7390.

Dans son avis, le Conseil d'Etat constate que les articles 1^{er} à 4 de la loi en projet reprennent les actes soumis à approbation et que le commentaire des articles se structure par conséquent autour de chaque acte signé avec chaque État contractant. Ces actes devenant applicables comme tels dans l'ordre juridique national, un examen des articles qu'ils comportent ne s'impose pas.

*

VI. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n°7390 dans la teneur qui suit :

*

PROJET DE LOI
portant approbation

- 1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;
- 2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;
- 3° de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;
- 4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

Art. 1er. Est approuvé le Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997.

Art. 2. Est approuvé l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009.

Art. 3. Sont approuvés la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017.

Art. 4. Sont approuvés la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018.

Luxembourg, le 18 juin 2019

Le Président,
André BAULER

Le Rapporteur,
Joëlle ELVINGER

Impression: CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

7390

Bulletin de Vote (Vote Public)

Date: 02/07/2019 16:46:14	Président: M. Etgen Fernand
Scrutin: 3	Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
Vote: PL 7390 Doubles impositions	Secrétaire B: Mme Barra Isabelle
Description: Projet de loi 7390	

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	50	1	5	56
Procuration:	2	1	1	4
Total:	52	2	6	60

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
CSV					
Mme Adehm Diane	Oui		Mme Arendt Nancy	Oui	
M. Eicher Emile	Oui		M. Eischen Félix	Oui	
M. Galles Paul	Oui		M. Gloden Léon	Oui	
M. Halsdorf Jean-Marie	Oui		Mme Hansen Martine	Oui	
Mme Hetto-Gasch Françoise	Oui		M. Kaes Aly	Oui	
M. Lies Marc	Oui		M. Mischo Georges	Oui	
Mme Modert Octavie	Oui		M. Mosar Laurent	Oui	
Mme Reding Viviane	Oui		M. Roth Gilles	Oui	
M. Schank Marco	Oui		M. Spautz Marc	Oui	
M. Wilmes Serge	Oui		M. Wiseler Claude	Oui	
M. Wolter Michel	Oui				

LSAP					
M. Angel Marc	Oui		M. Biancalana Dan	Oui	
M. Bodry Alex	Oui		Mme Burton Tess	Oui	
M. Cruchten Yves	Oui		M. Di Bartolomeo Mars	Oui	
M. Engel Georges	Oui		M. Fayot Franz	Oui	
M. Haagen Claude	Oui		Mme Mutsch Lydia	Oui	

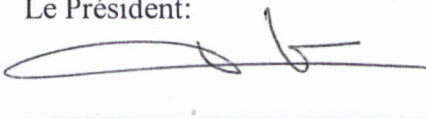
DP					
M. Arendt Guy	Oui		M. Bauler André	Oui	
M. Baum Gilles	Oui		Mme Beissel Simone	Oui	
M. Berger Eugène	Oui		M. Colabianchi Frank	Oui	
Mme Elvinger Joëlle	Oui		M. Etgen Fernand	Oui	
M. Graas Gusty	Oui		M. Hahn Max	Oui	
Mme Hartmann Carole	Oui		Mme Polfer Lydie	Oui	(M. Hahn Max)

déi gréng					
M. Back Carlo	Oui		M. Benoy François	Oui	
Mme Bernard Djuna	Oui		Mme Empain Stéphanie	Oui	
M. Hansen- Marc	Oui		M. Kox Henri	Oui	(Mme Lorsché Josée)
Mme Lorsché Josée	Oui		M. Margue Charles	Oui	
M. Traversini Roberto	Oui				

déi Lénk					
M. Baum Marc	Non		M. Wagner David	Non	

groupe technique					
M. Clement Sven-Piraten	Abst.	(M. Goergen Marc-Piraten)	M. Engelen Jeff-ADR	Non	
M. Gibéryen Gast-ADR	Non	(M. Kartheiser Fernand-ADR)	M. Goergen Marc-Piraten	Abst.	
M. Kartheiser Fernand-ADR	Non		M. Reding Roy-ADR	Non	

Le Président:



Le Secrétaire général:

7390/06

N° 7390⁶**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2018-2019

PROJET DE LOI

portant approbation

- 1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;
- 2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;
- 3° de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;
- 4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(12.7.2019)

Le Conseil d'État,

appelé par dépêche du Président de la Chambre des députés, du 2 juillet 2019 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

**PROJET DE LOI
portant approbation**

- 1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;
- 2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;
- 3° de la „Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance“, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;
- 4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 2 juillet 2019 et dispensé du second vote constitutionnel ;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'État en sa séance du 26 mars 2019 ;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique à l'unanimité des 18 votants, le 12 juillet 2019.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

La Présidente du Conseil d'État,
Agy DURDU



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 18 juin 2019

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal du 4 mars 2019, du 20 mai 2019 et du 3 juin 2019
2. 7390 **Projet de loi portant approbation**
1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;
2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;
3° de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;
4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

- Rapporteur : Madame Joëlle Elvinger
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. Divers

*

Présents : Mme Diane Adehm remplaçant M. Michel Wolter, M. Guy Arendt, M. André Bauler, M. Alex Bodry, M. Yves Cruchten, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Marc Hansen remplaçant M. Henri Kox, Mme Martine Hansen, M. Laurent Mosar, M. Roy Reding, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler

M. Carlo Fassbinder, Directeur de la Fiscalité (Ministère des Finances)
M. Max Berend, du ministère des Finances

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Sven Clement, M. Gast Gibéryen, M. Henri Kox, Mme Josée Lorsché, M. Michel Wolter

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal du 4 mars 2019, du 20 mai 2019 et du 3 juin 2019

Les projets de procès-verbal sont approuvés.

2. 7390 Projet de loi portant approbation

1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;

2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;

3° de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;

4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

Madame le rapporteur présente le contenu de son projet de rapport.

Elle signale qu'elle vient d'être contactée par l'organisation syndicale LCGB et qu'elle aura une entrevue avec les représentants de cette organisation le lendemain de la présente réunion. Suite à une intervention de M. Laurent Mosar, elle ajoute que le LCGB a connaissance du fait que le rapport relatif au projet de loi a déjà été adopté par la Commission des Finances et du Budget avant l'entrevue envisagée, mais qu'il n'a pas été possible d'organiser cette entrevue plus tôt.

A la page 4 du projet de rapport, il est procédé au redressement d'une erreur de morphologie pour écrire : « les frontaliers se verront accorder un crédit d'impôt ».

Le projet de rapport est adopté par 10 voix pour et une abstention (M. Roy Reding) (11 députés présents lors du vote).

3. Divers

Le Président de la Commission explique qu'une entrevue entre les membres de la Commission des Finances et du Budget et le Président de la SNCI aura lieu le lundi 24 juin 2019 à 10:30 heures afin de donner suite, de manière plus directe, au courrier du groupe parlementaire CSV du 20 mai 2019.

Luxembourg, le 18 juin 2019

La Secrétaire-administrateur,
Caroline Guezenec

Le Président de la Commission des Finances et du
Budget,
André Bauler



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 03 juin 2019

Ordre du jour :

1. 7390 **Projet de loi portant approbation**
1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;
2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;
3° de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;
4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

- Désignation d'un rapporteur
- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat
2. 7431 **Projet de loi instaurant un mécanisme de règlement des différends fiscaux**

- Désignation d'un rapporteur
- Présentation du projet de loi
3. **Divers**

*

Présents : M. Guy Arendt, M. André Bauler, Mme Djuna Bernard remplaçant Mme Josée Lorsché, M. Alex Bodry, M. Yves Cruchten, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, Mme Martine Hansen, M. Henri Kox, M. Laurent Mosar, M. Roy Reding, M. Claude Wiseler

M. Carlo Fassbinder, Directeur de la Fiscalité (Ministère des Finances)
M. Matthieu Gonner, Ministère des Finances
M. David Behrend, M. Michel Hoffmann, de l'Administration des contributions directes (ACD)

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Gast Gibéryen, Mme Josée Lorsché, M. Gilles Roth, M. Michel Wolter

*

Présidence : M. André Bauler, Président de la Commission

*

1. 7390 **Projet de loi portant approbation**

1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;

2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;

3° de la "Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance", et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;

4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

Mme Joëlle Elvinger est nommée rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Un représentant du ministère des Finances présente le projet de loi tel qu'il est expliqué dans l'exposé des motifs du document parlementaire 7390. Il est rappelé que le ministre des Finances avait présenté les détails de la convention entre le Luxembourg et la France au cours de la réunion du 16 mars 2018.

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- En réponse à une question de M. Laurent Mosar, le représentant du ministère des Finances confirme que des discussions au sujet de la numérisation de l'économie sont en cours au sein de l'OCDE. Dans le cadre de ces discussions, il a été constaté que les règles d'imposition générales existantes devraient être adaptées à l'évolution de l'économie (vu la digitalisation de l'économie traditionnelle). Au cours d'une réunion qui a eu lieu la semaine dernière, les 129 pays concernés se sont mis d'accord sur un

programme de travail comportant les pistes à suivre à ce sujet par un « steering group »¹. Parmi ces deux pistes à suivre (pilier 1 et pilier 2), le pilier 1 comporte 3 variantes dont l'objectif général consiste à ne plus se limiter à l'imposition dans le pays d'établissement d'une entreprise, mais à considérer qu'une création de valeur peut, le cas échéant, également avoir lieu dans le pays de destination d'un produit/service, cette valeur devant être imposée dans ce dernier pays (à travers notamment le concept d'un établissement stable « virtuel », sans présence physique). Le pilier 2 prévoit une obligation d'imposition minimale. Ainsi, en cas d'imposition très basse dans un pays, les bénéfices d'une filiale devront être ajoutés à ceux de l'entreprise-mère établie dans un autre pays afin d'y être imposés à un taux plus élevé. Ou bien, les paiements d'intérêts ou de redevances versés vers un pays où le taux d'imposition est très bas, ne seront plus déductibles dans le pays d'origine de l'entreprise. Ce pilier vise à s'assurer que les entreprises multinationales – dans l'économie numérique et au-delà – paient un niveau minimum d'impôt. Il fournira aux pays un nouvel outil pour protéger leur assiette fiscale du transfert des bénéfices vers des juridictions à imposition faible ou nulle.

La réflexion au sujet de ces piliers n'en est qu'à ses débuts et aucune décision n'a été prise à l'heure actuelle. Une solution finale devrait être trouvée en 2020. Le Luxembourg participe activement aux discussions. L'Union européenne étant composée d'un grand nombre de pays exportateurs, il apparaît qu'un certain nombre d'Etats membres se montrent plutôt sceptiques à l'égard de certains principes retenus dans les deux piliers. La position du Luxembourg n'est pas encore arrêtée et évoluera certainement en fonction de l'avancement des travaux.

M. Mosar est d'avis que les nouvelles règles esquissées par l'OCDE soulèvent un grand nombre de questions. Il craint qu'elles aillent totalement à l'encontre de la simplification administrative et de l'harmonisation visées par l'UE et donc qu'au final elles nuisent à la compétitivité des entreprises européennes.

- M. Mosar soulève que la convention entre le Luxembourg et la France comporterait une disposition selon laquelle un frontalier employé et imposé au Luxembourg devrait payer des impôts supplémentaires en France au cas où une imposition française de ses revenus excéderait l'imposition luxembourgeoise. La fréquence de tels cas de figure lui est inconnue.

Le représentant du ministère des Finances rappelle qu'il existe deux méthodes traditionnelles d'imposition : la méthode de l'exemption et celle de l'imputation. La méthode d'exemption consiste à ne pas imposer (et donc à exempter) des revenus étrangers d'un contribuable dans le pays résident (s'ils sont imposés dans l'Etat de la source), mais, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste du revenu, à appliquer les mêmes taux d'impôt que si les revenus étrangers n'avaient pas été exemptés.

La méthode de l'imputation consiste à déduire le montant de l'impôt payé dans l'Etat de la source des revenus étrangers de l'impôt luxembourgeois grevant ces revenus étrangers. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces revenus réalisés dans l'Etat de la source.

La différence fondamentale entre la méthode de l'exemption et la méthode de l'imputation consiste dans le fait que la méthode de l'exemption tient compte du revenu étranger, alors que la méthode de l'imputation tient compte de l'impôt étranger.

¹ Suite à la demande de M. Alex Bodry, le programme de travail de l'OCDE définissant la marche à suivre en vue d'aboutir à la conclusion d'un nouvel accord mondial pour taxer les entreprises multinationales a été transmis par courrier électronique aux membres de la Commission le lendemain de la présente réunion.

Le Grand-Duché de Luxembourg a, dans toutes ses conventions internationales, adopté le principe de l'exemption (sauf pour certains revenus).

La France a choisi de passer de la méthode d'exemption à la méthode d'imputation dans la nouvelle convention. Cela signifie qu'un frontalier français, travaillant et imposé au Luxembourg, sera soumis au barème d'imposition français en France. L'impôt payé au Luxembourg sera ensuite déduit de sa charge fiscale française. Si cette dernière est supérieure à l'impôt payé au Luxembourg, le contribuable devra s'acquitter de la différence en France. Le but de la France est de traiter un résident travaillant en France de la même manière qu'un résident travaillant au Luxembourg.

Il semblerait que peu de contribuables soient concernés par un tel cas de figure. De plus, il semblerait que la France prévoie une baisse d'impôts pour tous les contribuables français à partir de l'année 2020. Une telle baisse contribuerait encore à une diminution des cas concernés.

- La nouvelle Convention entre la France et le Luxembourg n'entrera en vigueur qu'à partir du moment où elle aura été ratifiée par le Luxembourg (la France l'a déjà ratifiée). Le texte de la Convention prévoit que ses dispositions s'appliqueront, en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus attribués le ou après le 1^{er} janvier de l'année civile suivant immédiatement celle au cours de laquelle la Convention entrera en vigueur.

Le Conseil d'Etat n'a pas émis de remarques particulières à l'égard du présent projet de loi.

2. 7431 Projet de loi instaurant un mécanisme de règlement des différends fiscaux

Mme Joëlle Elvinger est nommée rapporteur du projet de loi sous rubrique.

Un représentant du ministère des Finances présente le projet de loi tel qu'il est expliqué dans l'exposé des motifs du document parlementaire 7431.

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- En réponse à une question de M. André Bauler, un représentant de l'ACD précise que les échanges entre autorités compétentes concernées par un différend ont, en règle générale, lieu par voie de courrier. Des réunions entre représentants de ces autorités peuvent exceptionnellement avoir lieu.
- M. Laurent Mosar s'enquiert des voies de recours ouvertes au contribuable dans le cadre du mécanisme mis en place par le présent projet de loi.

Un représentant du ministère des Finances explique que le contribuable, introduisant une réclamation au sens du projet de loi, peut, en parallèle, entamer un recours devant le tribunal administratif contre le bulletin d'imposition litigieux. Il en va de même dans le cas où l'autorité compétente luxembourgeoise déclare la réclamation irrecevable.

Lorsque les autorités compétentes sont parvenues à un accord à l'amiable et rendent une décision contraignante, cette décision s'applique uniquement si le contribuable renonce à faire valoir son droit au recours ou s'il met fin au recours déjà entamé.

Une demande de constitution de commission consultative est possible uniquement si, contre un rejet visé à l'article 5, paragraphe 1^{er} du projet de loi (décision de rejet d'une réclamation par l'autorité compétente du Luxembourg), aucun recours ne peut être introduit, aucun recours n'est en instance ou si la personne concernée a formellement renoncé à son droit de recours contentieux contre la décision de rejet de la réclamation par l'autorité compétente du Luxembourg en vertu de l'article 5, paragraphe 1^{er} du projet de loi (article 6 du projet de loi).

Lorsque la commission consultative a rendu son avis, les autorités compétentes prennent une décision définitive contraignante sur base de cet avis. La décision définitive est mise en œuvre, sous réserve que la personne concernée l'accepte et renonce à son droit à un recours administratif ou contentieux (article 15, paragraphe 3 du projet de loi).

M. Mosar conclut que, par souci du respect des délais de recours existants (3 mois pour le recours contre un bulletin d'imposition), il peut toujours être utile d'entamer un recours contre un bulletin d'imposition en parallèle de l'introduction d'une réclamation auprès de l'autorité compétente du Luxembourg.

Un représentant du ministère des Finances signale que cette possibilité existe, mais que la survenue d'un arrêt définitif du tribunal administratif ou de la Cour administrative (en relation avec ce recours), stoppe cependant la procédure à l'amiable ou le déclenchement de la procédure d'élaboration d'un avis par la commission consultative. Le contribuable ne peut recourir au mécanisme de règlement des différends fiscaux pour contrer un arrêt du tribunal administratif en sa défaveur.

Un représentant de l'ACD précise qu'il arrive, en raison de l'intervention d'administrations compétentes de différents Etats membres, que le contribuable ne soit informé d'une éventuelle double imposition que beaucoup plus tard qu'endéans des 3 mois suivant la réception de son bulletin d'imposition. Un recours contre ce bulletin devant le tribunal administratif de Luxembourg n'est donc plus possible. Les possibilités de recours dont dispose un contribuable varient ainsi en fonction du moment de réception du bulletin, c'est-à-dire si le premier bulletin d'imposition provient d'un autre Etat membre ou du Luxembourg. Par contre, la réclamation d'un contribuable concernant un différend pour en demander le règlement peut être introduite dans un délai de 3 ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne le différend.

- La directive transposée par le présent projet de loi est exclusivement applicable par rapport aux conventions de non-double imposition existant entre les différents Etats membres de l'UE. L'application des conventions de non-double imposition ne peut, en principe, pas faire l'objet d'éventuelles questions préjudicielles auprès de la CJUE (non compétente).
- M. Franz Fayot souhaite savoir s'il est concevable que le tribunal administratif luxembourgeois rende un arrêt définitif opposé à la position de l'administration compétente européenne concernée. Il se demande si, dans un tel cas, un contribuable aurait tout de même la possibilité de recourir au mécanisme mis en place par le présent projet de loi.
- M. Guy Arendt soulève la question de la possibilité d'un recours contre le nouveau bulletin d'imposition issu de l'autorité compétente luxembourgeoise, au cas où la décision définitive de la commission consultative entraînerait la nécessité d'une rectification du bulletin d'imposition initial (à l'origine du différend) et donc l'émission d'un nouveau bulletin.

3. Divers

Aucun point divers n'a été abordé.

Luxembourg, le 11 juin 2019

La Secrétaire-administrateur,
Caroline Guezennec

Le Président de la Commission des Finances et du
Budget,
André Bauler

7390

Loi du 12 juillet 2019 portant approbation

- 1° du Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997 ;
- 2° de l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009 ;
- 3° de la « Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017 ;
- 4° de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 2 juillet 2019 et celle du Conseil d'État du 12 juillet 2019 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}.

Est approuvé le Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997.

Art. 2.

Est approuvé l'Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009.

Art. 3.

Sont approuvés la « Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance », et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017.

Art. 4.

Sont approuvés la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

*Le Ministre des Affaires étrangères
et européennes,*
Jean Asselborn

Palais de Luxembourg, le 12 juillet 2019.
Henri

Le Ministre des Finances,
Pierre Gramegna

Doc. parl. 7390 ; sess. ord. 2018-2019.

Protocole, fait à Luxembourg, le 18 septembre 2017, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Luxembourg, le 2 juillet 1997

Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan, Désireux de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Luxembourg, le 2 juillet 1997 (ci-après dénommée «la Convention»), sont convenus de ce qui suit:

Article 1

Le Préambule de la Convention est supprimé et remplacé par celui qui suit:

«Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République d'Ouzbékistan Soucieux de promouvoir leurs relations économiques et d'améliorer leur coopération en matière fiscale, Entendant conclure une Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Ouzbékistan pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite par l'évasion ou la fraude fiscale (y compris par des mécanismes de chalandage fiscal destinés à obtenir les allègements prévus dans la présente Convention au bénéfice indirect de résidents d'États tiers), sont convenus de ce qui suit:».

Article 2

Le paragraphe 1 de l'article 25 (PROCÉDURE AMIABLE) de la Convention est supprimé et remplacé par celui qui suit:

« 1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'un ou l'autre État contractant. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention. »

Article 3

L'article 26 (ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS) de la Convention est supprimé et remplacé par celui qui suit:

«Article 26 ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des États contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des États contractants ou de leurs collectivités locales dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un État contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet État et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Nonobstant ce qui précède, les renseignements reçus par un État contractant peuvent être utilisés à d'autres fins si la législation des deux États l'autorise et si l'autorité compétente de l'État qui fournit les renseignements autorise cette utilisation.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
 - b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre État contractant;
 - c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.
4. Si des renseignements sont demandés par un État contractant conformément à cet article, l'autre État contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un État contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.
5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un État contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.».

Article 4

L'article 26A (ASSISTANCE EN MATIÈRE DE RECOUVREMENT DES IMPÔTS) qui suit est ajouté à la Convention après l'article 26 de la Convention:

«Article 26A ASSISTANCE EN MATIÈRE DE RECOUVREMENT DES IMPÔTS

1. Les États contractants se prêtent mutuellement assistance pour le recouvrement de leurs créances fiscales. Cette assistance n'est pas limitée par l'article 1. Les autorités compétentes des États contractants peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application du présent article.
2. Le terme «créance fiscale» tel qu'il est utilisé dans cet article, désigne une somme due au titre d'impôts couverts par la Convention ainsi que les intérêts, les pénalités administratives correspondantes et les coûts de recouvrement ou de conservation liés à ces sommes.
3. Lorsqu'une créance fiscale d'un État contractant est recouvrable en vertu des lois de cet État et est due par une personne qui, à cette date, ne peut, en vertu de ces lois, empêcher son recouvrement, cette créance fiscale est, à la demande des autorités compétentes de cet État, acceptée en vue de son recouvrement par les autorités compétentes de l'autre État contractant. Cette créance fiscale est recouvrée par cet autre État conformément aux dispositions de sa législation applicable en matière de recouvrement de ses propres impôts comme si la créance en question était une créance fiscale de cet autre État.
4. Lorsqu'une créance fiscale d'un État contractant est une créance à l'égard de laquelle cet État peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement, cette créance doit, à la demande des autorités compétentes de cet État, être acceptée aux fins de l'adoption de mesures conservatoires par les autorités compétentes de l'autre État contractant. Cet autre État doit prendre des mesures conservatoires à l'égard de cette créance fiscale conformément aux dispositions de sa législation comme s'il s'agissait d'une créance fiscale de cet autre État même si, au moment où ces mesures sont appliquées, la créance fiscale n'est pas recouvrable dans le premier État ou est due par une personne qui a le droit d'empêcher son recouvrement.
5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4, les délais de prescription et la priorité applicables, en vertu de la législation d'un État contractant, à une créance fiscale en raison de sa nature en tant que telle ne s'appliquent pas à une créance fiscale acceptée par cet État aux fins du paragraphe 3 ou 4. En outre, une créance fiscale acceptée par un État contractant aux fins du paragraphe 3 ou 4 ne peut se voir appliquer aucune priorité dans cet État en vertu de la législation de l'autre État contractant.
6. Les procédures concernant l'existence, la validité ou le montant d'une créance fiscale d'un État contractant ne sont pas soumises aux tribunaux ou organes administratifs de l'autre État contractant.

7. Lorsqu'à tout moment après qu'une demande a été formulée par un État contractant en vertu du paragraphe 3 ou 4 et avant que l'autre État ait recouvré et transmis le montant de la créance fiscale en question au premier État, cette créance fiscale cesse d'être:

- a) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 3, une créance fiscale du premier État qui est recouvrable en vertu des lois de cet État et est due par une personne qui, à ce moment, ne peut, en vertu des lois de cet État, empêcher son recouvrement, ou
- b) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 4, une créance fiscale du premier État à l'égard de laquelle cet État peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement

les autorités compétentes du premier État notifient promptement ce fait aux autorités compétentes de l'autre État et le premier État, au choix de l'autre État, suspend ou retire sa demande.

8. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un État contractant l'obligation:

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre État contractant;
- b) de prendre des mesures qui seraient contraires à l'ordre public;
- c) de prêter assistance si l'autre État contractant n'a pas pris toutes les mesures raisonnables de recouvrement ou de conservation, selon le cas, qui sont disponibles en vertu de sa législation ou de sa pratique administrative;
- d) de prêter assistance dans les cas où la charge administrative qui en résulte pour cet État est nettement disproportionnée par rapport aux avantages qui peuvent en être tirés par l'autre État contractant.».

Article 5

L'article 27A (DROIT AUX AVANTAGES) qui suit est ajouté après l'article 27 de la Convention:

«Article 27A DROIT AUX AVANTAGES

Nonobstant les autres dispositions de la présente Convention, un avantage au titre de celle-ci ne sera pas accordé au titre d'un élément de revenu ou de fortune si l'on peut raisonnablement conclure, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances propres à la situation, que l'octroi de cet avantage était un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir, à moins qu'il soit établi que l'octroi de cet avantage dans ces circonstances serait conforme à l'objet et au but des dispositions pertinentes de la présente Convention.».

Article 6

1. Chacun des États contractants notifiera à l'autre, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur du présent Protocole.

2. Le Protocole entrera en vigueur à la date de réception de la dernière des notifications visées au paragraphe 1. Les dispositions du présent Protocole seront applicables aux années d'imposition commençant le ou après le 1^{er} janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle le présent Protocole entre en vigueur.

3. Le présent Protocole forme partie intégrante de la Convention et demeure en vigueur jusqu'à la dénonciation de la Convention.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait en double exemplaire à Luxembourg, le 18 septembre 2017 en langues française, anglaise et ouzbek, les trois textes faisant également foi.

**Pour le Gouvernement du
Grand-Duché de Luxembourg**

**Pierre GRAMEGNA
Ministre des Finances**

**Pour le Gouvernement de la
République d'Ouzbékistan**

**Botir PARPIEV
Président du Comité fiscal national**

Avenant, fait à Bruxelles, le 5 décembre 2017, à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, faits à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009

LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

et

LE ROYAUME DE BELGIQUE,

DESIREUX de modifier la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre 2002 et du 16 juillet 2009, ci-après dénommés "la Convention",

SONT CONVENUS des dispositions suivantes:

ARTICLE I

Le paragraphe 8 du Protocole final de la Convention est supprimé et remplacé par celui qui suit :

« § 8. *Professions dépendantes*

1° *Ad article 15, §§ 1 et 2*

Il est entendu que la répartition du pouvoir d'imposition entre les deux Etats contractants s'effectue selon les principes figurant dans les commentaires sur l'article 15 du Modèle de convention fiscale de l'O.C.D.E. Il en résulte notamment, qu'au sens de l'article 15, §§ 1 et 2 de la présente Convention, un emploi salarié est exercé dans l'autre Etat contractant lorsque l'activité en raison de laquelle les salaires, traitements et autres rémunérations sont payés est effectivement exercée dans cet autre Etat, c'est-à-dire lorsque le salarié est physiquement présent dans cet autre Etat pour y exercer cette activité.

2° *Ad article 15, §1*

Par dérogation au point 1°, un résident d'un Etat contractant qui exerce un emploi dans l'autre Etat contractant et qui, au cours d'une période imposable, est physiquement présent dans le premier Etat et/ou dans un Etat tiers pour y exercer un emploi durant une ou des périodes n'excédant pas au total 24 jours ouvrables, est considéré comme exerçant effectivement son emploi dans l'autre Etat contractant durant toute la période imposable. Cette disposition ne s'applique pas lorsqu'une convention préventive de la double imposition conclue par un des deux Etats contractants avec un Etat tiers permet à cet Etat tiers d'imposer les rémunérations que le résident reçoit au titre de l'emploi exercé dans cet Etat tiers. »

ARTICLE II

Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre par la voie diplomatique l'accomplissement des procédures requises par sa législation pour la mise en vigueur du présent Avenant à la Convention. L'Avenant à la Convention entrera en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications, et sera applicable aux salaires, traitements et autres rémunérations relatifs à des périodes imposables prenant cours à partir du 1er janvier 2015.

ARTICLE III

Le présent Avenant, qui fera partie intégrante de la Convention, demeurera en vigueur aussi longtemps que la Convention elle-même.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Avenant.

FAIT à Bruxelles, le 5 décembre 2017 en double exemplaire en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

**POUR LE GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG**

**Pierre GRAMEGNA
Ministre des Finances**

**POUR LE ROYAUME
DE BELGIQUE**

**Johan VAN OVERTVELDT
Ministre des Finances**

Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance”, et le Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 8 décembre 2017

The Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Kosovo

Desiring to further develop their economic relationship and to enhance their co-operation in tax matters,

Intending to conclude a Convention for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital without creating opportunities for non-taxation or reduced taxation through tax evasion or avoidance (including through treaty-shopping arrangements aimed at obtaining reliefs provided in this Convention for the indirect benefit of residents of third States)

Have agreed as follows:

Article 1
PERSONS COVERED

1. This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.
2. For the purposes of this Convention, income derived by or through an entity or arrangement that is treated as wholly or partly fiscally transparent under the tax law of either Contracting State shall be considered to be income of a resident of a Contracting State but only to the extent that the income is treated, for purposes of taxation by that State, as the income of a resident of that State.

Article 2
TAXES COVERED

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:
 - a) in the Grand Duchy of Luxembourg:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
 - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal); (hereinafter referred to as "Luxembourg tax");
 - b) in the Republic of Kosovo:
 - (i) the personal income tax; and
 - (ii) the corporation tax; (hereinafter referred to as "Kosovo tax").
4. The Convention shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3
GENERAL DEFINITIONS

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:
 - a) the term "Luxembourg" means the Grand Duchy of Luxembourg and, when used in a geographical sense, means the territory of the Grand Duchy of Luxembourg;

- b) the term "Kosovo" means the Republic of Kosovo, including all the land territory, including air space above it, over which it has jurisdiction or sovereign rights for the purpose of exploration, exploitation and conservation of natural resources pursuant to international law;
- c) the term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;
- d) the term "company" means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
- e) the term "enterprise" applies to the carrying on of any business;
- f) the terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;
- g) the term "international traffic" means any transport by a ship, aircraft or road vehicle operated by an enterprise that has its place of effective management in a Contracting State, except when the ship, aircraft or road vehicle is operated solely between places in the other Contracting State;
- h) the term "competent authority" means:
 - (i) in Luxembourg, the Minister of Finance or his authorised representative;
 - (ii) in Kosovo, the Minister of Finance or his or her authorized representative;
- i) the term "national", in relation to a Contracting State, means:
 - (i) any individual possessing the nationality or citizenship of that Contracting State; and
 - (ii) any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in that Contracting State;
- j) the term "business" includes the performance of professional services and of other activities of an independent character.

2. As regards the application of the Convention at any time by a Contracting State, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that State for the purposes of the taxes to which the Convention applies, any meaning under the applicable tax laws of that State prevailing over a meaning given to the term under other laws of that State.

Article 4 RESIDENT

1. For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature, and also includes that State and any local authority thereof. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.
2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:
 - a) he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident only of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
 - b) if the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident only of the State in which he has an habitual abode;
 - c) if he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident only of the State of which he is a national;
 - d) if he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.
3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, then it shall be deemed to be a resident only of the State in which its place of effective management is situated.

Article 5 PERMANENT ESTABLISHMENT

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term "permanent establishment" includes especially:

- a) a place of management;
- b) a branch;
- c) an office;
- d) a factory;
- e) a workshop, and
- f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. The term "permanent establishment" also encompasses:

- a) a building site, a construction, assembly, installation or dredging project or supervisory activities in connection therewith, but only if they last for more than twelve months;
- b) the furnishing of services, including consultancy services, by an enterprise through employees or other personnel engaged by the enterprise for such purpose, but only if activities of that nature continue (for the same or a connected project) within a Contracting State for a period or periods aggregating more than 183 days in any 12-month period commencing or ending in the fiscal year concerned.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any activity not listed in subparagraphs a) to d), provided that this activity has a preparatory or auxiliary character; or
- f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person - other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies - is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

INCOME FROM IMMOVABLE PROPERTY

1. Income derived by a resident of a Contracting State from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to

immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise.

Article 7 BUSINESS PROFITS

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and each year in the same way, unless that sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Convention, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8 SHIPPING, INLAND WATERWAYS TRANSPORT AND AIR TRANSPORT

1. Profits from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

2. Profits from the operation of boats engaged in inland waterways transport shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

3. If the place of effective management of a shipping enterprise or of an inland waterways transport enterprise is aboard a ship or boat, then it shall be deemed to be situated in the Contracting State in which the home harbour of the ship or boat is situated, or, if there is no such home harbour, in the Contracting State of which the operator of the ship or boat is a resident.

4. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency.

Article 9

ASSOCIATED ENTERPRISES

1. Where

- a) an enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or
- b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State, and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State - and taxes accordingly - profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall if necessary consult each other.

Article 10

DIVIDENDS

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State may also be taxed in that State according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other Contracting State, the tax so charged shall not exceed:

- a) 0 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company (other than a partnership) which holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends;
- b) 10 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term "dividends" as used in this Article means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the State of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

5. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

Article 11 INTEREST

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the Contracting State, the tax so charged shall not exceed 5 per cent of the gross amount of the interest.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a Contracting and paid to a resident of the other Contracting State who is the beneficial owner thereof shall be taxable only in that other State to the extent that such interest is paid
 - a) which respect to indebtedness arising as a consequence of the sale on credit of any equipment, merchandise or services;
 - b) on any loan of whatever kind granted by a bank;
 - c) to a collective investment vehicle;
 - d) to that other State or the central bank or a local authority thereof; or
 - e) on intercompany loans.
4. The term "interest" as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.
5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.
6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment is situated.
7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 12 ROYALTIES

1. Royalties arising in a Contracting State and beneficially owned by a resident of the other Contracting State shall be taxable only in that other State.
2. The term "royalties" as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.
3. The provisions of paragraph 1 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

4. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

Article 13 CAPITAL GAINS

1. Gains derived by a resident of a Contracting State from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other Contracting State may be taxed in that other State.
2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), may be taxed in that other State.
3. Gains from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic, boats engaged in inland waterways transport or movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft or boats, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3, shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

Article 14 INCOME FROM EMPLOYMENT

1. Subject to the provisions of Articles 15, 17 and 18, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:
 - a) the recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
 - b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State, and
 - c) the remuneration is not borne by a permanent establishment which the employer has in the other State.
3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship, aircraft or road vehicle operated in international traffic, or aboard a boat engaged in inland waterways transport, may be taxed in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.

Article 15 DIRECTORS' FEES

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

Article 16 ENTERTAINERS AND SPORTSPERSONS

1. Notwithstanding the provisions of Article 14, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from that resident's personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson acting as such accrues not to the entertainer or sportsperson but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Article 14, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

Article 17 PENSIONS

1. Subject to the provisions of paragraph 2 of Article 18, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.
2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other payments made under the social security legislation of a Contracting State shall be taxable only in that State.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration (including lump-sum payments) arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State, provided that such payments derive from contributions paid to or from provisions made under a pension scheme by the recipient or on his behalf and that these contributions, provisions or the pensions or other similar remuneration have been subjected to tax in the first-mentioned State under the ordinary rules of its tax laws.

Article 18 GOVERNMENT SERVICE

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration paid by a Contracting State or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority shall be taxable only in that State.
b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that State and the individual is a resident of that State who:
 - (i) is a national of that State; or
 - (ii) did not become a resident of that State solely for the purpose of rendering the services.
2. a) Notwithstanding the provisions of paragraph 1, pensions and other similar remuneration paid by, or out of funds created by, a Contracting State or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that State or authority shall be taxable only in that State.
b) However, such pensions and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of, and a national of, that State.
3. The provisions of Articles 14, 15, 16 and 17 shall apply to salaries, wages, pensions, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a local authority thereof.

Article 19 STUDENTS

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

Article 20 OTHER INCOME

1. Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Convention shall be taxable only in that State.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, and

the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment. In such case the provisions of Article 7 shall apply.

Article 21 CAPITAL

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State may be taxed in that other State.
3. Capital represented by ships and aircraft operated in international traffic and by boats engaged in inland waterways transport, and by movable property pertaining to the operation of such ships, aircraft and boats, shall be taxable only in the Contracting State in which the place of effective management of the enterprise is situated.
4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

Article 22 ELIMINATION OF DOUBLE TAXATION

1. Subject to the provisions of the law of Luxembourg regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:
 - a) Where a resident of Luxembourg derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Kosovo, Luxembourg shall, subject to the provisions of sub-paragraphs b) and c), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted.
 - b) Where a resident of Luxembourg derives income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 11 and 16 may be taxed in Kosovo, Luxembourg shall allow as a deduction from the income tax on individuals or from the corporation tax of that resident an amount equal to the tax paid in Kosovo. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from Kosovo.
 - c) The provisions of sub-paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of Luxembourg where Kosovo applies the provisions of this Convention to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10 or 11 to such income.
2. In the case of Kosovo, double taxation shall be avoided as follows:
 - a) Where a resident of Kosovo derives income which, in accordance with the provisions of this Convention, may be taxed in Luxembourg, Kosovo shall allow as a deduction from the tax on the income of that resident, an amount equal to the income tax paid in Luxembourg. Such deduction shall not, however, exceed that part of the Kosovo tax, as computed before the deduction is given, which is attributable, as the case may be, to the income which may be taxed in Luxembourg.
 - b) Where in accordance with any provision of the Convention income derived by a resident of Kosovo is exempt from tax in Kosovo, Kosovo may nevertheless, in calculating the amount of tax on the remaining income of such resident, take into account the exempted income.

Article 23 NON-DISCRIMINATION

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. Stateless persons who are residents of a Contracting State shall not be subjected in either Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of the State concerned in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected.
3. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.
4. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 7 of Article 11, or paragraph 4 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.
5. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.
6. The provisions of this Article shall, notwithstanding the provisions of Article 2, apply to taxes of every kind and description.

Article 24

MUTUAL AGREEMENT PROCEDURE

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of either Contracting State. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.
2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.
3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.
4. The competent authorities of the Contracting States may communicate with each other directly, including through a joint commission consisting of themselves or their representatives, for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.
5. Where,
 - a) under paragraph 1, a person has presented a case to the competent authority of a Contracting State on the basis that the actions of one or both of the Contracting States have resulted for that person in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, and
 - b) the competent authorities are unable to reach an agreement to resolve that case pursuant to paragraph 2 within two years from the, date when all the information required by the competent authorities in order to address the case has been provided to both competent authorities,any unresolved issues arising from the case shall be submitted to arbitration if the person so requests. These unresolved issues shall not, however, be submitted to arbitration if a decision on these issues has

already been rendered by a court or administrative tribunal of either State. Unless a person directly affected by the case does not accept the mutual agreement that implements the arbitration decision, that decision shall be binding on both Contracting States and shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic laws of these States. The competent authorities of the Contracting States shall by mutual agreement settle the mode of application of this paragraph.

Article 25 **EXCHANGE OF INFORMATION**

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Convention or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes of every kind and description imposed on behalf of the Contracting States, or of their local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by Articles 1 and 2.

2. Any information received under paragraph 1 by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions. Notwithstanding the foregoing, information received by a Contracting State may be used for other purposes when such information may be used for such other purposes under the laws of both States and the competent authority of the supplying State authorises such use.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (order public).

4. If information is requested by a Contracting State in accordance with this Article, the other Contracting State shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other State may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a Contracting State to decline to supply information solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 26 **MEMBERS OF DIPLOMATIC MISSIONS AND CONSULAR POSTS**

Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

Article 27 **ENTITLEMENT TO BENEFITS**

1. Notwithstanding the other provisions of this Convention, a benefit under this Convention shall not be granted in respect of an item of income or capital if it is reasonable to conclude, having regard to all relevant facts and circumstances, that obtaining that benefit was one of the principal purposes of any arrangement or transaction that resulted directly or indirectly in that benefit, unless it is established that granting that benefit

in these circumstances would be in accordance with the object and purpose of the relevant provisions of this Convention.

2. Where a benefit under this Convention is denied to a person under paragraph 1, the competent authority of the Contracting State that would otherwise have granted this benefit shall nevertheless treat that person as being entitled to this benefit, or to different benefits with respect to a specific item of income or capital, if such competent authority, upon request from that person and after consideration of the relevant facts and circumstances, determines that such benefits would have been granted to that person in the absence of the transaction or arrangement referred to in paragraph 1. The competent authority of the Contracting State to which the request has been made will consult with the competent authority of the other State before rejecting a request made under this paragraph by a resident of that other State.

Article 28 ENTRY INTO FORCE

1. The Contracting States shall notify each other in writing, through diplomatic channels, that the procedures required by its law for the entry into force of this Convention have been satisfied. The Convention shall enter into force on the date of receipt of the last notification.

2. The Convention shall have effect:

- a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Convention enters into force;
- b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the Convention enters into force.

Article 29 TERMINATION

1. This Convention shall remain in force until terminated by a Contracting State. Either Contracting State may terminate the Convention, through diplomatic channels, by giving notice of termination at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of its entry into force.

2. The Convention shall cease to have effect:

- a) in respect of taxes withheld at source, to income derived on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given;
- b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1 January of the calendar year next following the year in which the notice is given.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done in duplicate at Luxembourg, on 8th December 2017, in the English language.

**For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg**

**Pierre GRAMEGNA
Minister of Finance**

**For the Government of the
Republic of Kosovo**

**Bedri HAMZA
Minister of Finance**

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Convention between the Grand Duchy of Luxembourg and the Republic of Kosovo for the elimination of double taxation with respect to taxes on income and on capital and the prevention of tax evasion and avoidance, both sides have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Convention:

1. With reference to Article 4:

1. A collective investment vehicle which is established in a Contracting State and that is treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting State shall be considered as a resident of the Contracting State in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

2. A collective investment vehicle which is established in a Contracting State and that is not treated as a body corporate for tax purposes in this Contracting State shall be considered as an individual who is resident of the Contracting State in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

2. With reference to paragraph 3 of Article 5:

It is understood that a building site, a construction, assembly, installation or dredging project or supervisory activities in connection therewith according to subparagraph a) cannot constitute a permanent establishment according to subparagraph b).

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

Done in duplicate at Luxembourg, on 8th December 2017, in the English language.

**For the Government of the
Grand Duchy of Luxembourg**

**Pierre GRAMEGNA
Minister of Finance**

**For the Government of the
Republic of Kosovo**

**Bedri HAMZA
Minister of Finance**

Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, faits à Paris, le 20 mars 2018

**LE GOUVERNEMENT DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE**

SOUICIEUX de promouvoir leurs relations économiques et d'améliorer leur coopération en matière fiscale, ENTENDANT conclure une Convention pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite par l'évasion ou la fraude fiscale (y compris par des mécanismes de chalandage fiscal destinés à obtenir les allègements prévus dans la présente Convention au bénéfice indirect de résidents d'Etats tiers),

Sont convenus des dispositions suivantes :

**ARTICLE 1
PERSONNES VISEES**

1. La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. Aux fins de l'application de la présente Convention, le revenu perçu par ou via une société de personnes dotée ou non de la personnalité morale ou toute autre entité analogue dotée de la personnalité morale (y compris un groupement de personnes) considérée comme totalement ou partiellement transparente sur le plan fiscal selon la législation fiscale de l'un des Etats contractants est considéré comme étant le revenu d'un résident d'un Etat contractant, mais uniquement dans la mesure où ce revenu est traité, aux fins de l'imposition par cet Etat, comme le revenu d'un résident de cet Etat.

Lorsque la société de personnes dotée ou non de la personnalité morale ou toute autre entité analogue dotée de la personnalité morale (y compris un groupement de personnes) qui est considérée comme totalement ou partiellement transparente sur le plan fiscal selon la législation fiscale de l'un des Etats contractants est établie dans un Etat tiers, le revenu ne peut toutefois être considéré comme étant le revenu d'un résident d'un Etat contractant que si cet Etat tiers considère également comme totalement ou partiellement transparente sur le plan fiscal la société de personnes dotée ou non de la personnalité morale ou toute autre entité analogue dotée de la personnalité morale (y compris un groupement de personnes) et s'il a conclu avec l'Etat contractant d'où provient le revenu une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent pas à un revenu perçu par ou via une société de personnes dotée ou non de la personnalité morale ou toute autre entité analogue dotée de la personnalité morale (y compris un groupement de personnes) qui est un résident de France conformément au paragraphe 4 de l'article 4.

Les dispositions de ce paragraphe n'affectent en aucun cas le droit d'un Etat contractant d'imposer ses propres résidents.

**ARTICLE 2
IMPOTS VISES**

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant, de ses collectivités locales ou territoriales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment :

- a) en ce qui concerne la France :
 - i) l'impôt sur le revenu ;

- ii) l'impôt sur les sociétés ;
 - iii) les contributions sur l'impôt sur les sociétés ;
 - iv) les contributions sociales généralisées et les contributions pour le remboursement de la dette sociale ;
 - v) l'impôt sur la fortune ;
- y compris toutes retenues à la source et avances décomptées sur ces impôts ;
(ci-après dénommés « impôt français ») ;
- b) en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg :
- i) l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
 - ii) l'impôt sur le revenu des collectivités ;
 - iii) l'impôt sur la fortune ; et
 - iv) l'impôt commercial communal ;
- (ci-après dénommés « impôt luxembourgeois »).

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications significatives apportées à leurs législations fiscales.

ARTICLE 3 DEFINITIONS GENERALES

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

- a) les expressions « Etat contractant » et « autre Etat contractant » désignent, suivant les cas, la France ou le Luxembourg ;
- b) le terme « France » désigne les départements européens de la République française et les collectivités régies par l'article 73 de sa Constitution, y compris la mer territoriale située au large de ces départements et de ces collectivités, et, au-delà de la mer territoriale, les espaces marins sur lesquels la République française exerce, en conformité avec le droit international, sa juridiction ou des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins, de leur sous-sol et des eaux surjacentes ;
- c) le terme « Luxembourg » désigne le Grand-Duché de Luxembourg et, lorsqu'il est employé dans un sens géographique, il désigne le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ;
- d) le terme « personne » comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;
- e) le terme « société » désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée comme une personne morale aux fins d'imposition ;
- f) le terme « entreprise » s'applique à l'exercice de toute activité ou affaire ;
- g) les expressions « entreprise d'un Etat contractant » et « entreprise de l'autre Etat contractant » désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;
- h) l'expression « trafic international » désigne tout transport effectué par un navire, un aéronef ou un véhicule ferroviaire exploité par une entreprise dont le siège de direction effective est situé dans un Etat contractant, sauf lorsque ce transport ne s'effectue qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;
- i) l'expression « autorité compétente » désigne :
 - i) dans le cas de la France, le ministre des Finances ou son représentant autorisé ;
 - ii) dans le cas du Luxembourg, le ministre des Finances ou son représentant autorisé ;
- j) le terme « national », en ce qui concerne un Etat contractant, désigne :
 - (i) toute personne physique qui possède la nationalité ou la citoyenneté de cet Etat contractant ; et
 - (ii) toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans cet Etat contractant ;
- k) les termes « activité », par rapport à une entreprise, et « affaires » comprennent l'exercice de professions libérales ainsi que l'exercice d'autres activités de caractère indépendant.

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue, à ce

moment, le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention, le sens attribué à ce terme ou expression par le droit fiscal de cet Etat prévalant sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cet Etat.

ARTICLE 4 RESIDENT

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « résident d'un Etat contractant » désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, de son lieu d'exploitation ou de tout autre critère de nature analogue et s'applique aussi à cet Etat ainsi qu'à toutes ses collectivités locales ou territoriales et aux personnes morales de droit public de cet Etat, de ses collectivités locales ou territoriales. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

- a) cette personne est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;
- b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;
- c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat dont elle possède la nationalité ;
- d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, elle est considérée comme un résident seulement de l'Etat où son siège de direction effective est situé.

4. L'expression « résident d'un Etat contractant » comprend, lorsque cet Etat contractant est la France, toute société de personnes, groupement de personnes ou autre entité analogue :

- a) dont le siège de direction effective est en France ;
- b) qui est assujetti à l'impôt en France ; et
- c) dont tous les porteurs de parts, associés ou membres sont, en application de la législation fiscale française, personnellement soumis à l'impôt à raison de leur quote-part dans les bénéfices de ces sociétés de personnes, groupements de personnes ou autres entités analogues.

5. N'est pas considérée comme résident d'un Etat contractant au sens du présent article une personne, notamment un trustee ou fiduciaire, qui, bien que répondant à la définition des paragraphes 1, 2, 3 et 4 ci-dessus n'est que le bénéficiaire apparent des revenus, lesdits revenus bénéficiant en réalité, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'autres personnes physiques ou morales, à une personne qui ne peut être regardée elle-même comme un résident dudit Etat au sens du présent article.

ARTICLE 5 ETABLISSEMENT STABLE

1. Au sens de la présente Convention, l'expression « établissement stable » désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression « établissement stable » comprend notamment :

- a) un siège de direction,
- b) une succursale,
- c) un bureau,

- d) une usine,
- e) un atelier et
- f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. Un chantier de construction ou de montage ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois.

3.1 À seule fin de déterminer si la période de douze mois visée au paragraphe 3 a été dépassée,

- a) lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce des activités dans l'autre Etat contractant à un endroit qui constitue un chantier de construction ou de montage et que ces activités sont exercées pendant une ou plusieurs périodes qui, au total, dépassent 30 jours sans dépasser douze mois, et
- b) lorsque des activités connexes sont exercées sur le même chantier de construction ou de montage pendant des périodes différentes de plus de 30 jours chacune par une ou plusieurs entreprises étroitement liées à la première entreprise,

ces périodes différentes sont ajoutées à la période totale pendant laquelle la première entreprise a effectué des activités sur ce chantier de construction ou de montage.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :

- a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;
- b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;
- c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;
- d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;
- e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité non énumérée aux alinéas a) à d), à condition que cette activité revête un caractère préparatoire ou auxiliaire ;
- f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4.1 Le paragraphe 4 ne s'applique pas à une installation fixe d'affaires utilisée ou détenue par une entreprise si la même entreprise ou une entreprise étroitement liée exerce des activités d'entreprise dans la même installation ou dans une autre installation dans le même Etat contractant et

- a) lorsque l'une de ces installations constitue un établissement stable pour l'entreprise ou pour l'entreprise étroitement liée au regard des dispositions du présent article, ou
- b) lorsque l'activité d'ensemble résultant du cumul des activités exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, ne revêt pas un caractère préparatoire ou auxiliaire,

à condition que les activités d'entreprise exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, constituent des fonctions complémentaires qui s'inscrivent dans un ensemble cohérent d'activités d'entreprise.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, mais sous réserve des dispositions du paragraphe 6, lorsqu'une personne agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise et, ce faisant, conclut habituellement des contrats ou joue habituellement le rôle principal menant à la conclusion de contrats qui, de façon routinière, sont conclus sans modification importante par l'entreprise, et que ces contrats sont

- a) au nom de l'entreprise, ou
- b) pour le transfert de la propriété de biens appartenant à cette entreprise ou pour la concession du droit d'utiliser de tels biens ou des biens que l'entreprise a le droit d'utiliser, ou
- c) pour la prestation de services par cette entreprise,

cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées

à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. a) Le paragraphe 5 ne s'applique pas lorsque la personne qui agit dans un Etat contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre Etat contractant exerce dans le premier Etat une activité d'entreprise comme agent indépendant et agit pour l'entreprise dans le cadre ordinaire de cette activité. Toutefois, lorsqu'une personne agit exclusivement ou presque exclusivement pour le compte d'une ou de plusieurs entreprises auxquelles elle est étroitement liée, cette personne n'est pas considérée comme un agent indépendant au sens du présent paragraphe en ce qui concerne chacune de ces entreprises.
- b) Aux fins de l'application du présent article, une personne est étroitement liée à une entreprise si, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, l'une est sous le contrôle de l'autre ou toutes deux sont sous le contrôle des mêmes personnes ou entreprises. Dans tous les cas, une personne est considérée comme étroitement liée à une entreprise si l'une détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits ou participations effectifs dans l'autre (ou, dans le cas d'une société, plus de 50 % du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société), ou si une autre personne détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits ou participations effectifs (ou, dans le cas d'une société, plus de 50 % du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société) dans la personne et l'entreprise.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

ARTICLE 6 REVENUS IMMOBILIERS

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) situés dans l'autre Etat contractant, sont imposables dans cet autre Etat.
2. L'expression « biens immobiliers » a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel et les équipements des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles ; les navires, les aéronefs et les véhicules ferroviaires ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.
3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.
4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise.

ARTICLE 7 BENEFICES DES ENTREPRISES

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices qui sont attribuables à l'établissement stable conformément aux dispositions du paragraphe 2 sont imposables dans l'autre Etat.
2. Aux fins du présent article et de l'article 22, les bénéfices qui sont attribuables dans chaque Etat contractant à l'établissement stable mentionné au paragraphe 1 sont ceux qu'il aurait pu réaliser, en particulier dans ses opérations internes avec d'autres parties de l'entreprise, s'il avait constitué une entreprise distincte et indépendante exerçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues, compte tenu des fonctions exercées, des actifs utilisés et des risques assumés par l'entreprise par l'intermédiaire de l'établissement stable et des autres parties de l'entreprise.

3. Lorsque, conformément au paragraphe 2, un Etat contractant ajuste les bénéfices qui sont attribuables à un établissement stable d'une entreprise d'un des Etats contractants et impose en conséquence des bénéfices de l'entreprise qui ont été imposés dans l'autre Etat, cet autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui a été perçu sur ces bénéfices dans la mesure nécessaire pour éliminer la double imposition de ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent si nécessaire.

4. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

ARTICLE 8 TRANSPORT INTERNATIONAL

1. Les bénéfices provenant de l'exploitation, en trafic international, de navires, d'aéronefs ou de véhicules ferroviaires ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

2. Si le siège de direction effective d'une entreprise de navigation maritime est à bord d'un navire, ce siège est considéré comme situé dans l'Etat contractant où se trouve le port d'attache de ce navire, ou à défaut de port d'attache, dans l'Etat contractant dont l'exploitant du navire est un résident.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupe (« pool »), une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

ARTICLE 9 ENTREPRISES ASSOCIEES

1. Lorsque :

- a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que
- b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant,

et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées, qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu l'être en fait à cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat - et impose en conséquence - des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

ARTICLE 10 DIVIDENDES

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

- 2. a) Toutefois, les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant sont aussi imposables dans cet Etat selon la législation de cet Etat ; mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 % du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant.
- b) Nonobstant les dispositions du a), les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si le bénéficiaire effectif des dividendes

est une société qui est un résident de cet autre Etat contractant et qui détient directement au moins 5 % du capital de la société qui paie les dividendes pendant une période de 365 jours incluant le jour du paiement des dividendes (il n'est pas tenu compte, aux fins du calcul de cette période, des changements relatifs à l'actionnariat qui résulteraient directement d'une réorganisation, telle qu'une fusion ou une scission de la société qui détient les actions ou qui verse les dividendes).

c) Le présent paragraphe n'affecte pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. Le terme « dividendes » employé dans le présent article désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat dont la société distributrice est un résident.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable situé dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

6. a) Les dividendes payés à partir de revenus ou gains tirés de biens immobiliers au sens de l'article 6 par un véhicule d'investissement établi dans un Etat contractant,

i) qui distribue la plus grande partie de ces revenus annuellement, et

ii) dont les revenus ou les gains tirés de ces biens immobiliers sont exonérés d'impôts,

à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

b) Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans le premier Etat contractant selon la législation de cet Etat ; mais l'impôt ainsi établi ne peut excéder 15 % du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est un résident de l'autre Etat contractant et s'il détient directement ou indirectement une participation représentant moins de 10 % du capital de ce véhicule.

Lorsque le bénéficiaire effectif de tels dividendes détient, directement ou indirectement, une participation représentant 10 % ou plus du capital de ce véhicule, les dividendes sont imposables au taux prévu par la législation nationale de l'Etat contractant d'où ils proviennent.

Article 11 INTERETS

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans cet autre Etat.

2. Le terme « intérêts » employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérées comme des intérêts au sens du présent article.

3. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

4. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence

de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

ARTICLE 12 REDEVANCES

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat; mais si le bénéficiaire effectif des redevances est un résident de l'autre Etat contractant, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 5 % pour cent du montant brut des redevances.

3. Le terme « redevances » employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets et pour des informations ayant trait à une expérience acquise dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que le droit ou le bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

5. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

6. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, pour lequel l'engagement donnant lieu aux redevances a été contracté et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable est situé.

ARTICLE 13 GAINS EN CAPITAL

1. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (seul ou avec l'ensemble de l'entreprise), sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains provenant de l'aliénation de biens qui font partie de l'actif d'une entreprise et qui sont des navires, des aéronefs ou des véhicules ferroviaires exploités par cette entreprise en trafic international ou des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou véhicules ferroviaires ne sont imposables que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

4. Les gains qu'un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation d'actions, parts ou autres droits dans une société, une fiducie ou toute autre institution ou entité sont imposables dans l'autre Etat contractant si, à tout moment au cours des 365 jours qui précèdent l'aliénation, ces actions, parts ou autres droits tirent plus de 50 % de leur valeur, directement ou indirectement, de biens immobiliers, tels que définis à l'article 6, situés dans cet autre Etat.

Pour l'application de cette disposition, ne sont pas pris en considération les biens immobiliers affectés par une telle société, fiducie ou entité à sa propre activité d'entreprise.

5. Les gains qu'une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant tire de l'aliénation d'actions ou de parts faisant partie d'une participation substantielle dans le capital d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

On considère qu'il existe une participation substantielle lorsque le cédant, seul ou avec des personnes apparentées ou liées, dispose directement ou indirectement d'actions, de parts ou autres droits dont l'ensemble ouvre droit à 25 % ou plus des bénéfices de la société.

Pour l'application du présent paragraphe, ne sont visés que les gains tirés de l'aliénation d'actions ou de parts détenues par un résident d'un Etat contractant qui a été résident de l'autre Etat à un moment quelconque au cours des cinq années précédant ladite aliénation.

6. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

ARTICLE 14 REVENUS D'EMPLOI

1. Sous réserve des dispositions des articles 15, 17 et 18, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

- a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours durant toute période de douze mois commençant ou se terminant durant l'année fiscale considérée, et
- b) les rémunérations sont payées par un employeur, ou pour le compte d'un employeur, qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et
- c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire, d'un aéronef ou d'un véhicule ferroviaire exploité en trafic international, sont imposables dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.

ARTICLE 15 TANTIEMES

Les tantièmes, jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

ARTICLE 16 ARTISTES, SPORTIFS ET MANNEQUINS

1. Nonobstant les dispositions de l'article 14, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif ou mannequin, sont imposables dans cet autre Etat.

Nonobstant les dispositions des articles 14 et 20, lorsqu'un artiste, un sportif ou un mannequin, résident d'un Etat contractant, tire de l'autre Etat contractant des revenus correspondant à des prestations non indépendantes de sa notoriété professionnelle, ces revenus sont imposables dans cet autre Etat.

Toutefois, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire des activités ou prestations visées aux alinéas précédents ne sont imposables que dans cet Etat lorsque le montant brut de ces revenus n'excède pas 20 000 euros au titre de l'année d'imposition concernée.

2. Lorsque les revenus d'activités ou correspondant à des prestations visés au paragraphe 1 sont attribués non pas à l'artiste, au sportif ou au mannequin mais à une autre personne, résident ou non d'un Etat contractant, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions de l'article 14 dans l'Etat contractant où les activités ou prestations de l'artiste, du sportif ou du mannequin sont exercées, fournies ou utilisées.

3. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant, artiste, sportif ou mannequin, tire d'activités ou prestations exercées ou utilisées dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat lorsque ces activités ou prestations dans l'autre Etat sont financées principalement par des fonds publics du premier Etat ou de ses collectivités locales ou territoriales, ou de leurs personnes morales de droit public, y compris dans les cas où ces revenus sont attribués non pas à l'artiste, au sportif ou au mannequin lui-même mais à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant.

ARTICLE 17 PENSIONS

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 18, les pensions et autres rémunérations similaires, payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur, ne sont imposables que dans cet Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres sommes payées en application de la législation sur la sécurité sociale d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

ARTICLE 18 FONCTIONS PUBLIQUES

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires payés par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales ou territoriales ou par une de leurs personnes morales de droit public à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

2. a) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les pensions et autres rémunérations similaires payées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales ou territoriales ou par une de leurs personnes morales de droit public, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces pensions et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

3. Les dispositions des articles 14, 15, 16 et 17 s'appliquent aux salaires, traitements, pensions et autres rémunérations similaires payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité d'entreprise exercée par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales ou territoriales ou personnes morales de droit public.

ARTICLE 19 ETUDIANTS

Les sommes qu'un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

ARTICLE 20 AUTRES REVENUS

1. Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.
2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant une activité d'entreprise par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 sont applicables.

ARTICLE 21 FORTUNE

1. La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.
2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.
3. La fortune constituée par des navires, des aéronefs et des véhicules ferroviaires exploités en trafic international, ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires, aéronefs ou véhicules ferroviaires, n'est imposable que dans l'Etat contractant où le siège de direction effective de l'entreprise est situé.
4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

Article 22 ELIMINATION DES DOUBLES IMPOSITIONS

1. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante :
 - a) Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, le revenu reçu ou la fortune possédée par un résident de France qui est imposable au Luxembourg, conformément aux dispositions de la présente Convention, est également imposable en France.
L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt payé au Luxembourg sur ce revenu ou cette fortune. Toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à ce revenu ou cette fortune.
L'impôt payé au Luxembourg n'est pas déductible du revenu perçu ou de la fortune possédée par le résident de France.
 - b) Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, le revenu reçu ou la fortune possédée par un résident de France qui n'est imposable qu'au Luxembourg, conformément aux dispositions de la présente Convention, est également imposable en France. Dans ce cas, le résident de France a droit à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français.
Ce crédit d'impôt est égal au montant de l'impôt français correspondant à ce revenu ou à cette fortune de ce résident qui n'est imposable qu'au Luxembourg. Le résident de France qui n'est pas effectivement soumis à l'impôt au Luxembourg sur ce revenu ou cette fortune ne peut bénéficier du crédit d'impôt.
 - c) Il est entendu que l'expression « montant de l'impôt français correspondant à ce revenu » employée aux a) et b) désigne :
 - lorsque l'impôt dû à raison de ce revenu est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant imposable du revenu net considéré par le taux qui lui est effectivement appliqué ;
 - lorsque l'impôt dû à raison de ce revenu est calculé par application du barème progressif, le produit du montant imposable du revenu net considéré par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant du revenu net global.
 - Cette interprétation s'applique par analogie à l'expression « montant de l'impôt français correspondant à cette fortune » employée aux a) et b).

- d) Il est entendu que l'expression « montant de l'impôt payé au Luxembourg sur ce revenu ou cette fortune » employée au a) désigne le montant de l'impôt du Luxembourg effectivement supporté à titre définitif à raison de ce revenu ou de cette fortune, conformément aux dispositions de la Convention, par le résident de France qui est imposé sur ce revenu ou cette fortune selon la législation française.
2. Sous réserve des dispositions de la législation luxembourgeoise concernant l'élimination de la double imposition qui n'en affectent pas le principe général, la double imposition est éliminée de la manière suivante :
- a) Lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des revenus ou possède de la fortune qui, conformément aux dispositions de la présente Convention, sont imposables en France, le Luxembourg exempte de l'impôt ces revenus ou cette fortune, sous réserve des dispositions des sous-paragraphes b) et c), mais peut, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste du revenu ou de la fortune du résident, appliquer les mêmes taux d'impôt que si les revenus ou la fortune n'avaient pas été exemptés.
 - b) Lorsqu'un résident du Luxembourg reçoit des éléments de revenu qui, conformément aux dispositions des articles 10, 12 et 16, sont imposables en France, le Luxembourg accorde sur l'impôt sur le revenu des personnes physiques ou sur l'impôt sur le revenu des collectivités de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt payé en France. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces éléments de revenus reçus de France.
 - c) Les dispositions du sous-paragraphe a) ne s'appliquent pas au revenu reçu ou à la fortune possédée par un résident du Luxembourg, lorsque la France applique les dispositions de la présente Convention pour exempter d'impôt ce revenu ou cette fortune ou applique les dispositions du paragraphe 2 de l'article 10 ou 12 à ce revenu.

ARTICLE 23 NON-DISCRIMINATION

1. Les personnes physiques possédant la nationalité d'un Etat contractant ne sont soumises dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les personnes physiques possédant la nationalité de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence.
2. Les apatrides qui sont des résidents d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'un ou l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de l'Etat concerné qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence.
3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qu'il accorde à ses propres résidents.
4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 4 de l'article 11 ou du paragraphe 5 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.
5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.
6. a) Lorsqu'une personne physique exerce des activités dans un Etat contractant, les cotisations qui sont versées par cette personne ou pour son compte à un régime de retraite

- i) établi et reconnu aux fins d'imposition dans l'autre Etat contractant,
- ii) auquel était affiliée la personne immédiatement avant de commencer à exercer des activités dans le premier Etat,
- iii) auquel était affiliée la personne à un moment où elle exerçait un emploi salarié dans l'autre Etat ou y résidait, et
- iv) qui est assimilé par l'autorité compétente du premier Etat à un régime de retraite fiscalement agréé par cet Etat,

sont, en ce qui concerne :

- v) le calcul de l'impôt de la personne physique dû dans le premier Etat, et
- vi) le calcul des résultats de l'entreprise qui sont imposables dans le premier Etat, traitées dans cet Etat de la même façon que le sont les cotisations payées à un régime de retraite reconnu aux fins d'imposition dans le premier Etat et sous réserve des mêmes conditions et restrictions. Nonobstant les dispositions de l'article 1 de la convention, le présent paragraphe s'applique aussi à une personne physique qui n'est pas résident de l'Etat contractant dans lequel elle exerce les activités.

b) Pour l'application du a) :

- i) l'expression « régime de retraite » désigne un régime auquel la personne physique participe afin de bénéficier de prestations de retraite payables au titre de l'emploi visé au a, et
- ii) un régime de retraite est « reconnu aux fins d'imposition » dans un Etat contractant si les cotisations à ce régime ouvrent droit à un allègement fiscal dans cet Etat.

7. Aucune disposition du présent article ne peut être considérée comme obligeant l'un des Etats contractants à accorder aux personnes qui ne sont pas résidentes de cet Etat les déductions personnelles, les abattements ou les réductions qui sont accordés, pour l'application de l'impôt, aux personnes résidentes.

8. Si un traité ou un accord bilatéral auquel les Etats contractants sont parties, autre que la présente Convention, comporte une clause de non-discrimination ou une clause de la nation la plus favorisée, il est entendu que de telles clauses ne sont pas applicables en matière fiscale.

9. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

ARTICLE 24 PROCEDURE AMIABLE

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'un ou l'autre des Etats contractants. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord obtenu est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition pour les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent communiquer directement entre elles, y compris au sein d'une commission mixte composée de ces autorités ou de leurs représentants, en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents.

5. Lorsque

a) en vertu du paragraphe 1, une personne a soumis un cas à l'autorité compétente d'un Etat contractant en se fondant sur le fait que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants ont entraîné pour cette personne une imposition non conforme aux dispositions de cette Convention, et que

b) les autorités compétentes ne parviennent pas à un accord permettant de résoudre ce cas en vertu du paragraphe 2 dans un délai de deux ans à compter de la date à laquelle toutes les informations demandées par les autorités compétentes pour pouvoir traiter le cas ont été communiquées aux deux autorités compétentes,

les questions non résolues soulevées par ce cas doivent être soumises à arbitrage si la personne en fait la demande par écrit. Ces questions non résolues ne doivent toutefois pas être soumises à arbitrage si une décision sur ces questions a déjà été rendue par un tribunal judiciaire ou administratif de l'un des Etats. À moins qu'une personne directement concernée par le cas n'accepte pas l'accord amiable par lequel la décision d'arbitrage est appliquée, cette décision lie les deux Etats contractants et doit être appliquée quels que soient les délais prévus par le droit interne de ces Etats. Les autorités compétentes des Etats contractants règlent par accord amiable les modalités d'application de ce paragraphe.

ARTICLE 25

ECHANGE DE RENSEIGNEMENTS

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements vraisemblablement pertinents pour appliquer les dispositions de la présente Convention ou pour l'administration ou l'application de la législation interne relative aux impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs collectivités locales ou territoriales, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par les articles 1 et 2.

2. Les renseignements reçus en vertu du paragraphe 1 par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts mentionnés au paragraphe 1, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts, ou par le contrôle de ce qui précède. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent révéler ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements. Nonobstant ce qui précède, les renseignements reçus par un Etat contractant peuvent être utilisés à d'autres fins si la législation des deux Etats l'autorise et si l'autorité compétente de l'Etat qui fournit ces renseignements autorise cette utilisation.

3. Chacun des Etats contractants prend les mesures nécessaires afin de s'assurer de la disponibilité de l'information et de la capacité de son autorité compétente à y accéder et à la transmettre à son homologue. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
- b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;
- c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à l'ordre public.

4. Si des renseignements sont demandés par un Etat contractant conformément à cet article, l'autre Etat contractant utilise les pouvoirs dont il dispose pour obtenir les renseignements demandés, même s'il n'en a pas besoin à ses propres fins fiscales. L'obligation qui figure dans la phrase précédente est soumise aux limitations prévues au paragraphe 3 sauf si ces limitations sont susceptibles d'empêcher un Etat contractant de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci ne présentent pas d'intérêt pour lui dans le cadre national.

5. En aucun cas les dispositions du paragraphe 3 ne peuvent être interprétées comme permettant à un Etat contractant de refuser de communiquer des renseignements uniquement parce que ceux-ci sont détenus par une banque, un autre établissement financier, un mandataire ou une personne agissant en tant qu'agent ou fiduciaire ou parce que ces renseignements se rattachent aux droits de propriété d'une personne.

ARTICLE 26

ASSISTANCE EN MATIERE DE RECOUVREMENT DES IMPOTS

1. Les Etats contractants se prêtent mutuellement assistance pour le recouvrement de leurs créances fiscales. Cette assistance n'est pas limitée par les articles 1 et 2. Les autorités compétentes des Etats peuvent régler d'un commun accord les modalités d'application du présent Article.

2. Le terme « créance fiscale » tel qu'il est utilisé dans cet article désigne une somme due au titre d'impôts de toute nature ou dénomination perçus pour le compte des Etats contractants, de leurs collectivités locales ou territoriales, dans la mesure où l'imposition correspondante n'est pas contraire à cette Convention ou à tout autre instrument auquel ces Etats contractants sont parties, ainsi que les intérêts, pénalités administratives et coûts de recouvrement ou de conservation afférents à ces impôts.

3. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est recouvrable en vertu des lois de cet Etat et est due par une personne qui, à cette date, ne peut, en vertu de ces lois, empêcher son recouvrement, cette créance fiscale est, à la demande des autorités compétentes de cet Etat, acceptée en vue de son recouvrement par les autorités compétentes de l'autre Etat contractant. Cette créance fiscale est recouvrée par cet autre Etat conformément aux dispositions de sa législation applicable en matière de recouvrement de ses propres impôts comme si la créance en question était une créance fiscale de cet autre Etat.

4. Lorsqu'une créance fiscale d'un Etat contractant est une créance à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement, cette créance doit, à la demande des autorités compétentes de cet Etat, être acceptée aux fins de l'adoption de mesures conservatoires par les autorités compétentes de l'autre Etat contractant. Cet autre Etat doit prendre des mesures conservatoires à l'égard de cette créance fiscale conformément aux dispositions de sa législation comme s'il s'agissait d'une créance fiscale de cet autre Etat même si, au moment où ces mesures sont appliquées, la créance fiscale n'est pas recouvrable dans le premier Etat ou est due par une personne qui a le droit d'empêcher son recouvrement.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 3 et 4, les délais de prescription et la priorité applicables, en vertu de la législation d'un Etat contractant, à une créance fiscale en raison de sa nature en tant que telle ne s'appliquent pas à une créance fiscale acceptée par cet Etat aux fins du paragraphe 3 ou 4. En outre, une créance fiscale acceptée par un Etat contractant aux fins du paragraphe 3 ou 4 ne peut se voir appliquer aucune priorité dans cet Etat en vertu de la législation de l'autre Etat contractant.

6. Les procédures concernant l'existence, la validité ou le montant d'une créance fiscale d'un Etat contractant ne sont pas soumises aux tribunaux ou organismes administratifs de l'autre Etat contractant.

7. Lorsqu'à tout moment après qu'une demande a été formulée par un Etat contractant en vertu du paragraphe 3 ou 4 et avant que l'autre Etat ait recouvré et transmis le montant de la créance fiscale en question au premier Etat, cette créance fiscale cesse d'être :

- a) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 3, une créance fiscale du premier Etat qui est recouvrable en vertu des lois de cet Etat et est due par une personne qui, à ce moment, ne peut, en vertu des lois de cet Etat, empêcher son recouvrement, ou
- b) dans le cas d'une demande présentée en vertu du paragraphe 4, une créance fiscale du premier Etat à l'égard de laquelle cet Etat peut, en vertu de sa législation, prendre des mesures conservatoires pour assurer son recouvrement

les autorités compétentes du premier Etat notifient promptement ce fait aux autorités compétentes de l'autre Etat et le premier Etat, au choix de l'autre Etat, suspend ou retire sa demande.

8. Les dispositions du présent article ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

- a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;
- b) de prendre des mesures qui seraient contraires à l'ordre public ;
- c) de prêter assistance si l'autre Etat contractant n'a pas pris toutes les mesures raisonnables de recouvrement ou de conservation, selon le cas, qui sont disponibles en vertu de sa législation ou de sa pratique administrative ;

d) de prêter assistance dans les cas où la charge administrative qui en résulte pour cet Etat est nettement disproportionnée par rapport aux avantages qui peuvent en être tirés par l'autre Etat contractant.

ARTICLE 27

MEMBRES DES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques ou postes consulaires, et les membres des délégations permanentes auprès d'organisations internationales en vertu soit des règles générales du droit international, soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 4, toute personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat contractant, situés dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers, est considérée, aux fins de la Convention, comme un résident de l'Etat accréditant, à condition qu'elle soit soumise dans cet Etat accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu ou de sa fortune, que les résidents de cet Etat.

3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas traités comme des résidents dans l'un ou l'autre Etat contractant en matière d'impôts sur le revenu ou sur la fortune.

ARTICLE 28

REFUS D'OCTROI DES AVANTAGES CONVENTIONNELS

Nonobstant toute autre disposition de la Convention, un avantage au titre de celle-ci ne sera pas accordé à l'égard d'un élément de revenu ou de fortune si l'on peut raisonnablement conclure, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances propres à la situation, que l'octroi de cet avantage était un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir, et ce, à moins qu'il soit établi que l'octroi de cet avantage dans ces circonstances est conforme à l'objet et au but des dispositions pertinentes de la Convention.

ARTICLE 29

MODALITES D'APPLICATION

1. Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler conjointement ou séparément les modalités d'application de la présente Convention.

2. En particulier, pour obtenir dans un Etat contractant les avantages prévus aux articles 10, 11 et 12, les résidents de l'autre Etat contractant doivent, à moins que les autorités compétentes n'en disposent autrement, présenter un formulaire d'attestation de résidence indiquant en particulier la nature ainsi que le montant ou la valeur des revenus concernés, et comportant la certification des services fiscaux de cet autre Etat.

ARTICLE 30

ENTREE EN VIGUEUR

1. Chacun des Etats contractants notifie à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entre en vigueur à la date de réception de la dernière de ces notifications.

2. Les dispositions de la Convention s'appliquent :

a) En ce qui concerne la France :

- i) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;
- ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, suivant les cas, à toute année civile ou tout exercice commençant après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;

- iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra après l'année civile au cours de laquelle la Convention est entrée en vigueur ;
- b) En ce qui concerne le Luxembourg :
- i) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus attribués le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la Convention entrera en vigueur ;
 - ii) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts dus pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la Convention entrera en vigueur.
3. Les dispositions de la Convention entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Paris le 1^{er} avril 1958 cessent d'avoir effet à compter de la date à laquelle les dispositions de la présente Convention s'appliquent pour la première fois.

ARTICLE 31 DENONCIATION

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, chacun des Etats contractants pourra la dénoncer moyennant un préavis notifié par la voie diplomatique au moins six mois avant la fin de toute année civile.
2. En cas de dénonciation, la Convention ne sera plus applicable :
- a) S'agissant de la France :
- i) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux sommes imposables après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;
 - ii) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux revenus afférents, suivant les cas, à toute année civile ou à tout exercice commençant après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée ;
 - iii) en ce qui concerne les autres impôts, aux impositions dont le fait générateur interviendra après l'année civile au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée.
- b) S'agissant du Luxembourg :
- i) en ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus attribués le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle le préavis est donné ;
 - ii) en ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts dus pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle le préavis est donné.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 20 mars 2018, en double exemplaire en langue française.

**POUR LE GOUVERNEMENT DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

**Pierre GRAMEGNA
Ministre des Finances**

**POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**Delphine GÉNY-STEPHANN
Secrétaire d'État auprès du
ministre de l'Économie et des Finances**

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République française en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, les Gouvernements sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. En ce qui concerne l'article 10, il est entendu que lorsqu'un Etat contractant applique à l'établissement stable d'une entité ayant son siège dans l'autre Etat contractant les exonérations prévues par son droit interne pour les véhicules d'investissement immobilier visés au paragraphe 6, aucune disposition de la présente Convention ne limite le droit du premier Etat contractant d'imposer, conformément à ce même paragraphe, les revenus immobiliers réputés distribués par cet établissement stable.
2. Nonobstant toute autre disposition de la Convention, il est admis qu'un organisme de placement collectif qui est établi dans un Etat contractant et qui est assimilé selon la législation de l'autre Etat contractant à ses propres organismes de placement collectif, bénéficie des avantages des articles 10 et 11 pour la fraction de ces revenus correspondant aux droits détenus par des personnes résidentes de l'un ou de l'autre des Etats contractants ou par des personnes résidentes de tout autre Etat avec lequel l'Etat contractant d'où proviennent les dividendes ou les intérêts a conclu une convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales s'il reçoit des dividendes ou des intérêts provenant de cet autre Etat.
3. Il est entendu que pour l'application de la dernière phrase du paragraphe 1 de l'article 14 et sous réserve de toute disposition contraire figurant dans une convention préventive de la double imposition conclue par un des deux Etats contractants, un résident d'un Etat contractant qui exerce un emploi dans l'autre Etat contractant et qui, au cours d'une période imposable, est physiquement présent dans le premier Etat et/ou dans un Etat tiers pour y exercer un emploi durant une ou des périodes n'excédant pas au total 29 jours, est considéré comme exerçant effectivement son emploi dans l'autre Etat durant toute la période imposable.
4. En ce qui concerne l'article 19, il est entendu que le terme « apprenti » comprend toute personne qui accomplit un volontariat international tel que défini par les articles L122-1 et suivants du chapitre II du titre II du livre Ier du code du service national français, ou un service volontaire des jeunes tel que défini par la loi luxembourgeoise du 31 octobre 2007 modifiée, ou toute autre disposition identique ou analogue qui entrerait en vigueur après la date de signature de la présente Convention.
5. En ce qui concerne l'article 22, il est entendu qu'afin d'éliminer la double imposition concernant les revenus perçus par un résident du Luxembourg via une société mentionnée au paragraphe 4 de l'article 4, le Luxembourg accorde sur l'impôt afférent à ce revenu une déduction égale au montant de l'impôt payé en France. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant à ces revenus.
6. En ce qui concerne le paragraphe 5 de l'article 24, le délai de deux ans peut être prorogé d'une année sur demande de l'une ou de l'autre autorité compétente des Etats contractants.
7. Les dispositions de la présente Convention n'empêchent en rien la France d'appliquer les dispositions des articles 115 *quinquies*, 123 bis, 155 A, 209 B, 212, 238 A et 238-0 A de son code général des impôts ou d'autres dispositions analogues qui amenderaient ou remplaceraient celles de ces articles.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, le 20 mars 2018, en double exemplaire en langue française.

**POUR LE GOUVERNEMENT DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

**Pierre GRAMEGNA
Ministre des Finances**

**POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE FRANÇAISE**

**Delphine GÉNY-STEPHANN
Secrétaire d'État auprès du
ministre de l'Économie et des Finances**

